

## Rome de Cinq à Sept

« M. Mitterrand ? Il n'est venu que pour le carnaval de Venise ! » Ainsi M. Andreotti, ministre chrétien-démocrate des affaires étrangères, s'est-il efforcé, en une de ces boutades qu'il affectionne, de ramener la portée du déplacement du président français en Italie à ce dont il devait s'agir à l'origine : un voyage privé, doublé d'une visite de courtoisie.

Réaction quelque peu irrévérencieuse, mais significative. Certes, tout le monde se réjouit, à Rome, d'avoir entendu le président français confirmer qu'aux yeux de Paris l'Italie avait toute sa place et devait jouer pleinement son rôle au sein du groupe des Sept. Mais certains partisans de M. Craxi, en particulier dans la famille démocrate-chrétienne, s'efforcent de réduire l'effort du Louvre, autrement dit l'incident qui a marqué la rencontre monétaire de Paris à la fin de la semaine dernière, à de plus modestes proportions.

En mettant en garde contre un « exhibitionnisme musclé » qui, s'ils savent le profit que M. Craxi peut en tirer, ne saurait compromettre la relation de l'Italie avec ses partenaires. Même s'il est compréhensible que Rome ait conçu quelque humeur d'être reléguée par les Cinq au deuxième rang du club dont dépend l'ordre monétaire international.

Il faut dire que l'affaire survient à un moment d'extrême tension entre les partis de la coalition au pouvoir, en particulier les socialistes et les démocrates chrétiens. En juillet 1986, M. Craxi s'était engagé à dissoudre son cabinet à la fin mars et à céder la présidence du conseil à un membre de la démocratie chrétienne (vraisemblablement M. Andreotti). Fort des éloges que lui valent la longévité et l'efficacité de son exercice du pouvoir, il ne semble plus tellement disposé depuis quelques semaines à passer la main, de cette sorte que la démocratie chrétienne exige désormais de lui une clarification.

Mais l'incident aura aussi été révélateur par l'écho qu'il a trouvé dans la péninsule d'un certain orgueil collectif romain — d'aucuns parlent même déjà de néonationalisme — même si l'on est encore loin, dans ce registre, de certains comportements français. L'Italie, qui avait tant souffert de la démesure musolinienne, avait spontanément adopté, depuis la fin de la guerre, un profil bas.

La stabilité politique de ces trois dernières années et le spectaculaire progrès de son économie ont, parmi d'autres facteurs, conduit ce pays à se débarrasser de certains complexes et à affirmer bien davantage sa personnalité internationale. C'est le cas en particulier sur la scène européenne, où M. Mitterrand a d'ailleurs manifesté à plusieurs reprises l'intention de rééquilibrer vers Rome la stratégie de la France. Quitte à ce que ces tentatives de rapprochement, notamment du fait du poids spécifique de l'union privilégiée avec l'Allemagne, trouvent vite leurs limites.

Il est un autre argument que la presse italienne ne se fait pas faute de mettre en avant. A l'intérieur du groupe des Sept, cinq pays — États-Unis, Japon, RFA, France et Grande-Bretagne — sont sans doute tentés de se considérer comme les piliers principaux du dispositif : ils détiennent un siège permanent au conseil d'administration du FMI et leurs monnaies servent de base aux droits de tirages spéciaux de ce dernier.

Mais il devient de plus en plus manifeste que seuls les trois premiers d'entre eux peuvent prétendre, économiquement et monétairement, au statut de « Super-Grande ». Il n'est toutefois pas démontré que ce soit pour l'Italie une consolation suffisante.

(Lire nos informations page 6.)

## Après dix-neuf mois de moratoire

### L'Union soviétique a repris ses essais nucléaires souterrains

L'URSS a fait exploser, jeudi 26 février, peu après 6 heures, heure française, une charge atomique souterraine sur son site d'essais de Semipalatinsk, en Asie centrale.

Moscou met fin ainsi au moratoire unilatéral sur les essais nucléaires soviétiques que M. Gorbatchev avait annoncé en août 1985, mais qu'il avait remis en cause après la reprise des essais américains. Sans toucher, bien entendu, au traité de 1963 qui interdit les essais nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace et sous l'eau.

Glaznost (transparence) oblige, l'essai a été annoncé quelques minutes plus tard par l'agence Tass, qui a même précisé la puissance de l'explosion (moins de 20 kilotonnes). Auparavant, les expériences soviétiques étaient toujours annoncées par les stations d'écoute étrangères, généralement américaines. Néanmoins, Moscou n'est pas allé jusqu'à autoriser les savants américains présents à titre « privé » depuis l'été dernier sur trois stations d'écoute au Kazakhstan à enregistrer l'explosion. Ceux-ci avaient été invités il y a tout juste une semaine, le 19 février, à quitter les lieux (le Monde du 24 février).

La fin du moratoire soviétique était attendue depuis que les Américains avaient procédé à de nouveaux essais dans le Nevada cette année (le dernier en date a eu lieu le 11 février), et alors que la dernière prolongation officielle du moratoire soviétique ne dépassait pas le 1<sup>er</sup> janvier. Ce moratoire aura donc duré dix-neuf mois pour dix-neuf jours. Quelques temps après une dernière explosion enregistrée le 23 juillet 1985, M. Gorbatchev, alors tout nou-

veau secrétaire général du PC soviétique, avait choisi le 6 août de la même année, quarantième anniversaire du bombardement nucléaire d'Hiroshima, pour servir de point de départ à un arrêt unilatéral de ses essais. Le moratoire devait alors prendre fin le 31 décembre 1985, mais il fut prolongé à plusieurs reprises tout au long de l'année 1986.

Pendant ces dix-neuf mois, les États-Unis ont procédé pour leur part à vingt et un essais officiels annoncés, et même un peu plus (vingt-six) selon les Soviétiques, qui disent avoir détecté plusieurs autres explosions clandestines.

Le moratoire aura donc été partiel, il n'est pas non plus le plus long si l'on se souvient que les deux superpuissances nucléaires avaient observé, de concert cette fois, un moratoire de plus de deux ans et demi, de la fin de 1958 à l'été 1961, sur leurs essais, qui se déroulaient alors dans l'atmosphère.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 6.)

## La révision des prévisions d'inflation

### Les syndicats veulent relancer leurs revendications

Les syndicats ont vivement réagi, le mercredi 25 février, à la révision par le gouvernement des objectifs de prix pour 1987 et cherchent à relancer les revendications salariales. Avant même l'annonce officielle de l'indice de janvier, FO a insisté sur la nécessité d'incorporer des clauses de sauvegarde dans les accords salariaux. Le Parti socialiste dénonce de son côté « les échecs économiques d'une libération brutale de prix » tandis que le CNPF dit prudemment qu'on ne juge pas une politique « sur un seul mois et sur un seul indice ».

Pour un gouvernement qui, après ses déboires de décembre, espérait concentrer son activité sur l'économie et le social, l'année a mal commencé. Prix, chômage, grands contrats, commerce extérieur, activité économique se montrent récalcitrants aux espoirs d'amélioration de M. Balladur.

On ne saurait en outre se consoler de voir qu'après la France c'est l'Europe entière qui révisé en baisse ses prévisions pour 1987. Il y a à peine quatre mois, le Vieux Continent était supposé faire mieux en 1987 que les États-Unis et le Japon. Avec une croissance estimée désormais par Bruxelles à 2,3 % pour les Douze (et à 1,8 % pour la France) — et encore les experts européens jugent-ils leurs prévisions optimistes compte tenu de l'environnement international, — l'Europe garde la queue du peloton des nations industrialisées. Pour un pays comme la France qui dépend fortement de l'activité de ses principaux partenaires, cela ne peut qu'accroître la morosité.

Avec une si faible activité économique, personne ne pense que le taux de chômage puisse être amélioré. Or les 38 400 sans-emploi supplémentaires du mois de janvier correspondent à la plus forte hausse du chômage enregistré depuis quatre ans.

Les révisions gouvernementales risquent d'avoir d'autres conséquences. Même si M. Balladur n'entend pas changer de politique, les pressions vont se renforcer pour qu'il stimule des investissements que la faiblesse de la demande ne justifie pas forcément. En outre, le gouvernement aura des difficultés croissantes à résister aux pressions syndicales en faveur de clauses de sauvegarde salariales dès lors que les prévisions de hausse de prix du seul premier semestre (1,9 % selon l'INSEE) dépassent déjà la hausse en niveau des augmentations de salaires annoncées dans la fonction publique. 1987 apparaît donc bien comme l'année de tous les dangers.

(Lire nos informations page 23.)

## Offensive au Sahara

Le Maroc assure avoir repoussé une « attaque massive » du Polisario.

PAGE 5

## Vivre à Managua

Les habitants de la capitale du Nicaragua se heurtent à d'innombrables difficultés.

PAGE 4

## Les militaires en Chine

L'armée retrouve un rôle-clé dans la vie politique.

PAGE 6

## Logement social

Il y a à Paris pénurie de locaux et pléthore de distributeurs.

PAGE 22

## Les Marionnettes de Salzbourg

Au Théâtre du Ranelagh, le triomphe du réalisme fantastique.

PAGE 17

Le sommaire complet se trouve page 28

## Controverse entre la partie civile et la DST

### Qui est Georges Ibrahim Abdallah ?

En présentant Georges Ibrahim Abdallah comme « un petit chef de la recherche d'une criminalité », M. Nart, contrôleur général de la DST, a fait sensation au procès de celui qui était jusqu'alors considéré comme le chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL). De son côté, M. Georges Kiejman, partie civile pour les États-Unis, a contre-attaqué en produisant ce qu'il considère comme « l'acte de naissance » des FARL. M. Kiejman paraît décidé à faire la démonstration que ce texte est bien de la main de Georges Ibrahim Abdallah.

Georges Ibrahim Abdallah en éprouvera-t-il satisfaction ou dépit ? Chacun pensait avoir

affaire, avec lui, au chef présumé des fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) en Europe occidentale et voici que, mercredi 25 février, à son procès, d'où il demeure toujours physiquement absent, on a appris avec surprise qu'il n'en était rien, que cet homme redouté n'était en réalité qu'un « petit chef, un mauvais chef ».

Passe encore si pareille affirmation était venue de témoins ordinaires de son voisinage. Or elle a été livrée avec insistance par M. Raymond Nart, sous-directeur de la DST au moment des enquêtes, contrôleur général aujourd'hui. Ceux qui le connaissent savent qu'il ne dépose pas à la légère à une barre des témoins. S'il a parlé comme il l'a fait, il y a

une raison. Certes, il n'a pas exoneré Georges Ibrahim Abdallah des charges qui pèsent sur lui, mais il a bien signifié autant aux juges qu'à l'opinion que le « gros poisson », dont Jacqueline Esber parla à M. Sydney Peyrolles pendant la détention de ce dernier par les FARL, n'était à ses yeux qu'un « goujon ».

Du même coup, cela ne revenait-il pas à faire entendre que l'on ne doit pas traiter le goujon comme le requin ? N'était-ce pas un message codé qui se trouvait adressé à la cour d'assises, comme pour lui donner à entendre que la DST, en raison de sa tâche spécifique, comprendrait sinon souhaiterait qu'il soit retenu.

JEAN-MARC THÉOLÉPHE.

(Lire la suite page 9.)

## Carnets inédits

### Emile Zola reporter

Les Carnets d'enquêtes d'Emile Zola qui paraîtront le 6 mars chez Pion dans la collection Terre Humaine comptent près de sept cents pages de textes, pour la plupart inédits. Il s'agit des reportages, des investigations minutieuses qu'effectuait l'écrivain pour réunir la documentation nécessaire à ses romans. Henri Mitterand a mis à jour ces dossiers, véritable portrait de la France des années 1880, qui dormaient à la Bibliothèque nationale. En avant-garde, voici trois extraits de ce Zola inattendu et inconnu.

Le 15 avril 1889, Zola voyage sur la plate-forme d'une locomotive, aux côtés du mécanicien et du chauffeur, entre Paris et Mantes. La Bête humaine paraîtra en mars 1890.

A Mantes, qu'ai-je vu ? Le dépôt ressemble à celui du Havre. Les fosses à piquer le feu : le mot vient de ce qu'on a un tisonnier pour piquer le feu et le faire tomber en dessous. La machine pilote, la machine de secours, toujours

sous pression, dans son petit hangar.

L'étuve pour sécher le sable : on met le sable dans une caisse de briques, chauffée par-dessous, et on le jette ensuite sur une cribeuse. La machine à vapeur pour monter l'eau dans les réservoirs.

Les petites chambres à deux lits : un pour le mécanicien, un pour le chauffeur. Les draps apportés par eux. Une cuvette et un pot en émail.

(Lire la suite page 14.)

## La « transparence » selon M. de Broglie

Inquiétude des publicitaires sur l'affrontement de cinq chaînes généralistes ; préoccupations de la presse indépendante devant l'extension formidabile du groupe de M. Henriet ; rumeurs diverses dans la majorité où M. Lottard envisage déjà la création d'une septième chaîne musicale ; et manifestations en perspective devant le siège de la défunte TVG... Les décisions de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) sont une fois de plus contestées.

Dans un entretien accordé au Monde, M. Gabriel de Broglie répond aux critiques et explique la méthode et les préoccupations des trois « sages ». C'est « en toute transparence », dit-il, qu'a été menée l'instruction des dossiers des différents candidats à la reprise de la cinquième et de la sixième chaînes. Et le pluralisme, promet-il, sera respecté.

(Lire page 18.)

## DOMINIQUE FERNANDEZ



### La Gloire du paria

Le SIDA fait son entrée dans la littérature. On ne trahira pas. Jacqueline Pottier/Le Monde

Volontairement provocant, le nouveau roman de Dominique Fernandez va choquer... une littérature froide, nerveuse, qui va à l'essentiel sans frémir, comme par crainte de révéler de plus larges blessures. Jérôme Garcin L'Événement du Jeudi

ROMAN



GRASSET

## Le Monde

### DES LIVRES

#### Etre ou ne pas être Fernando Pessoa

La correspondance du Portugais Fernando Pessoa nous plonge dans un labyrinthe prodigieux où l'écrivain nous guide dans la traque de sa propre énigme, dans l'exploration d'une œuvre plus vivante que sa vie et à laquelle il sacrifie jusqu'à son identité.

Travers, la fureur de s'effacer

La vie du langage par Denis Slakta

Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech :

« l'Ami lointain »,

« le Voyage d'automne »,

de Claude Roy

La chronique de Nicole Zand

Pages 11 à 16

سكزا من الاصل



هكذا من الامم

# Débats

## LES GLISSEMENTS DU POUVOIR

Où est le pouvoir ? Il risque de glisser de plus en plus vers l'argent, estime Jacques Raphaël-Leygues, puisque des chaînes de télévision, disposant de considérables moyens d'information, vont passer entre les mains de groupes puissants, aux ramifications internationales. Une autre dérive du pouvoir est critiquée par Bernard Destremau : le gouvernement empiète de plus en plus sur les attributions du Parlement.

## Pauvre député !

L'exécutif a mis à sa botte le législatif.  
A vouloir tout accaparer  
on risque de prendre aussi les mauvais coups.

par BERNARD DESTREMAU (\*)

LORSQUE, avec quelques députés « giscardiens », j'ai pénétré pour la première fois dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, en 1967, on m'a bien vite affranchi : « Ne t'imagines pas que tu pourras attacher ton nom à une loi. Ne t'imagines pas non plus que si nous nous mettons à plusieurs nous aurons plus de chances de faire passer une loi. » Désormais c'est le gouvernement, l'exécutif, qui se réserve de légiférer. Deux ans plus tard, d'ailleurs, en 1969, M. Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, me déclarait que le Parlement n'était plus fait pour proposer des lois.

En 1967, les parlementaires ne réagissaient pas contre les abus de pouvoir du gouvernement. Il y avait moins de dix ans que la V<sup>e</sup> République avait remplacé la IV<sup>e</sup>. Les critiques et les sarcasmes dont celle-ci avait été l'objet ne s'étaient pas éteints. Personne n'osait s'élever contre les habitudes gouvernementales. Aucun contre-pouvoir n'avait été placé pour équilibrer les dispositions autoritaires de la Constitution et surtout celles du règlement de l'Assemblée. Les parlementaires voulaient-ils modifier un texte, apporter leur grain de sel, présenter une proposition de loi ? On les renvoyait dans leur circonscription et pour faire bonne mesure on les aidait politiquement et matériellement dans leur rôle de député à condition qu'il reste local. Surtout qu'ils n'interviennent pas sur les grands sujets pour contraindre le gouvernement. On citait en toutes occasions, à leur encontre, les horreurs — c'était en partie vrai — du régime d'Assemblée.

Soyons rassurés. Avec la Constitution actuelle, nous ne risquons plus de le voir resurgir. On oppose au représentant du peuple la priorité de l'ordre du jour du gouvernement, dont celui-ci peut abuser sans limites, ainsi que l'interdiction d'introduire un amendement d'origine parlementaire, si le gouvernement en a exigé la « réserve ». Pauvre député ! Il n'a qu'à monter aux ordres.

Ainsi le gouvernement a-t-il été amené à tout faire par lui-même. Ainsi le député qui présente un texte, même situé dans la ligne gouvernementale, se voit-il accoté par un membre du cabinet du ministre concerné qui lui dit : « Attendez un peu, Monsieur le député, le ministre a préparé un texte plus complet et plus

précis que le vôtre. » Et le brave parlementaire s'en retourne tout mari dans sa circonscription, renvoyé à ses « permanences », ses cérémonies patriotiques et ses enterrements.

Si Montesquieu revenait sur terre, il constaterait que le principe de la séparation des pouvoirs reste proclamé dans la forme mais que, dans les faits, les pouvoirs se sont confondus ou entremêlés. Il verrait que la politique a pénétré dans l'administration et que, en revanche, des fonctionnaires d'exécution se sont emparés de la conduite politique du pays. L'exécutif a mis à sa botte le législatif et, qui plus est, il grogne devant les manifestations d'indépendance du judiciaire.

A vouloir tout accaparer, on risque d'accaparer aussi les mauvais coups. Le gouvernement actuel en fait l'expérience.

### Une chambre d'enregistrement

Pourquoi l'exécutif ne laisse-t-il pas s'avancer les députés ? Pourquoi ne les laisse-t-il pas prendre les coups ? Cette tendance ministérielle de tout régler par soi-même, encouragée par les « conseillers techniques », de cabinet, n'a fait que s'accroître depuis vingt ans. En 1985, 5 % seulement des lois étaient d'origine parlementaire, 8 % des amendements seulement. Chiffres dérisoires qui montrent que l'Assemblée nationale n'est plus qu'une chambre d'enregistrement et que, au moment où le niveau de valeur des députés s'est sensiblement amélioré, que peuvent-ils faire ? A quoi servent-ils ?

Le gouvernement serait plus avisé en se servant à bon escient des députés. Pourquoi ne pas avoir demandé à un député de présenter une proposition de loi sur les problèmes de l'Université au lieu de lancer imprudemment le projet Devaquet ? Pourquoi ne pas avoir chargé une commission de députés de recevoir les représentants de la SNCF et de la RATP, au lieu de laisser des ministres jouer les fiers-à-bras ? Pourquoi ne pas avoir fait reprendre la loi sur l'aménagement du temps de travail par des membres du Parlement ?

(\*) Ancien ministre, ancien député républicain indépendant.

De surcroît, si le gouvernement se mettait moins en fièvre, à l'affrontement « présidence contre premier ministre », se serait substitué un éventuel conflit « présidence-Assemblée ». Gageons que M. Mitterrand serait plus embarrassé que lorsqu'il se heurte à M. Chirac.

La démocratie parlementaire vit-elle ses dernières heures ? Et après elle y a-t-il autre chose que la démocratie directe, rampe de lancement de la dictature ou de la révolution ?

## « RÉSISTANCES », de Bernard Langlois

### Le sens d'un engagement

BERNARD LANGLOIS ne s'est pas livré, selon sa propre expression, à un « médiocre règlement de compte », après son départ d'Antenne 2, en écrivant l'histoire de « Résistances », le magazine des droits de l'homme qu'il a créé et animé de janvier 1983 à juin 1986. Le journaliste, l'homme, a assez de grandeur pour n'avoir pas cédé à cette tentation... S'il évoque, fermement mais sereinement, les deux « affaires » (1) qui lui ont valu les foudres de... « messieurs les censeurs », pour reprendre l'expression de Maurice Cheval, on plonge rapidement dans le cœur du sujet.

Il est passionnant et instructif de se retrouver derrière les caméras, souvent clandestines, des équipes d'Antenne 2, de Prague à Managua, en passant par la Pologne et l'Éthiopie, le Salvador ou le Pays basque espagnol : quelques cent soixante-dix reportages en trois ans et demi, toujours « du côté des prisonniers d'opinion de tous les goulags, derrière tous les rideaux, de far ou de bambou », et sans oublier de « balayer devant notre porte ».

Dans ce livre, écrit d'une plume souvent corrosive, toujours incisive, armée de formules volontiers provocatrices — la statue de la Liberté, « vieille pute qui veille, brandissant sa lanterne rococo sur Wall Street et l'Empire State Building », — Bernard Langlois nous entraîne moins dans les coulisses de l'émulsion — il ne cachait rien aux téléspectateurs — que sur les chemins, plus accablés, du reportage authentiquement politique. Il ne crée pas, en janvier 1983, « une boutique de plus au grand bazar de la charité » ; et il refuse « cette syndrôme du faussaire fustier où l'on

donne alternativement la parole à la victime puis au bourreau ».

Ancien militant de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), puis du PSU, aujourd'hui proche de Michel Rocard, Bernard Langlois a toujours hautement revendiqué le fait — le droit — d'être un journaliste engagé. « Engagé ne veut pas dire partisan, subjectivité ne veut pas dire malhonnêteté intellectuelle. » Son public lui était du reste reconnaissant de « ne pas tricher ». Et dans Résistances (le livre, cette fois), il résume, avec une force et une liberté de ton plus grandes, ses positions, notamment sur la tierce-monde.

La raison d'être de « Résistances », dit encore Bernard Langlois, « est de s'opposer à la raison d'État ». Engagé, oui ; journaliste, oui : sur les événements comme sur les hommes, Bernard Langlois porte un regard journalistique vrai, en cultivant en toute circonstance ce fameux « devoir d'inspecter » qui n'est pas si répandu dans la presse française.

MICHEL CASTANG.

★ Editions La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris, 372 pages, 95 F.

(1) Pour avoir mis en parallèle l'assassinat de Ruchir Gensy et la mort accidentelle de Grace de Monaco et les avoir relatés l'un par rapport à l'autre, Bernard Langlois était, en septembre 1982, félicité, par Pierre Desgouttes, de la présentation du journal de 13 heures d'Antenne 2. Seconde « affaire » : pour avoir, dans un éditorial de « Résistances », comparé la politique sécuritaire de la France, assurée que « les spéculations frimousses de nos jeunes ministres libéraux ne suffisent plus à masquer les troyens plus viriles des exécutifs à poigne qui occupent désormais la place Beauvau », Bernard Langlois se voyait, en juin 1986, retirer, par Jean Dronker, la présentation de l'émission.

## COURRIER DES LECTEURS

### Un réel désarroi

Au cours de sa conférence de presse du 29 janvier, M. Chirac interrogé par M. A. Rollat, l'a menacé de dire des « choses désagréables » sur son compte. Jamais en reste, et avec la même élégance, le ministre de l'Intérieur s'en est pris aux journalistes du Monde, « professionnels de la manipulation », pour « mener des opérations de désinformation ».

A l'évidence, cette recherche amère d'un coupable et l'image affligeante que donne le pouvoir de l'honneur de la presse, pour mieux se consoler de ses misères, témoignent d'un réel désarroi. L'expé-

rience libérale n'est plus grand-chose aujourd'hui. Pas plus une doctrine qu'une morale : c'est la faute à la presse, qui « déforme, désinforme, intoxique » ; c'est la faute à la télévision, « incapable d'assurer une information objective » et qui n'a pas su « s'élever », comme le disait si joliment le porte-parole du RPR.

Pourtant, le gouvernement n'est pas dépourvu d'appuis dans les différents médias. C'est un euphémisme que de le dire. Et, pour conforter ces soutiens, la loi est récemment venue abonder un homme de presse qui se faisait gloire de son mépris de la loi.

JEAN GORCE, (Brive).

## Bon appétit !

Il n'est pas sain de donner, grâce à la télévision un pouvoir politique à des hommes d'affaires ayant des intérêts à travers le monde

par JACQUES RAPHAËL-LEYGUES (\*)

campagnes électorales coûtent peu, et ils craignent que l'on dise : « Ils ont des hommes d'affaires dans leur entourage ». Le drame Stavisky mettait en jeu deux députés inconnus et un personnage douteux de petite envergure.

Il y avait bien sûr des hommes sympathiques parmi ces milliardaires, des mécènes qui offraient des hôpitaux, des musées et qui faisaient honneur à la France.

Mais personne n'aurait eu l'idée de confier, si les circonstances et les techniques avaient pu s'y prêter, une partie de l'information de la France à un grand industriel ou à un grand entrepreneur français, même plein de talents et fort sympathique, dont les affaires, bien sûr, nécessitent qu'un jour ou l'autre il ait une position favorable à telle ou telle communauté ennemie de la France ou à d'autres de ses clients.

### Des évidences oubliées

Certes, les grands nantis modernes sont beaucoup moins médiocres et égoïstes qu'étaient les capitalistes de 1930. Ils connaissent le monde entier et ont des informations sur tout ; les hommes politiques doivent nécessairement les connaître et les consulter. Le problème ne se limite pas à telle ou telle majorité actuelle. Il dépasse les limites de la politique. C'est un problème moral et national que l'on ressent ou que l'on ne ressent pas.

Il ne s'agit pas de faire, à l'égard des grandes entreprises, une polémique mesquine alors que justement ces entreprises participent très souvent victorieusement à la modernisation de notre pays et sont nécessaires. Il s'agit simplement de rendre difficile la réalisation de leurs tentations quand leurs intérêts personnels ne sont pas compatibles avec les intérêts de la France et d'empêcher qu'ils soient libres de faire un choix si ce choix a des conséquences immédiates et pernicieuses sur tel ou tel secteur capital.

(\*) Ancien ambassadeur, ancien vice-président de l'Assemblée nationale.

Qu'on se souvienne de Rouvier, président du conseil en 1906, homme d'entreprise dynamique dont les affaires étaient momentanément un peu confuses et qui prit sur lui d'un coup de coudre à un chantage de l'Allemagne, ce qui donna au Kaiser dans les années qui vinrent une autorité accrue dont on sait les conséquences.

Actuellement le danger est même plus immédiat que sous Rouvier en 1906. Les grands hommes d'affaires ont des entreprises où sont mêlés le Japon, l'Arabie saoudite, les pays d'Afrique, etc. Et notre chaîne d'information dépendant d'eux peut du jour au lendemain nous chanter les louanges de ce ou de ces qu'il est étonnant que de telles évidences soient si rarement énoncées.

Les deux cents familles de 1930 n'existent plus. Il y a deux cents entreprises, ce qui est fort bien. Mais donner un pouvoir politique à quelqu'un qui peut dépenser chaque mois pour son confort dix fois plus d'argent que le vice-président du Conseil d'Etat, le chef d'état-major général de la marine ou le président de la Cour des Comptes, n'est pas sain. Les hommes qui ont des intérêts trop étendus ne peuvent être uniquement des Français et dans leurs embrouillamini de têtes et de corps de téléphone, les intérêts de notre pays ne peuvent pas ne pas être parfois méisés.

Enfin, c'est ainsi. Bon appétit ! Vous allez remplir les caisses de vos partis avec les élections présidentielles et législatives comme croyait le faire Laval en 1935. Mais maintenant une élection d'arrondissement nécessite beaucoup de millions et Laval est mort de croire que les élections se faisaient uniquement avec de l'argent. Laval et ses amis ont-ils donc été si stupides ? Non, mais ils ont donné le Front populaire, et puis, la guerre et la défaite sont venues.

Ce monde mondain et milliardaire, beaucoup plus international qu'autrefois, qui se savait isolé de la masse en 1935 et qui a été terrifié par le Front populaire en 1936, se croit, après cinquante ans, puissant et invincible et fait des monnaies dans tous les sens avec de jeunes ministres qui se disputent de la.

Il ne me tarde pas de connaître l'issue de tout cela.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 65872 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-31  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Rédigé par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Hubert Benoit-Méry (1944-1969)

Jacques Fenet (1969-1982)  
André Lemaire (1982-1985)

Dirige de la société : ont été à compter du 10 décembre 1984.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benoit-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wout.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (USPS 705-570) is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde d/o Speedpress, 45-46 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A., P.M.C., 45-46 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS  
BP 507 69  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGÈRE (par mandat)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

299 F 762 F 1 089 F 1 390 F

2. SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : une demande aux lettres à formaliser leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les sous-progrès en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Compos. 30-15 - Tapis LERONNE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037



# Etranger

LIBAN : le conflit entre Syriens et pro-Iraniens

## L'armée de Damas renonce, pour l'instant à investir la banlieue sud de Beyrouth

Le journal iranien *Kayhan* a estimé, mercredi 25 février, que le « massacre » de vingt-trois intégristes pro-iraniens à Beyrouth était une « bavure » de soldats syriens « déboussillés ». Le journal rappelle que « Damas sait parfaitement que le Hezbollah est une des bases principales de la scène politique libanaise » et que l'Iran « n'acceptera pas qu'il soit ignoré ou affaibli ». Commentant l'intervention syrienne à Beyrouth-Ouest, le journal note que la dispersion des forces syriennes restera les ennemis de Damas : « Les États-Unis et Israël sont satisfaits lorsque les Syriens se préoccupent des affaires internes du Liban ».

D'autre part, la chaîne de télévision américaine NBC, rapportant les propos de responsables de

services de renseignements, a assuré que trois otages américains, et un indien, enlevés le 24 janvier à Beyrouth, étaient entre les mains des Syriens et pourraient être relâchés sous peu. La Syrie a démenti détenir les quatre hommes.

Pour sa part, M. Jean-Bernard Raimond, le ministre des affaires étrangères, s'est refusé mercredi, sur Antenne 2, à tout pronostic sur le sort des otages, à la suite de l'entrée des Syriens à Beyrouth. Il a remarqué que « il est arrivé que les Français détenus au Liban se trouvent dans des régions comme la plaine de la Bekaa (...) où il y avait des troupes syriennes, et cependant sans qu'on puisse obtenir leur libération ». — (AFP, Renter, AP.)

BEYROUTH  
de notre correspondant

La défilé à l'ordre syrien est évident, et peu importe que le poste syrien établi sur l'autre côté du boulevard ait été ou non la cible de l'attentat : une voiture piégée a explosé, mercredi soir 25 février, sur la route de l'aéroport de Beyrouth, au lieu-dit Rant-el-Ah, au quartier du Centre en force des troupes de Damas, dans le secteur musulman de la ville. L'attentat est également intervenu au lendemain du meurtre « accrochage » de Basta entre les troupes syriennes et le Hezbollah (parti de Dieu, pro-iranien), qui a fait vingt-trois morts parmi les hezbollahites.

Malgré une charge de 30 à 75 kilos de TNT, la voiture piégée n'a fait que des blessés : dix-sept, tous civils de la région quasi exclusivement chiite et populaire où s'est produit l'attentat. Outre le poste syrien, le principal objectif à proximité est le domicile du chef militaire d'Amal, M. Akaf Hamiyeh. Seule la radio des Forces libanaises (milice chrétienne) — qui mène campagne contre le renforcement de l'empire syrien, même si elle s'excuse sur le secteur « commandé » de Beyrouth, a fait état de la mort d'un capitaine syrien dans l'attentat. Le Hezbollah, pour sa part, l'a attribué aux « agents d'Israël poursuivant leur plan américain d'extermination dirigé contre les musulmans ».

Plus encore que l'attentat du jour, c'est le grave incident de la veille à Basta qui révèle le fossé entre les pro-iraniens et Damas. Dans son communiqué, comme dans l'oraison funèbre de son « guide spirituel », Cheikh Mohammed Hussein Fadlallah, le Hezbollah est catégorique : « C'est un massacre, dit-il. Nous ne voulons pas de commission d'enquête car la vérité est claire », a souligné Cheikh Fadlallah, tandis que le communiqué précisait : « Vingt-trois habitants du quartier de Basta, dont deux femmes, ont été sommairement exécutés par les soldats syriens (...) qui ont fait irruption dans un immeuble où s'étaient regroupés des jeunes gens et des jeunes filles du quartier, en civil et sans armes. Ayant pris peur à l'arrivée des Syriens, ceux-ci ont fui à l'étage supérieur, où les soldats les ont poursuivis et massacrés. Certains d'entre eux ont été tués à l'arme blanche (...) ». Vingt-trois cadavres ont été transportés dans un camion de légumes par les soldats syriens et déposés à l'entrée de l'hôpital Beyrouth, au sud de la capitale. Selon le directeur de l'hôpital, la plupart des victimes ont été tuées par balles.

### Trente mille personnes aux funérailles

Pour l'instant, pour ne pas envenimer davantage ses relations avec l'Iran, Damas pourrait avoir renoncé à son intention d'investir la banlieue sud chiite à Beyrouth-Ouest ou au moins à l'avoir mise en veilleuse. Tel

serait le principal résultat de la visite lundi de deux ministres iraniens en Syrie (le *Monde* du 26 février). Le général Ghazi Kanaan, maître d'œuvre du plan syrien à Beyrouth, qui avait annoncé dimanche, à la suite d'un saut imprévu à Damas, que ses forces devaient également contrôler le fief suburbain des chiites, a indiqué mercredi que, finalement, la force syrienne n'entrera pas dans la banlieue sud car « il ne s'y est pas déroulé de combats de rue ni d'abus excessifs de la part des miliciens comme à Beyrouth-Ouest ».

Cependant, les funérailles des vingt-trois intégristes ont réuni quelques mille personnes. Si la foule scandait parfois « mort à la Syrie », aucun des prédicateurs n'a porté d'accusation contre Damas dans les oraisons funèbres. Tous ont appelé à « surmonter la douleur ».

Quant aux otages, le général Kanaan a indiqué n'avoir « aucune information » les concernant, démentant que ses services en aient récupéré six (sur vingt-six), notamment les quatre professeurs (trois Américains et un indien) enlevés en janvier dernier. S'il est évident que la Syrie aurait grand intérêt, sur la scène internationale, à récupérer et libérer les otages occidentaux, il est tout aussi certain que la grande majorité de ceux-ci sont hors de sa portée, et qu'il lui est pratiquement impossible de mener des opérations qu'il s'abandonnerait qu'à la liquidation des otages par leurs ravisseurs.

LUCIEN GEORGE.

URSS : devant le congrès des syndicats

## M. Gorbatchev accuse l'Occident de chercher à « entraver » ses réformes

MOSCOU  
de notre correspondant

M. Gorbatchev a accusé, mercredi 25 février, les pays occidentaux de chercher à entraver « à tout prix » les réformes en URSS. « Aujourd'hui, alors que les projets de l'adversaire de nous voler la victoire, l'impérialisme réorienté son activité vers d'autres domaines. Il s'agit, par la course aux armements, d'entraver à tout prix et d'empêcher la matérialisation de nos projets de transformation », a déclaré le secrétaire général au deuxième jour du dix-huitième congrès des syndicats soviétiques. Cinq mille délégués représentant 140 millions de syndiqués, assis à cette réunion dont les travaux se sont poursuivis jeudi.

Le numéro un a évoqué à plusieurs reprises ce thème qui est nouveau dans sa bouche, même s'il est traditionnel ici. Les pays occidentaux, « en tout premier lieu les États-Unis », cherchaient à imposer à l'URSS une course aux armements ruineuse de façon à faire échouer l'effort de modernisation économique et sociale entreprise depuis deux ans. L'essai nucléaire annoncé jeudi par l'ass, qui met fin au moratoire unilatéral proclamé le 6 août 1985, constitue la réponse du berger à la bergerie.

### Le bilan de l'ère Brejnev

On remarquera que la prudence diplomatique n'étant pas de mise devant les représentants des travailleurs que sont censés être les délégués syndicaux, l'Occident est simplement désigné sous le terme générique d'« adversaire ». Quelques citations éclaircissent d'autre part la pensée du secrétaire général sur le lien entre politique intérieure et politique extérieure.

« L'attaque massive sur le plan économique, politique, psychologique et militaire, qui a été lancée par les forces de la réaction [internationale] à la fin des années 70 et au début des années 80, a été dictée entre autres par l'état de nos affaires intérieures », estime M. Gorbatchev. L'analyse est intéressante, car elle est rarement servie aux visiteurs occidentaux de passage. Elle exprime, semble-t-il, une conviction profonde du numéro un.

M. Gorbatchev présente par touches successives depuis quelques mois son bilan de l'ère Brejnev. Il n'est guère positif, comme on sait, surtout en ce qui concerne les dernières années de l'intéressé, mort en novembre 1982. On avait retenu jusqu'ici que la stagnation économique et la corruption. M. Gorbatchev y ajoute un nouvel élément : la baisse supposée de la puissance militaire et de prestige.

### Pour M. Michel Noir

### La libéralisation en Union soviétique est une « duperie »

La libéralisation annoncée en URSS est une « duperie », une « manipulation », estime le ministre français du commerce extérieur, M. Michel Noir, dans une interview publiée cette semaine par *Paris-Match*.

Selon M. Noir, M. Gorbatchev « veut donner le change aux opinions et aux gouvernements occidentaux car il en a besoin » pour sortir les Soviétiques de « l'impasse politique et économique » où ils se trouvent. « Ce qui est dramatique, observe-t-il, c'est que ça a l'air de marcher ».

« On veut faire passer une image de libéralisation et de tolérance alors que dans la réalité le système ne bouge pas d'un pouce », dit encore le ministre français qui ajoute : « Je préférerais renoncer à mon portefeuille de ministre plutôt que d'être obligé de me taire sur la défense des droits de l'homme ».

« Sur les droits de l'homme, conclut M. Noir, il y a une ligne française très cohérente qui dépasse les clivages politiques. Nous sommes tous, de l'Elysée à Maignon, sur la même longueur d'ondes ».

international de l'URSS. Il estime que l'URSS, affaiblie par ses mauvaises performances économiques, a été pendant cette courte période en état de moindre résistance aux pressions psychologiques et militaires des pays capitalistes.

Le secrétaire général reste cependant optimiste. Il estime que la vie internationale est devenue « plus dynamique » depuis son arrivée au pouvoir. Il en veut

congrès des syndicats ses options « irréversibles » en faveur de la « refonte » de la société soviétique. Le message qui s'adresse aux syndiqués soviétiques, donc à presque toute la population active du pays, est le suivant : il faut appliquer les réformes car la décision a été prise par le parti, et celui-ci ne changera pas d'avis. M. Gorbatchev aime à citer Gogol et à évoquer ce personnage des *Ames mortes*, Manilov, qui est le type même du velléitaire. Le secrétaire général avertit ses concitoyens qu'il n'est pas un Manilov.

### Election dans un commissariat moscovite

Le chef d'un commissariat de la milice (police) de la capitale soviétique a été récemment élu, face à un autre candidat, et non pas nommé par ses supérieurs, comme cela était jusqu'à présent la règle, révélant cette semaine les Nouvelles de Moscou.

A l'issue d'une vraie campagne électorale, écrit l'hebdomadaire, le commandant Rachid Safikhonov, trente-cinq ans, a été élu face à un autre chef adjoint du commissariat, M. Vitali Lopatine.

M. Safikhonov l'a emporté car, est-il précisé, « non seulement il instruit ses subordonnés, mais il cherche aussi à s'instruire auprès d'eux et sait reconnaître ses fautes ». Toutefois, poursuit le journal, « on a prévenu le candidat contre l'excès de douceur ». — (AFP.)

### Le processus de « démocratisation »

Cette remarque vaut pour le processus de « démocratisation » voulu par le secrétaire général qui laisse les Soviétiques, à la notable exception des intellectuels, plutôt indifférents. « Certes, l'approfondissement de la démocratie n'est pas une chose simple. Il ne faut pas s'affoler si tout ne va pas tout de suite comme sur des roulettes. Il y aura des hauts et des bas. Mais la question se pose aujourd'hui de la façon suivante : soit la démocratisation, soit l'inertie sociale et le conservatisme. Il n'y a pas de troisième voie », affirme M. Gorbatchev.

Le secrétaire général poursuivra donc ses réformes. Mais il s'agit de l'« inertie » des syndicats. Ceux-ci doivent « accroître leur combativité », « en finir avec le formalisme », « la paperasserie et l'hésitation ».

Le rôle des syndicats soviétiques dans la vie réelle du pays est à la fois utile et modeste. Ils gèrent les colonies de vacances des enfants et distribuent les bons de séjour des parents à la mer, à la montagne et dans les maisons de cure. Ils sont supposés en outre s'occuper des questions de sécurité et de salubrité dans les usines, tâche dont, de l'avis général, ils s'acquittent fort mal.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Nouveaux signes de l'amélioration constante des relations entre Le Caire et Moscou

LE CAIRE  
de notre correspondant

Le symposium qui s'est tenu récemment au Caire entre soviétologues égyptiens et africanistes soviétiques a été plus qu'une table ronde d'experts échangeant des études et des informations sur le continent noir. Il a constitué un nouveau signe de l'amélioration constante des relations égypto-soviétiques amorcées peu après l'arrivée au pouvoir du président Mubarak en octobre 1981. L'audience que le chef de l'État a accordée à M. Anatoly Gromyko ne fait que souligner les progrès réalisés depuis l'expulsion de l'ambassadeur soviétique d'Égypte en septembre 1981. Dans la même foulée, le président Sadate avait décidé la dissolution de l'association Amity égypto-soviétique. Elle vient d'être rétablie il y a quinze jours par le président Mubarak, qui a nommé à sa tête M. Boutros-Ghali, ministre d'État pour les affaires étrangères depuis une décennie.

Dans une interview publiée par l'hebdomadaire officieux *Al Mousawwar*, M. Boutros-Ghali a affirmé que « la confiance avait été restaurée entre Le Caire et Moscou » et

que « les points d'accord étaient plus nombreux que les points de désaccord ». La principale coïncidence de vues concerne le projet d'une conférence internationale pour la solution pacifique du conflit du Proche-Orient. Cette conférence, que le président Mubarak ne cesse de réclamer, fait, en effet, parfaitement l'affaire de Moscou. Elle le réintroduit dans le complexe ballet diplomatique du Proche-Orient où, depuis la signature des accords de Camp David en septembre 1978, il a été forcé de jouer les seconds rôles face aux Américains. C'est justement Camp David qui traite le principal point de désaccord entre Le Caire et Moscou. Mais il s'agit d'un désaccord de moins en moins aigu puisque le président Mubarak a récemment affirmé que Camp David était maintenant « dépassé » et que ce qui « compte dorénavant est la conférence internationale ».

### Les échanges économiques

M. Boutros-Ghali a, par ailleurs, indiqué que le problème du rétablissement de la dette militaire égyptienne à l'égard de l'Union

soviétique (environ 4 milliards de dollars) pourrait être prochainement résolu. Les deux pays avaient signé en décembre 1984, date du rétablissement des relations au niveau des ambassadeurs, sur la question du taux de change sur la base duquel doit être calculée la dette. M. Boutros-Ghali a conclu qu'« un accord entre Moscou et Le Caire au sujet du rétablissement de la dette militaire constituerait un bon exemple du comportement que devraient adopter les grands États à l'égard d'un tiers-monde en pleine crise économique ». Une allusion à peine voilée au différend égypto-américain sur la question du remboursement des 4,6 milliards de dollars de dette militaire (le *Monde* du 13 janvier).

Mais le différend sur la dette militaire n'a pas constitué un obstacle aux échanges économiques qui ont repris entre Le Caire et Moscou depuis 1984. Les deux parties ont signé en décembre dernier un protocole de coopération commerciale d'une valeur de 500 millions de livres sterling pour l'année 1987. En vertu d'un échange paritaire, Le Caire exportera à Moscou du coton, des textiles, du prêt-à-porter, de la maroquinerie et des cosmétiques et en importera de l'équipement, des outils, des véhicules et des pièces de rechange pour les usines du secteur public égyptien. Ce dernier, longtemps tributaire du matériel soviétique, cherche à donner une nouvelle jeunesse à des machines de moins en moins performantes grâce à l'aide d'experts soviétiques. Ce projet pourrait être favorisé par le récent rétablissement des relations, gelées depuis une décennie, entre les syndicats ouvriers officiels des deux pays.

Les échanges égypto-soviétiques se sont enfin multipliés au niveau culturel. Une centaine d'Égyptiens préparent actuellement leur doctorat en URSS et les Caïotes peuvent aujourd'hui voir des troupes de ballets soviétiques tandis que les Moscovites ont droit à un nombre croissant de films égyptiens.

Mais tous ces signes de réchauffement ne signifient pas que l'Égypte est au point d'opérer un changement de cap à 180 degrés. L'Occident, et notamment les États-Unis, reste le principal bailleur de fonds d'une Égypte en pleine crise économique et qui continue d'importer 60 % des besoins alimentaires de ses cinquante millions d'habitants.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

### En visite en Egypte

## M. Pérès défend l'idée d'une conférence internationale

M. Shimon Pérès, le ministre israélien des affaires étrangères, devait être reçu ce jeudi 26 février au Caire par le président Hosni Mubarak, afin d'évoquer l'éventualité de la réunion d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient — perspective qui divise gravement le cabinet israélien.

Arrivé mercredi en Égypte, M. Pérès a fait valoir que la réunion d'une telle conférence était pour Israël le seul moyen de pouvoir entamer le dialogue avec la Jordanie, laquelle n'entend pas s'engager sans garanties internationales. « Nous-mêmes et l'Égypte n'avons pas besoin d'une conférence internationale ; ce sont les Jordanais qui en ont besoin, nous le faisons pour les Jordanais », a déclaré M. Pérès au cours d'entretiens avec le premier ministre, M. Aïef Sedki, et le minis-

tre des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid.

Il a souligné qu'il était au Caire « en tant que représentant du gouvernement israélien, et non en tant que chef de parti politique » (le ministre est le chef du Parti travailliste, allié au Likoud au sein du cabinet d'union nationale). La remarque visait le premier ministre, M. Itzhak Shamir, qui, opposé à cette visite, a indiqué que M. Pérès ne pouvait pas s'engager au nom du pays sur cette question de conférence internationale dont le Likoud ne veut pas.

M. Pérès a encore indiqué que la représentation palestinienne à une telle conférence ne pourrait être le fait « de membres d'organisations terroristes » — formule vague, qui, sans mentionner nommément l'OLP, laisse la porte ouverte à plusieurs interprétations. — (AFP, Renter.)



**LAMED SHAPIRO**

Entré dans la littérature yiddish comme un météore, Lamed Shapiro (1878-1948), publié sur les pogromes des nouvelles fulgurantes d'une violence rarement atteinte.

"Domains yiddish", une nouvelle collection dirigée par Rachel Ertel 79 F.

LAMED SHAPIRO

**Le Royaume juif**

NOUVELLES

Traduit du yiddish par Dominique Dhombres, Cécile Lévy, et Jacques Lévy.

Collection "Domains yiddish"

AUX ÉDITIONS DU SUII

**S E U I L**

سكندرية من الامم



صكزا من الامل

## Amériques

NICARAGUA : pénuries, marché noir, difficultés de transport

### Le casse-tête de la vie quotidienne à Managua

MANAGUA  
de notre envoyé spécial

Chaque jour, il devient un peu plus difficile de vivre dans la capitale du Nicaragua. Les habitants de Managua ont appris au cours des deux dernières années à se passer d'eau deux jours par semaine. On vient de leur annoncer, au moment où la chaleur torride de la saison sèche rend l'eau encore plus indispensable, qu'ils devront peut-être bientôt supporter un troisième jour sec pour ne pas compromettre définitivement l'approvisionnement en eau de la capitale.

La pénurie de la lagune d'Asosca, seule source d'eau potable de Managua, baisse dangereusement depuis quelques années, et le seul critique serait sur le point d'être atteint. Si cela devait arriver, ce serait une véritable catastrophe. Une de plus pour cette ville qui ne s'est jamais relevée de ses ruines après avoir été presque totalement détruite par un tremblement de terre en 1972.

L'approvisionnement en eau n'est pas le seul problème auquel sont confrontés les quelque neuf cent mille habitants de la capitale. Depuis quatorze ans, le centre-ville n'est plus qu'un immense terrain vague, piqué de quelques rares bâtiments qui ont résisté à la terrible secousse de la nuit du 22 décembre (plus de vingt mille morts). La population s'est installée à la périphérie, ce qui a accru considérablement les distances entre les différents quartiers et, donc, entre le domicile et le lieu de travail. Le transport est devenu un véritable calvaire pour l'immense majorité de la population, qui passe plusieurs heures par jour à bord d'autobus et de taxis en ruine, quand ils ont la chance d'en trouver.

La rareté des devises et l'embargo commercial décrété par les Etats-Unis en mai 1985 ont encore aggravé, faute de pièces de rechange, l'état du parc automobile. Il est devenu très courant de voir, devant les maisons, des voitures posées sur des plots dans l'attente de jours meilleurs.

Malgré toutes ces difficultés, la capitale continue d'attirer les populations rurales qui fuient les zones de guerre. En 1940, Managua n'avait que 62 000 habitants. Elle rassemble aujourd'hui un tiers de la population totale du pays

(2 700 000 habitants). Une étude réalisée à la fin de l'année dernière par l'université centre-américaine de Managua (UCA) montre pourtant que les ruraux ne vont pas directement vers la capitale. Ils tentent d'abord leur chance dans les petites villes, d'où ils émigrent de nouveau, cette fois vers Managua, s'ils n'ont pas réussi à améliorer leur sort.

Là, ils s'installent dans les barrios nuevos (nouveaux quartiers), où la municipalité essaie tant bien que mal de fournir les services de base

Après avoir longtemps hésité, les sandinistes ont entrepris l'an dernier de « nettoyer » le Marché oriental, qui était devenu un haut lieu de contestation de la politique économique du régime. Les commerçants refusant de se plier aux directives gouvernementales en matière de prix. Quelques mois plus tard, tout est à recommencer. Les détaillants sans permis sont revenus en rang serré — ils seraient déjà plus de 3 500 — et les prix ont atteint des niveaux spectaculaires, contribuant

vivre à Managua, la corruption se développe à tous les niveaux sous différentes formes. Le *Nuevo Diario*, encore lui, dénonce le système de distribution de la brasserie la Victoria, qui appartient à l'Etat. Selon son directeur, partisan convaincu du régime, le Front sandiniste appuie les campagnes menées par le journal, car elles se font « dans un esprit positif afin d'aider le gouvernement à résoudre les problèmes ». « Nous savons », dit M. Chamorro, que les chauffeurs exigent une « commission » de 1 000 cordobas par caisse de bière livrée. Ils partagent les recettes avec les superviseurs et le directeur de la société. Les restaurateurs qui refusent de payer n'ont tout simplement pas de bière.

A la suite de ces dénonciations, les journalistes ont reçu des menaces de la part des chauffeurs et du directeur lui-même qui ont pris la peine de se déplacer jusqu'au *Nuevo Diario*. Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête et il est probable qu'elle sera suivie de licenciements, comme ce fut le cas l'an dernier, pour les mêmes raisons, à l'usine Coca-Cola.

#### « Astuce, ingéniosité et chance »

Tout le monde reconnaît cependant que cela ne résoudra rien dans la mesure où le niveau très bas des salaires favorise la corruption. De la même manière que les prix imposés aux producteurs agricoles encourageaient ces derniers à contourner les contrôles et les réseaux de distribution officiels, pour fournir le marché noir au prix fort. Augmenter les salaires et les prix ne ferait qu'alimenter l'inflation. Les possibilités de sortir de ce cercle vicieux sont d'autant plus limitées que le Nicaragua consacre 50 % de sa production alimentaire et industrielle à l'entretien de son armée.

Le commandant Bayardo Arce, un des neuf dirigeants du Front sandiniste, n'a rien fait pour rassurer la population en déclarant dernièrement que, dans les priorités économiques du gouvernement en 1987, l'approvisionnement du marché national venait en troisième place, après la production pour la défense du pays et pour l'exportation. Pour survivre, les habitants doivent donc selon l'étude menée par les sociologues de l'UCA, plus que jamais compter sur trois facteurs : « Astuce, ingéniosité et chance ».

Malgré tout, les auteurs restent convaincus que « le mécontentement populaire sur le plan économique ne se traduit pas en termes politiques contre le régime sandiniste ».

Il y a pourtant quelques privilégiés au milieu de cette misère généralisée : les étrangers et une toute petite minorité de Nicaraguayens qui ont des dollars américains. Four aux, le Nicaragua est sans doute devenu un des pays les moins chers au monde, grâce à la chute vertigineuse de la monnaie nationale, le cordoba.

De 70 cordobas pour 1 dollar américain, le taux de change officiel est passé en un peu plus de deux ans à 2 300 cordobas. Sur le marché noir, qui s'est généralisé, le dollar s'échange maintenant à 3 600 cordobas et plus. Une véritable aubaine. Il est désormais presque impossible de dépenser plus de 5 ou 6 dollars (30 à 35 F) par personne dans les meilleurs restaurants de Managua. Et, au taux de change du marché noir, le litre d'essence vaut à peine un centième de dollar, environ 6 centimes ! Mais pour l'immense majorité des Nicaraguayens, qui se débattaient avec des salaires mensuels de 30 000 cordobas (à peine 8 dollars américains au marché noir) et se lèvent au milieu de la nuit pour avoir de l'eau, la chute de la monnaie nationale ne fait que rendre la vie encore plus misérable.

BERTRAND DE LA GRANGE.

#### MUSIQUE CLASSIQUE DE L'INDE

Cours de Table et enseignement de l'Hindi  
Tél. : (1) 43-40-25-86 (après 22 h)

Le Monde  
sur minitel

#### LES INFOS

Les derniers flashs.  
L'actualité en direct.

3615 TAPEZ LEMONDE

MEXIQUE : la pollution dans la capitale

### « Nous crèverons tous comme des mouches... »

Mexico. — « Nous crèverons tous comme des mouches » : ce titre sur cinq colonnes à la une d'un quotidien de Mexico reflète la psychose qui s'est emparée de la population de la plus grande ville du monde, obsédée par l'imminence d'une catastrophe écologique. Avec 18 millions d'habitants, et un million de plus chaque année, la ville est la plus polluée du globe. Respirer à Mexico, c'est fumer quarante cigarettes par jour, estiment les spécialistes.

11 000 tonnes de poussières toxiques sont rejetées chaque jour de manière incontrôlée au-dessus de la ville : oxyde de carbone, dioxyde de soufre, plomb, fer, cadmium, bactéries et microbes divers... un véritable cocktail d'apocalypse. Certains jours d'hiver, une épaisse nappe roussâtre enveloppe cette gigantesque cité, qui « prend alors les couleurs de la mort », selon la formule d'un écologiste. Cette par des voitures dont les plus élevées culminent à 5 000 mètres, la ville étouffe au fond de sa cuvette et les faibles vents ne parviennent pas à disperser les polluants.

#### Les principaux coupables

Un autre phénomène bloqué et concentré les gaz toxiques sur la ville : l'inversion thermique, c'est le véritable danger qui menace la population de la capitale les jours d'hiver. Un couvercle d'air chaud recouvre la vallée de Mexico et les masses d'air froides, plus denses, ne parviennent plus à s'échapper. Les composés polluants s'accumulent alors pendant des heures noyant la cité dans une brume empoisonnée. Il faut attendre tard dans la journée pour que la cuvette se réchauffe et produise de nouveau un courant d'air descendant. Pour Jorge Gonzalez Torres, président de l'Alliance écologique, une inversion thermique devient fatale pour les nouveaux-nés et les vieillards lorsqu'elle dure vingt-quatre heures.

Selon une étude confidentielle réalisée par les services scientifiques d'une ambassade européenne, les niveaux de pollution atteints actuellement « constituent une cause indirecte majeure de décès ». Les pouvoirs publics nient toutefois l'existence d'un lien entre la pollution et la mortalité à Mexico. Selon cette étude, la pollution peut avoir toutes sortes de conséquences sur la santé : maladies broncho-pulmonaires et gastro-intestinales, conjonctivites, diminution de l'appétit, nausées, vomissements, céphalées, tachycardie, maladies rénales, du fœtus, du système nerveux, réactions

allergiques diverses et mal contrôlées, cancers.

Principaux coupables : le plomb et le dioxyde de soufre contenus dans les gaz d'échappement ainsi que les contaminants biologiques (microbes, bactéries, particules organiques). Les trois quarts des gaz polluants sont produits par les véhicules — trois millions circulent chaque jour à Mexico — et les industries situées dans un cercle de 90 kilomètres de diamètre autour de la capitale.

En raison de l'altitude de la ville — 2 300 mètres, — l'air contient 30 % d'oxygène de moins qu'au niveau de la mer et la pollution par les divers oxydes de carbone est deux fois plus intense.

L'étude précise que le plomb, contenu à l'origine dans l'essence, « se trouve maintenant omniprésent dans la vie quotidienne à Mexico : lait maternel, fruits, légumes, lait de vache, etc. ». Des valeurs de 80 microgrammes de plomb par décilitre de sang ont été détectées chez des enfants « qui appelaient comme une révérence véritablement catastrophique » quand on sait que le maximum admissible chez les enfants se situe entre 10 et 15 microgrammes. 70 % des enfants analysés dépassent le seuil de 40 microgrammes pour la partie nord de la ville, et des séquences définitives sont à prévoir pour ces enfants, poursuit l'étude.

Sous la pression des pouvoirs publics, la compagnie mexicaine des pétroles (Pemex) a mis sur le marché, il y a six mois, de l'essence avec un taux réduit de tétrahydride de plomb. Mais les écologistes accusent maintenant Pemex d'avoir remplacé le plomb par des additifs qui provoquent une forte augmentation de l'acide dans la ville. Ce gaz qui, à haute altitude, filtre les rayons solaires dangereux, entraîne au niveau terrestre ceux de gorge, irritation des yeux, affection des pommiers chez les nouveau-nés...

Et un autre polluant demeure : les matières fécales rejetées à l'air libre qui, sous l'effet des vents, entraînent une dissémination générale des micro-organismes. Il y a dix ans, les experts admettaient que deux millions de personnes rejettent de cette manière plus de 250 tonnes de matières fécales quotidiennement. Les chiffres ont maintenant triplé.

Pour les spécialistes de la santé, le problème fondamental de Mexico n'est plus désormais de savoir si la vie sera plus ou moins agréable dans quelques années, il s'agit de savoir si la vie sera tout simplement encore possible. — (A.F.F.)



**AIR FRANCE**

# VU?

## LONDRES 650F

### ALLER-RETOUR

**TARIF J MOINS UN.**

Pour bénéficier de ce tarif, trois simples conditions :  
- le billet aller-retour doit être acheté au plus tard la veille du départ ;  
- la réservation du départ et la veille du retour ;  
- la réservation du retour doit être faite au plus tard 14 jours au plus.

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à Air France ou à votre Agent de voyage.

#### OFFICIERS MINISTERIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP  
84, rue La Boétie, 45-63-12-86

Vente au Palais de Justice de Versailles le mercredi 11 mars 1987 à 9 h 30  
APPARTEMENT 4 PIÈCES peints  
AV. TERRASSE et EMPLACEMENT  
STATIONNEMENT  
à SARTROUVILLE (78)  
2, rue de la Croix-Mallard  
Mise à prix : 58 000 F  
S'adr. : M. P. L. 100, GRAS,  
avocat, 5, R. de Provence, 78000 Versailles.  
Tél. : 39-50-16-71.

Cabinet de la SCP d'avocats  
CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRÉ et  
BARADEZ, 108, pl. des Minimes à  
EVRY. Tél. 64-97-11-11, et cabinet de la  
SCP d'avocats NORMAND, CHAIGNE,  
NORMAND-BODARD et FAILLARD,  
37, r. Gallié, à 75016 PARIS. Tél.  
47-20-30-81.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE  
au Palais de Justice d'EVRY (Seine-et-  
Marne), le MARDI 17 MARS  
1987 à 14 heures

#### D'UNE MAISON

INDIVIDUELLE de 4 p. avec  
GARAGE et sous-sol et JARDIN entouré à  
IGNY (ESSONNE)  
9, RUE DES CHATAIGNIERS  
MISE A PRIX : 200 000 F  
Consignation oblig. pour chaque lot.  
Les enchères ne peuvent être portées que par un  
avocat inscrit au barreau d'Evry (l'avocat  
du poursuivant ne peut intervenir que pour  
celui-ci).

Vente au Palais de Justice de Créteil, le JEUDI 12 MARS 1987 à 9 h 30

#### PAVILLON à VILLENEUVE-ST-GEORGES

5, rue Béziers-Bouche  
Classe sur sous-sol avec salle d'eau, Rdc de chambre : entrée, cuisine, séjour, deux  
chambres, WC, Garage, garage, Sur terrain de 3 ares  
MISE A PRIX : 220 000 F  
S'adresser à M. Geneviève BENS-BILLARD, avocat au barreau du Val-de-Marne  
169, avenue Aristide-Briand, 94230 Cachan. Tél. 46-63-16-91.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Bobigny  
LE MARDI 10 MARS 1987, à 13 h 30 - EN UN LOT  
UN APPARTEMENT de 3 p. p. à BAGNOLET (93)  
dans un immeuble immobilier 77 à 83 et 91 à 111, rue Pierre-Curie  
1 à 21, rue de la Mairie et 148 à 156, rue Sud-Carnot  
au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment D2 - UNE CAVE au sous-sol  
M. à P. : 195 000 F S'adr. M. BOURGEOISE, avocat à Aubervilliers  
SCP d'avocats Alain J. GASTINEAU, Bernard MALANGAUX et  
Martine BOTTET-LECOUSSEAU, 29, rue des Pyramides, Paris (1<sup>er</sup>).  
Tél. 42-60-46-79. Tous avocats r. Trib. gde inst. Bobigny : a. lieux pour visiter.



# Afrique

TCHAD : les tentatives de « réconciliation nationale »

## Le résistant retour de M. Goukouni Oueddei

Le colonel libyen Messaoud Abdelaziz est rentré à Tripoli. Au Club des pères, un ensemble de villes résidentielles situées à une vingtaine de kilomètres du centre d'Alger, M. Goukouni Oueddei reste seul face à ses responsabilités. Il vient cependant, selon plusieurs témoins, de dire un « adieu » définitif à « Goukouni » et retournera pas en Libye. C'est la reconnaissance, le sens du message que le colonel Messaoud, qui avait été chargé par le colonel Kadafi de « chaperonner » M. Goukouni Oueddei, est allé porter au chef de la Jamahiriya libyenne.

L'attitude de M. Goukouni Oueddei, témoin d'un courage certain, pour plusieurs raisons : celle qui l'a « hanté » pendant de « longues années » de « l'ère Goukouni », son refus de « faire cavalier seul », son refus de « faire cavalier seul », son refus de « faire cavalier seul ».

Chacun sait, en effet, que cette question se pose avec acuité le jour où le paix sera revenue au Tchad. Mais, pour tous, quelle autre solution au moment où, sur le terrain militaire, M. Hissène Habré gagne point après point et où la France lui donne, pour une fois sans bavarder, les moyens de la reconquête ?

M. Goukouni Oueddei, ses proches le disent, est las. Il n'aspire qu'à la paix, à la réconciliation nationale, car c'est un homme usé par les combats et les renoncements politiques, qui a, en outre, au bord du char, une telle affirmation n'est pas à priori à prendre pour argent comptant. Mais, au-delà, il lui faut pouvoir rentrer la tête haute.

« Goukouni » fait courir un risque à ses proches en ne retournant pas à Tripoli. Outre une partie de sa famille, la Libye héberge environ mille cinq cents Tchadiens qui se réclament de lui et qui sont, pour beaucoup, les familles des combattants des FAP qui ont rejoint les Forces armées nationales tchadiennes (FANT), sans compter au moins une douzaine de cadres de son mouvement qui jadis à Tripoli d'une résidence extrêmement surveillée.

Si l'on quitte Alger, pour Libreville (où se déroulent des négociations pour son retour) ou N'Djamena, il rompt un certain équilibre diplomatique. Tant qu'il reste, il n'est pas dangereux pour le colonel Kadafi. Si l'on revient à N'Djamena, il offre en quelque sorte au président Hissène Habré le couronnement de ses efforts : Goukouni Oueddei dans la capitale tchadienne, c'est la preuve éclatante que l'unité de l'opposition internationale, qu'il n'y a plus d'opposition tchadienne, que la présence libyenne au nord du Tchad — qui a répondu longtemps à une demande expresse de l'opposition tchadienne — est totalement illégitime, et que le Tchad est victime, stricto sensu, de l'agression d'une grande étrangère.

Déjà, sur le plan diplomatique, les choses ont considérablement évolué. On peut d'ores et déjà prévoir que la récente démission de l'occupant libyen par M. Houphouët-Boigny, suivie immédiatement après par celle du président camerounais, M. Paul Biya, va entraîner les plus puissants des chefs d'Etat africains à suivre le mouvement, contrôlant en cela à accentuer l'isolement diplomatique de la Libye.

L'Egypte, le Sénégal, maintenant le Nigeria, le Bénin, la Centrafrique, pour ne citer que quelques pays, ne craignent plus aujourd'hui de prendre leurs distances, les deux premiers l'ayant fait depuis longtemps. Certes, pour qu'un tel mouvement soit durable, pour que l'on n'assiste pas à de nouvelles vagues de répression, le président Hissène Habré conserve l'avantage.

### Le cas de l'Algérie

Reste, bien sûr, le cas de l'Algérie, dont on sait bien que, comme les autres, elle redoute l'expansionnisme libyen (au Sahara notamment) mais qui, aujourd'hui, parce que la Libye est, malgré tout, un « pays frère » et qu'elle accueille M. Goukouni Oueddei, se trouve placée au centre de l'impasse tchadienne. M. Goukouni Oueddei constitue une carte politique qu'Alger peut espérer monnayer pour son profit. Si l'on écarte un instant l'hypothèse selon laquelle Alger et Tripoli se sont mis d'accord sur le « cas Goukouni », le gouvernement du président Chaddi dispose d'un atout diplomatique, à l'égard aussi bien de la Libye que de la France et du Tchad.

A l'évidence, il ne déplairait pas à la diplomatie algérienne d'apparaître comme l'instrument du retour de M. Goukouni Oueddei à N'Djamena, c'est-à-dire de la réconciliation tchadienne. En échange de quoi ?

M. Goukouni Oueddei, « ministre d'Etat, chargé de la défense nationale », comme nous le disait sans rire, à N'Djamena, il y a huit jours, M. Moumine Togo, le ministre de l'Information ? Ce serait là un étrange retournement du destin politique. En 1979, M. Habré était ministre de la défense du GUNT, alors présidé par M. Goukouni Oueddei. Mais, après tout, pourquoi pas ? Le chef tchadien sait que, comme tous les chefs d'Etat africains, M. Hissène Habré a fait sien le vieux proverbe selon lequel « On en met pas deux crocodiles mâles dans le même marigot », ce qui signifie que, à l'avenir, il ne partagera plus que les apparences du pouvoir. Pourtant, à Alger, M. Goukouni Oueddei a réaffirmé son accord avec les chefs militaires des FAP, et ceux-ci disent le reconnaître toujours comme leur porte-parole, au moins sur le plan politique.

C'est sur ce plan-là que le retour à N'Djamena de l'ancien président du GUNT prend toute sa signification : il reste à M. Goukouni Oueddei à négocier, moins pour lui que pour son clan, une conception plus ouverte de la direction de l'Etat tchadien, une liberté d'expression pour les gens de sa sensibilité, sans que pour autant on en revienne au piège des tendances, dont l'histoire du Tchad a montré qu'elles conduisent inexorablement à une logique d'affrontements fratricides.

LAURENT ZECCHIN

Le conflit du Sahara occidental

## Le Maroc affirme qu'il a repoussé une « attaque massive » du Polisario

Pour la première fois depuis deux ans, un communiqué de l'état-major général des forces armées royales, publié à Rabat le mercredi 25 février, annonce que de véritables combats ont eu lieu au Sahara occidental. L'armée marocaine, indique le communiqué, a repoussé une « attaque massive » lancée à l'aube de mercredi par le Front Polisario contre les localités de Farsia et de Mahabba, près de la frontière algérienne.

Selon les Marocains, le Polisario a mis en œuvre une centaine de véhicules et d'engins blindés pour cette offensive qui visait à « cultiver les défenses du mur et à prendre pied à l'intérieur de l'enceinte de défense ».

### Les missiles SAM-6

« Les radars des forces royales ont détecté pendant l'attaque des batteries antiaériennes de missiles SAM-6. (...) L'ennemi a été repoussé et les forces armées royales maîtrisent la situation sur toute la ligne de défense », indique le communiqué sans faire le bilan des pertes ni préciser le lieu exact des combats.

Mahabba se trouve à une trentaine de kilomètres de la frontière algérienne et à moins de 100 kilomètres de Tindouf, base arrière

du Polisario en Algérie. Celui-ci avait évacué cette ancienne garnison espagnole en décembre 1984 devant l'avancée d'un quatrième mur marocain dans la région. Malgré l'importance du dispositif de défense déployé par le Maroc dans cette zone, celle-ci reste assez vulnérable en raison de la proximité de l'Algérie.

Il est probable que le Polisario a voulu faire un coup d'éclat, à deux jours de la célébration, vendredi, du centenaire de la proclamation de la République arabe sahraoui démocratique (RASD).

Depuis le début du mois, le Polisario a publié plusieurs communiqués faisant état de combats non pas dans cette région, mais au sud du territoire, là où le Maroc vient d'entreprendre la construction d'un nouveau « mur » pour interdire l'accès du littoral atlantique aux combattants sahraouis.

● SÉNÉGAL : reprise des cours à l'université. — Après trente-deux jours d'une grève qui s'était étendue aux principaux lycées de Dakar et de l'intérieur du pays, les étudiants sénégalais ont repris, mercredi 25 février, les cours à l'université de la capitale. Les forces de l'ordre ont évacué le campus et seul un dispositif policier limité était maintenu à l'entrée de celui-ci. — (AFP)

## REPUBLICQUE SUD-AFRICAINNE : selon un sondage CSA « la Croix »

### 93 % des Français jugent l'apartheid « inacceptable »

Selon un sondage CSA, publié par la Croix dans son édition du jeudi 26 février (1), la quasi-totalité des Français (93 %) estiment « inacceptable » que les Noirs d'Afrique du Sud n'aient pas le droit de voter. Ce sondage montre que 65 % des personnes interrogées savent exactement ce qu'est l'apartheid et que leur intérêt pour l'Afrique du Sud s'explique en raison du « racisme contre les Noirs ».

L'Afrique du Sud (52 % contre 25 % qui sont pour). Enfin, si 71 % des personnes interrogées s'opposent à une intervention des compagnies privées entre les équipes françaises et sud-africaines (19 % y sont favorables), dans leur grande majorité (64 % contre 18 %), elles se prononcent en faveur d'une aide de la France aux organisations antipartheid. Enfin, 59 % des personnes interrogées sont prêtes à signer des pétitions (pour protester contre l'apartheid).

(1) Ce sondage CSA (Claude Saquet et associés), réalisé selon la méthode des quotas entre le 13 et le 18 février, auprès d'un échantillon national de mille personnes, a été effectué pour le compte de la Croix, l'Evénement du jeudi, TF1 et France des hommes.

● L'Afrique du Sud serait confiné à la Contre, selon ABC. — Pendant plus de trois ans les gouvernements américain et sud-africain ont travaillé ensemble pour fournir une aide militaire à la Contre armée du Nicaragua, a affirmé, mercredi 25 février, la chaîne de télévision américaine ABC. Selon ABC, l'opération baptisée Vest Pocket était directement et secrètement menée par le directeur de la CIA de l'époque, M. William Casey. Les rapports entre officiels américains et sud-africains ont eu lieu alors que l'administration et le Congrès débauchaient l'adoption de sanctions contre Pretoria pour inciter les autorités à abandonner leur politique d'apartheid. — (AFP, AP, Reuters)

MONDES EN DEVENIR  
LE TIERS MONDE  
DANS LA VIE  
INTERNATIONALE  
Berger-Levrout

## LA CRISE : ON EN SORT QUAND ?

### ECONOMIE

MARS

## POUR LE 8<sup>e</sup> CENTENAIRE DE NOTRE-DAME

« Une cathédrale ce sont deux mains qui s'entendent en prière » (Rodin)

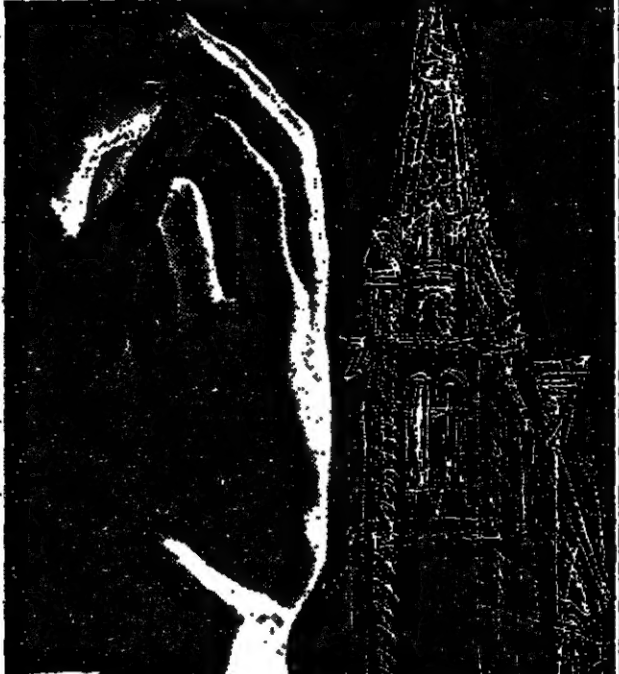
Auguste Rodin, génie de la sculpture, a écrit ce seul livre : Les Cathédrales de France.

Il y a 800 ans :

Tout Paris est en liesse. On consacre la cathédrale de Notre-Dame pour laquelle ont travaillé les plus grands architectes de l'époque et des milliers de compagnons : tailleurs de pierre, sculpteurs, maçons, vitriers, charpentiers. Son architecture nouvelle bouleverse les idées reçues, mais les fidèles ressentent profondément l'impression d'envolée vers le ciel traduite par la hauteur des voûtes et le jeu de lumière de la nef. L'art gothique a trouvé son épanouissement.

Pour fêter cet événement, Jean de Bonnot a édité le seul livre d'Auguste Rodin, génie de la sculpture : Les Cathédrales de France.

C'est plus qu'un livre, c'est son testament spirituel.



Jean de Bonnot publie en édition d'art les **Cathédrales de France d'Auguste Rodin**

C'est le seul livre écrit par ce génie de la sculpture. C'est aussi son testament spirituel.

Les souscriptions sont ouvertes. Ne pas joindre de règlement.

« Je lègue aux Français leur plus grand trésor artistique : Les Cathédrales de France ». (Rodin)

Cet ouvrage d'art est actuellement en impression. Il sera relié au fur et à mesure des demandes, la date de la poste faisant foi. Le tirage est limité aux seuls souscripteurs. Dès aujourd'hui, vous pouvez envoyer votre bulletin, sans aucun engagement de votre part.

Pour ce grand livre d'art : prix éditeur.

Une œuvre de cette importance réclamait une édition de grand prestige. Dans ce livre, il n'y a aucune magie, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la « forme ronde », inventée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Par ce procédé, les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement et forment un papier solide et sonnant. Aucun blanchiment chimique : les feuilles gardent leur couleur naturelle ivoire. Un

filigrane que vous pouvez apercevoir en transparence garantit sa qualité. Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur tranchet, massicot, fers à dorer gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant. Les coins du cuir sont repliés à la main avec un os de bœuf.

## Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN DE BONNOT  
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours « Les Cathédrales de France » d'Auguste Rodin, en un seul volume 21 x 27 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

J'attendrai le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié. Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 345 F (+22,80 F de frais de port).

Nom ..... Prénoms .....

Adresse complète .....

Code postal ..... Ville .....

Signature ..... 1

Je déclare sur l'honneur que tout mon adresse que mon signature sont conformes.

CADEAU  
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale représentant Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.  
Jean de Bonnot.

حکومت الامم



## Diplomatie

Les relations entre l'Italie et le groupe des Cinq

### La visite de M. Mitterrand à Rome a été perçue comme un geste d'apaisement après l'« affront du Louvre »

ROME

de notre correspondant

M. Mitterrand a commencé, mercredi 25 février, un séjour privé de trois jours en Italie. Avant de visiter Venise et peut-être Vérone, Mantoue ou Ferrare, le chef de l'Etat français a conféré avec son homologue italien, M. Francesco Cossiga, démocrate-chrétien, et avec le président du conseil, M. Bettino Craxi, socialiste. M. Mitterrand a redit que, aux termes des accords de Tokyo passés entre les sept grands pays industrialisés en mai dernier, l'Italie (tout comme le Canada) doit « automatiquement » prendre part « aux délibérations qui concernent la gestion et la réforme du système monétaire international », et a estimé qu'après ses échanges de vues avec les dirigeants romains « le malentendu devrait être normalement dissipé ».

M. Mitterrand aurait-il, sous le prétexte d'un déplacement privé, fait un voyage à Canossa ?

Un sondage IPSOS-« VSD »

#### Les Français ont une meilleure image de M. Gorbatchev que de M. Reagan

Selon un sondage IPSOS réalisé pour VSD (1), 59 % des personnes interrogées ont une « bonne image » de M. Gorbatchev, contre 36 % seulement pour M. Reagan. Le numéro un du Kremlin accède son avance dans les réponses à la question de savoir s'il « fait du bien » à l'image de son pays à l'étranger : 54 % et 34 % pour M. Reagan. Le président américain n'en est pas moins jugé, curieusement, bien meilleur « homme de communication » (53 %) que le dirigeant soviétique (22 %).

Côté dames, c'est nettement Nancy Reagan qui l'emporte : 62 % des personnes interrogées ont d'elle une « bonne image » contre 41 % pour Raïssa Gorbatchev. 10 % seulement jugent cette dernière « plus efficace dans le rôle d'épouse de leader d'un grand pays », alors que 55 % donnent sur ce point la palme à la première dame de la Maison Blanche.

(1) Sondage réalisé les 20 et 21 février sur un échantillon représentatif de huit cents personnes.

« L'homme de dialogue et de bonne volonté » sous les traits duquel on le dépeint volontiers ces temps-ci de ce côté des Alpes serait-il venu apporter à l'Italie — outragée par l'incident qui a marqué, samedi 21 février, la réunion du directeur monétaire occidental à Paris — ce commencement de « clarification » qu'elle exigeait pour poursuivre le dialogue avec les six autres grands pays industrialisés, et, d'abord, la préparation du prochain sommet de Venise ? Cette interprétation faite par la presse italienne du « crochet romain » du président français lors d'un de ses habituels séjours privés dans la péninsule donne au moins la mesure d'un fait : l'abîme existant entre le léger dédain avec lequel l'incident a été traité en France (la « bouderie italienne ») et l'ampleur qu'il a pris ici à la « une » de tous les journaux.

Agiter le drapeau

Pour ce qui est du voyage du président, les faits sont établis. M. Mitterrand continue de se rendre parfois en Italie à titre privé, et, à la longue, il devient délicat de ne pas faire une visite au chef du pays hôte. Aussi avait-il été convenu, début février, qu'à l'occasion de son futur déplacement en Italie du Nord, M. Mitterrand se rendrait au Quirinal pour voir M. Cossiga. Et, bien entendu, il verrait aussi, dans les mêmes conditions, le président du conseil.

Les détails de son déplacement étaient arrêtés avant ce que l'on a appelé ici « l'affront du Louvre ». M. Craxi ne pouvait évidemment pas l'ignorer. Et ce fait, à son tour, donne une coloration particulière à l'incident du samedi 21. Le président du conseil italien, en confiant au ministre du Trésor, le démocrate-chrétien Giovanni Goria, des instructions impératives d'avoir à soutenir avec la plus grande fermeté la revendication italienne d'être intégrée au comité directeur de l'accord du directeur monétaire occidental, savait que, quatre jours plus tard, M. Mitterrand viendrait au palais Chigi. Cette visite pourrait, dès lors, être présentée comme un premier geste de réconciliation après l'orage.

Une fois encore, le leader socialiste — qui, en toute hypothèse, vit

actuellement ses derniers jours à la tête d'un gouvernement en pleine crise — a donc démontré ses capacités manœuvrières.

Il a tout d'abord agité le drapeau, ce qui, par les temps qui courent, est bien vu dans la péninsule. Il a, en second lieu, mis en position difficile M. Goria, l'un des rares hommes politiques qui a, d'évidence, l'étoffe d'un futur premier ministre, et aussi l'âge de se poser en concurrent du leader socialiste pour les lustres à venir. M. Goria, de surcroît, est démocrate-chrétien, ce qui a permis à M. Craxi d'opposer l'image d'un PSI soutenant très fermement les intérêts nationaux à une Démocratie chrétienne prompt aux abandons.

La presse, ici, a souligné abondamment depuis la fin de 1986 le « dépeçage » — illustré notamment par l'indicateur du produit intérieur par tête — de la Grande-Bretagne par l'Italie. Celle-ci, pour sa plus grande fierté, est désormais « la cinquième puissance économique de la planète ». Le sommet de Tokyo avait enregistré (à demi) l'évidence des progrès accomplis par la péninsule. S'il est vrai que les infrastructures du pays demeurent encore trop souvent dignes du tiers-monde, l'industrie nationale manifeste aujourd'hui un dynamisme comparable à celui des plus grands, supérieur en tout cas à celui de la Grande-Bretagne et de la France. Et si le déficit public reste abyssal, contraignant l'Italie à maintenir un taux d'escompte élevé, l'inflation est restée en deçà des niveaux compatibles avec l'environnement de la CEE et de l'OCDE. Mais la lire, après son récent redressement, a-t-elle la carrure suffisante pour jouer, le cas échéant, ce rôle de garant des droits de tirages spéciaux du FMI qui est celui des monnaies du groupe des Cinq ? Rien n'est moins sûr, et la question, au vrai, n'a jamais été véritablement soulevée.

JEAN-PIERRE CLERC.

• M. Chirac le 2 mars en Belgique. — Le porte-parole du ministère belge des relations extérieures a annoncé, mercredi 25 février, la visite de M. Jacques Chirac en Belgique. Le premier ministre français devrait s'entretenir avec son homologue, M. Wilfried Martens, des récentes propositions de réforme du financement de la CEE, la Belgique exerçant jusqu'au mois de juin la présidence du conseil européen. M. Chirac sera également reçu par le roi Baudouin. — (AFP.)

La tournée de M. Chevardnadze en Asie du Sud-Est et en Australie

### De nouvelles initiatives à l'égard du conflit cambodgien ?

Le dossier cambodgien figurera au centre de la tournée que M. Chevardnadze doit effectuer la semaine prochaine dans la région. L'initiative du ministre soviétique des affaires étrangères prend d'autant plus de relief que la diplomatie indienne y est cette fois associée.

BANGKOK

de notre envoyé spécial

M. Chevardnadze se rend la semaine prochaine en Australie, en Indonésie et à Hanoï, Phnom-Penh et Vientiane. Il doit également faire une courte escale à Bangkok.

Cette tournée coïncide avec celle de M. Natwar Singh, vice-ministre indien des affaires étrangères, attendu à Bangkok, à Kuala-Lumpur et à Singapour. Selon les Malaisiens, M. Singh a indiqué en janvier, à l'occasion d'une visite officielle du premier ministre de Kuala-Lumpur à New-Delhi, qu'il fallait s'attendre à une « nouvelle flexibilité » du Vietnam à propos du Cambodge.

Tout en continuant de reconnaître le gouvernement de Phnom-Penh — et de s'opposer donc à celui du prince Sihanouk, appuyé par Bangkok, Jakarta et Kuala-Lumpur, — l'Inde a récemment opéré un rapprochement avec la Thaïlande, où M. Rajiv Gandhi s'est rendu en visite officielle en octobre dernier.

A la suite de son séjour à New-Delhi, où il avait accompagné le premier ministre malaisien, le chef de la diplomatie de Kuala-Lumpur, Datuk Rais Yatim, a invité les États de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est : Brunei, Malaisie, Indonésie, Philippines, Thaïlande, Singapour) à « revoir » leur position sur le Vietnam et le Cambodge. Il doit, lui aussi, se rendre à Bangkok la semaine prochaine pour s'en entretenir avec son homologue thaïlandais, M. Siddhi Sawetsila.

Ce ballet diplomatique laisse penser qu'une nouvelle initiative n'est pas exclue. Le ministre indonésien des affaires étrangères, chargé par l'ASEAN de parler au nom du groupe aux Vietnamiens, a, en effet, déjà annoncé qu'il comptait reprendre le chemin de Hanoï après sa rencontre avec M. Chevardnadze. En outre, la quatrième conférence des ministres indochinois des affaires étrangères, qui devait se réunir au début de l'année à Phnom-Penh, a été reportée à une date ultérieure.

La tournée de M. Chevardnadze intervient alors que la réorganisation de la direction vietnamienne amorcée en décembre, lors du sixième congrès du PC, paraît pour l'essentiel achevée. Le remaniement du gouvernement, intervenu le 17 février, semble indiquer que le nouveau secrétaire général du PC vietnamien, M. Nguyen Van Linh, tient les choses bien en main. Son équipe, formée d'anciens dirigeants du PC dans le Sud, paraît avoir consolidé son pouvoir, notamment avec l'accession de M. Mai Chi Tho au portefeuille très influent de l'intérieur. M. Tho passe pour le collaborateur le plus proche de M. Linh.

Un contexte nouveau

En outre, la mise à l'écart d'une douzaine d'anciens ministres vieillissants et peu entreprenants, ainsi que le regroupement de plusieurs ministères, devraient permettre au gouvernement de sortir de l'immobilisme, sans attendre la réunion, en juin, d'une nouvelle assemblée chargée d'écrire un nouveau premier ministre, pour remplacer M. Pham Van Dong, ainsi qu'un nouveau président du Conseil d'Etat, poste qu'occupe encore M. Truong Chinh.

A Hanoï, selon des sources diplomatiques, les querelles entre « réformateurs » et « conservateurs » seraient apaisées. Les trois anciens dirigeants qui ont démissionné du bureau politique en décembre auraient accepté de passer la main à l'équipe de M. Linh. Quant à l'éventuel retour aux affaires du général Giap, il ne serait plus à l'ordre du jour.

La « mise à jour » s'étant effectuée au Vietnam, M. Linh aurait donc les coudées plus franches pour s'attaquer au grave problème que pose le conflit cambodgien. En privé, les Vietnamiens se seraient déjà de nouveau engagés à retirer leurs troupes du Cambodge en 1990, ce qui semble impliquer l'intervention dans l'intervalle d'un règlement politique. Ceci offrirait pour M. Linh un intérêt d'autant plus crucial que le Vietnam ne peut sortir de la profonde crise économique actuelle qu'en bénéficiant de l'aide que l'Occident lui refuse, justement, en raison de son occupation militaire du Cambodge.

On n'est pas assurément pas encore là, mais la tournée dans la région de M. Chevardnadze s'inscrit déjà dans un contexte nouveau.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### L'Union soviétique a repris ses essais nucléaires souterrains

(Suite de la première page.)

A l'époque, c'est l'Union soviétique qui avait tenu le rôle du vainqueur en rompant unilatéralement la trêve. Aujourd'hui, ce sont les États-Unis qui ont pris la responsabilité de l'échec en faisant savoir dès le début qu'ils ne suivraient pas l'exemple de M. Gorbatchev, et en poursuivant tranquillement leurs essais au rythme habituel. Leur argument a toujours été que des essais sont nécessaires au maintien en état de leur force de dissuasion : tant que les armes nucléaires n'auront pas été interdites et liquidées, on doit les essayer, ce qui peut d'ailleurs conduire à des « améliorations » positives, par exemple sur le plan de la sécurité. Les Soviétiques rejettent d'autant plus cet argument qu'ils soupçonnent le Pentagone de vouloir tester par ce biais des dispositifs relevant de l'initiative de défense stratégique (IDS).

Les responsables américains ont été encouragés dans leur attitude par leurs alliés — notamment la France, qui a poursuivi elle aussi ses essais à Mururoo — mais sans doute aussi par la faible réaction de l'opinion publique. Tout en approuvant le geste de M. Gorbatchev, les milieux pacifistes ne se sont guère mobilisés pour condamner les essais américains, qui se sont poursuivis dans une sorte d'indifférence. Il est possible à cet égard que la catastrophe de Tchernobyl n'ait pas eu l'effet qu'on aurait voulu lui donner à Moscou : face aux aléas et aux dangers des centrales nucléaires, les risques tenant aux explosions militaires sont apparus minimes et très étroitement « vérouillés ».

Il reste que les États-Unis ont joué le mauvais rôle dans la pièce, et surtout que leur attitude sur d'autres dossiers du désarmement accentue cette impression, y compris cette fois auprès des gouvernements alliés. A la fin de l'an

dernier, ils n'ont pas craint de franchir les limites de l'accord SALT-2 en mettant en service un nouveau bombardier équipé de missiles de croisière. Aujourd'hui, ils font savoir que l'interprétation « large » du traité ABM sur les antimissiles va devenir la doctrine officielle de Washington, autrement dit que les essais qu'ils projettent vont bousculer très sérieusement les clauses de ce texte, dont la survie, on s'en souvient, a été à l'origine de l'échec de Reykjavik. Dans le même temps, M. Weinberger, le ministre américain de la défense, cache de moins en moins son ambition de mettre sur les rails de manière irréversible l'initiative de défense stratégique avant la fin du mandat de M. Reagan, et quels que soient les aravats du scandale des ventes d'armes à l'Iran.

Tout cela semble quelque peu exagéré à certains des interlocuteurs que MM. Nitze et Perle, conseillers du président Reagan en Europe, ont rencontrés ces derniers jours à Londres et à Bonn. M. Thatcher a fait savoir qu'une décision de déploiement anticipé de l'IDS ne saurait aller sans négociations avec Moscou, et M. Kohl est allé un peu plus loin en déclarant qu'une « solution coopérative doit être recherchée avec l'URSS pour tout pas allant au-delà de la phase de recherche ».

MICHEL TATU.

#### M<sup>re</sup> Debenest est nommée ambassadeur à Port-of-Spain

Le Quai d'Orsay a annoncé, mercredi 25 février, la nomination de M<sup>re</sup> Jeanne Debenest, jusqu'alors ambassadeur de France à Managua, comme ambassadeur à Port-of-Spain (la Trinité et Tobago), en remplacement de M. Jean Le Caneller.

[Née le 21 janvier 1937, diplômée de l'Institut d'études politiques et de l'École nationale des langues orientales (Lyon et Japonais), M<sup>re</sup> Debenest est entrée aux affaires étrangères (secrétaires du cadre Orient) en 1961. Après un séjour à l'administration centrale (Asie-Océanie, puis secrétariat général), de 1962 à 1965, elle a été en poste à Bruxelles (1965-1969), à Tokyo (1969-1972), de nouveau à l'administration centrale (Europe) de 1973 à 1975, puis à Washington (1975-1984) et, enfin, nommée ambassadeur à Managua en février 1984.]

## Asie

CHINE : une « nouvelle période »

### L'armée retrouve un rôle-clé dans la vie politique

PÉKIN

de notre correspondant

Tous les journaux ont publié, jeudi 26 février, une « résolution sur le travail politique au sein de l'armée pour la nouvelle période », adoptée le 27 janvier par la commission militaire du comité central du PCC et accompagnée d'une circulaire du parti appelant tous les échelons du PCC à l'« étudier sérieusement ».

C'est la première fois qu'un texte officiel important indique que la Chine est entrée dans une « nouvelle période » avec la chute, à la mi-janvier, de M. Hu Yaobang, le secrétaire général du parti. Ce n'est pas une coïncidence si ce sont les militaires, dont le rôle ne cesse de grandir, qui sont chargés de cette mise au point.

Cette résolution insiste sur le rôle de la « pensée-Mao Zedong » associée au marxisme-léninisme, et sur celui de la propagande, et elle énonce « les trois grandes tâches du parti pendant la prochaine période : l'éducation moderne socialiste, la réunification de la patrie, y compris Taiwan, et la lutte contre l'hégémonie et pour la sauvegarde de la paix mondiale ». Elle parle, sans en préciser la nature, d'un « changement stratégique de l'idée directrice de l'éducation de notre armée » qui, souligne le texte, doit rester sous la « direction absolue du parti ». Enfin, elle reprend l'exigence des militaires, longtemps réduits à accepter les miettes de la

modernisation, de disposer d'« un armement moderne ».

Ce texte, et le conseil donné aux membres du parti de s'instruire auprès des militaires viennent de clore une période de dix années pendant lesquelles l'armée — trop impliquée dans la révolution culturelle — avait été mise « au piquet » sous le strict contrôle de M. Deng Xiaoping. Elle semble avoir secoué cette tutelle et repris dans la vie politique chinoise un rôle d'autant plus important qu'il est à la charnière entre les différentes factions qui se disputent le pouvoir.

#### « La lutte contre le libéralisme bourgeois »

An même moment, les documents internes du parti datant du début de l'année sur la crise politique née des manifestations étudiantes commencent à faire surface. Deux textes citant des propos de M. Deng, datés des 7 et 15 janvier, ont été ainsi communiqués à plusieurs journalistes. Ils confirment s'il en était besoin le caractère fondamentalement conservateur des vues de M. Deng, en particulier quand celui-ci cite en exemple à suivre la proclamation de l'« état de siège » en Pologne en 1981 : « Ils [les dirigeants polonais] y ont eu recours et ont maîtrisé la situation. Cela montre que, sans la dictature, ça ne marche pas. Les méthodes de dictature, il faut les appliquer à temps ».

Vingt-quatre heures après le deuxième texte, M. Hu était linéé.

M. Deng montre aussi, lui qui est l'homme de l'« ouverture au monde

extérieur », le peu de cas qu'il fait de l'opinion étrangère et le mépris qu'il a pour le système politique américain : « La-bas, c'est la bagarre, et cela entraîne des problèmes. Nous ne pouvons pas accepter ces méthodes. » « La lutte contre le libéralisme bourgeois [durera] au moins vingt ans (...). Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. Nous ne devons pas craindre que les étrangers disent que nous portons nous-mêmes atteinte à notre image (...). Vous prêtez l'oreille aux opinions venant de Taiwan ou d'experts bourgeois étrangers. Tous demandent que nous nous engageons sur le chemin du libéralisme, y compris que nous libérons Wei Jingsheng [dissident du « Printemps de Pékin » condamné à quinze ans de détention]. Ils disent que nous ne respectons pas les droits de l'homme. Mais ce que nous voulons préserver, ce sont les choses contre lesquelles ils luttent et qu'ils espèrent que nous changerons. »

On ne saurait être plus éloigné de ce « libéralisme » qui a fleuri en Chine ces deux dernières années. M. Deng a choisi une ligne autoritaire, léniniste, soit volontairement, soit contraint et forcé par le courant conservateur. De toute manière, pense-t-il, l'important aux yeux du monde occidental est que la situation politique en Chine demeure stable. Encore faudrait-il que les événements actuels viennent confirmer que c'est le cas.

PATRICE DE BEER.

AFGHANISTAN

#### La résistance refuse de rencontrer M. Najibullah

Le chef du régime prosoviétique afghan, M. Najibullah, a déclaré qu'il était prêt à négocier avec les responsables de la résistance, en Afghanistan ou dans « le pays neutre » de leur choix, dans un appel diffusé par la radio de Kaboul, mercredi 25 février, et coïncidant avec la reprise, à Genève, des pourparlers indirects avec le Pakistan sous les auspices des Nations unies. Il a réaffirmé que son régime était prêt à intégrer les opposants au sein d'une coalition gouvernementale (le Monde du 26 février). Toutefois, plusieurs dirigeants de la résistance, qui avaient déjà rejeté les propositions antérieures de Kaboul en vue d'une réconciliation nationale, ont immédiatement repoussé cette offre en déclarant qu'ils ne considéraient pas M. Najibullah comme un chef de gouvernement. L'Union soviétique, out-ils dit, est « le principal parti » au pouvoir à Kaboul.

S'adressant à la presse à Genève avant l'ouverture des négociations, le médiateur des Nations unies, M. Diego Cordovez, a estimé que celles-ci ne pouvaient qu'être lentes en raison de l'importance des décisions politiques que suppose un éventuel accord sur le calendrier d'un retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Des progrès « considérables » ont été accomplis jusqu'à présent dans la voie d'un règlement politique, a-t-il ajouté, et il y a maintenant « une chance de ne pas manquer ».

A Islamabad, enfin, l'alliance des principaux partis de la guérilla afghane a publié une déclaration en quatre points énumérant les garanties qu'elle entend fournir aux pays voisins en cas de formation d'un gouvernement sous son contrôle. Cette déclaration représente un effort d'unité de la part des composantes de la résistance. — (AFP.)

Le Monde sur minitel

METEO

Météo régionale, météo du monde entier, météo marine.

36.15 TAPEZ LEMONDE



# Politique

## M. Jacques Chirac fait l'inventaire des difficultés de l'action gouvernementale

M. Jacques Chirac réunit de nouveau l'ensemble des membres du gouvernement à l'hôtel Matignon au cours du mois de mars, comme il l'a fait, le mercredi 25 février. Les décisions, dont le principe a été arrêté dans les domaines économique et social, pourront être énoncées par le premier ministre lors de la visite qu'il fera à Lyon le 7 mars, puis lors de l'émission « L'heure de vérité » à laquelle il participera le 25 mars.

Les corrections apportées par le gouvernement à ses prévisions économiques, ne constituent pas un changement de ses orientations fondamentales. M. Chirac l'a dit aux membres du gouvernement réunis au grand complet, mercredi, à l'hôtel Matignon. Pour le premier ministre, un cap difficile est à passer, mais cela ne veut pas dire pour autant que le gouvernement doive changer de cap. A l'étonnement même de certains de ses auditeurs, M. Chirac a martelé ses mots, affirmant : « Il n'est pas question pour nous de rechercher la facilité en faisant des concessions. Les Français attendent de nous que nous réalisions le programme sur lequel nous avons été élus et qui a pour but, quelles que soient les difficultés, de redresser le pays. » Ces difficultés, notamment en ce qui concerne l'inflation, sont à mettre sur le compte tout à la fois du dollar,

du pétrole, des grèves, du froid et de la libération des prix, mais non... au défilé de l'action gouvernementale ! MM. Balladur et Juppé ont insisté sur ce point, comme pour dégager leur responsabilité à ce sujet. C'est dans le même esprit qu'ils ont minimisé l'importance de la rectification d'indices opérée : un demi-point de hausse pour l'année.

Deux domaines, en revanche, inquiètent davantage le gouvernement, au moins officiellement. La Sécurité sociale et son déficit, qui justifie que M. Chirac ait annoncé qu'une vaste discussion au fond, des « États généraux », se déroule avant l'été. Le chômage, ensuite, dont les chiffres en hausse ont été étudiés autour de la table de l'hôtel Matignon. Le gouvernement trouve une relative consolation en constatant que cinquante mille emplois salariés ont été créés dans les entreprises en 1986 alors que cent mille avaient été supprimés en 1985, mais cela ne suffit pas à surmonter la hausse du chômage. C'est pourquoi, plusieurs ministres, comme MM. Méhaignerie, ministre de l'équipement, Séguin, ministre des affaires sociales, Madelin, ministre de l'industrie, ont souligné que actions plus incitatives en faveur de l'investissement au profit des secteurs créateurs d'emplois.

M. Chirac s'est opposé à une politique de relance systématique de l'investissement rappelant que « la relance » était un mot à ne pas prononcer car « dans le passé les plans

de relance ont toujours coûté trop cher au pays et ont souvent mal tourné ». C'est donc davantage vers des opérations spécifiques que le gouvernement pourrait s'orienter.

### Une petite purge

Plusieurs ministres ont alors insisté pour que le gouvernement s'accrédite par l'impression que la situation était négative. Après M. Madelin, qui a demandé que l'on fasse preuve d'« optimisme », M. André Girard, ministre de la défense, a jugé que la conjoncture actuelle était « une petite purge à avaler mais que rien n'était compromis et que le redressement du pays ne pouvait être obtenu que par une relance ». M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, estime qu'il convient de montrer que « la rigueur ne doit pas désespérer », et que des précautions doivent être prises pour bien montrer que le pays ne va pas « se figer dans la rigueur ».

M. Jacques Chirac n'a pas caché qu'il s'attendait à un regain de critiques de la part de l'opposition contre le gouvernement, car les prévisions étaient de ce genre. Mais cela n'a pas volé ni sa confiance. Il a d'ailleurs redit au cours du déjeuner hebdomadaire de la majorité qu'il a suivi.

Devant les ministres, M. Chirac n'a cependant pas uniquement parlé

de la conjoncture économique et sociale. A l'étonnement de beaucoup, il a insisté sur l'importance qu'il attachait à la proposition présentée par le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, au pape Jean-Paul II d'affecter une aide alimentaire européenne au tiers-monde, estimant qu'il y a là une « grande cause dont la France pouvait prendre l'initiative ».

M. Chirac a également félicité MM. Pasqua et Pandraud pour les succès de la police dans sa lutte contre les terroristes d'Action directe, et voyant « les résultats de dix mois d'efforts de remise en ordre et d'efficacité des services ». Lorsque le ministre de l'intérieur a téléphoné samedi soir 21 février à M. Chirac, qui se trouvait au Maroc, pour l'informer de l'opération de police (avant de faire de même avec M. Mitterrand), le premier ministre lui a recommandé de ne pas faire de « triomphalisme » et de se consacrer à l'essentiel. L'annonce de ce succès en félicitant de sa part les services de police. M. Chirac considère en effet que la prudence s'impose en ce domaine, tant que l'on n'a pas la certitude que les terroristes d'Action directe sont sous les verrous. Le premier ministre, en conséquence, s'est déclaré d'autant plus étonné de la mise en cause du président de la République par M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. Des remontrances ont d'ailleurs été faites à ce dernier par M. Chirac, selon l'entourage du premier ministre.

### Le jugement d'Abdallah

Cette polémique a également été évoquée à l'Élysée par le président de la République lui-même lorsqu'il a reçu M. Balladur mardi après-midi et pendant son entretien en tête à tête avec M. Chirac mercredi avant l'ouverture du conseil des ministres. Au dire des interlocuteurs du chef de l'État, qui a été choqué par les attaques dirigées contre lui, toute ambiguïté aurait été levée. Une autre préoccupation est présente aussi à l'hôtel Matignon. Elle est liée au procès de Georges Ibrahim Abdallah. On se demande jusqu'à quel point la trêve des attentats, ou tout au moins des menaces, ne prendra pas fin avec le prononcé du verdict de la cour d'assises de Paris.

Bien que l'on assure - quoiqu'il en soit le droit - que le gouvernement n'a pas encore donné d'instructions formelles au parquet, on laisse entendre qu'il serait tout à fait satisfait que la peine qui sera infligée n'apparaisse ni comme une sanction de la part de la France ni comme une incitation à la vengeance pour les terroristes proche-orientaux.

ANDRÉ PASSERON.

### Au bureau exécutif du PS

## M. Chevènement et les rocardiens prennent pour cible le « groupe des experts »

Esprit de la « synthèse », où es-tu ? Les membres du bureau exécutif du Parti socialiste se sont posé la question, le mercredi 25 février, à la sortie de leur réunion hebdomadaire. Le sujet de la discorde a été, comme chacun le prévoyait, le rôle du groupe d'experts animé par M. Claude Allègre. D'autant que, présentant le colloque qu'il organise le 8 mars, le conseiller de M. Lionel Jospin n'avait pas manqué ses mots pour les autres courants du parti (le Monde du 25 février).

Dès mercredi après-midi, M. Jean-Pierre Sœur, porte-parole de M. Michel Rocard, avait, dans une déclaration, vivement réagi. Il y expliquait qu'« il ne suffit pas de parler de philosophie de partage pour transformer les règles du jeu économique ». Comme M. Allègre avait mis en cause la « croyance dans l'automatisme de l'économie », M. Sœur a répliqué que ces propos rejoignent « des propos anciens où l'homme de gauche qui avait la lucidité de prendre au sérieux les contraintes économiques était immédiatement accusé de ne pas vouloir changer l'économie ». Au contraire, pour le porte-parole des rocardiens, « on n'avancera vers une société de plus grande justice qu'à la condition de prendre en considération les règles fondamentales qui régissent l'économie ».

Ses amis sont bien entendu revenus à la charge au cours du bureau exécutif lui-même, considérant, selon l'expression de l'un d'eux, que cette affaire était « un accroc à la synthèse », réalisée en vue du congrès du parti, lors du dernier comité directeur. Position partagée par les animateurs de Socialisme et République (ex-CERES), M. Didier Motchane estimant que les thèmes développés par M. Allègre en matière économique n'étaient pas conformes au texte de la motion de synthèse. Pour les rocardiens, M. Bernard Chapuis s'est inquiété d'un « risque de dérapage », d'un possible « transfert du pouvoir du bureau exécutif au groupe des experts ». Les rocardiens trouvent certes normal que le premier secrétaire dispose d'experts se

livrant à un certain nombre d'études, mais ils n'acceptent pas que ceux-ci se livrent à des attaques ad hominem.

Les proches de M. Chevènement font la même analyse. Lui-même souhaite un débat d'idées, mais demande qu'il ait lieu « dans la clarté ». Aussi, au nom de sa tendance M. Michel Coffineau a expliqué que ce groupe d'experts ne pouvait s'exprimer publiquement que lorsque les instances dirigeantes du parti avaient marqué leur accord avec ses analyses.

M. Marcel Debarge, qui présidait la réunion en l'absence de MM. Jospin et Poperen, a répliqué qu'il serait anormal que toutes les tendances du parti puissent s'exprimer publiquement, mais pas les experts du parti. M. Dominique Strauss-Kahn a fait remarquer que des amis et conseillers de MM. Rocard et Chevènement font partie de ce groupe des experts, mais les proches de ceux-ci lui ont répliqué qu'ils ne sont pas représentés dans le comité d'organisation du colloque. Aussi les responsables de Socialisme et République veulent-ils obtenir des éclaircissements avant de décider de leur participation à ce colloque. M. Strauss-Kahn a toutefois précisé que, « comme l'a souvent dit Lionel Jospin, les idées du groupe des experts n'engagent pas le parti tant que ce dernier ne les a pas repris à son compte ».

Le long débat sur cette affaire n'a pas empêché les dirigeants socialistes de se retrouver unis pour durement critiquer la politique économique du gouvernement et son attitude dans l'audiovisuel. M. Pierre Mauroy a parlé de la « prise en main par la Chirac de la télévision », et M. Chevènement a expliqué que l'opposition avait « mangé son pain blanc » pour l'information à la télévision et que commence « la pain noir ». M. Jean-Jack Queyranne, responsable du parti pour ce dossier, a rappelé que « la bataille pour l'information va devenir la bataille essentielle ». Il a aussi confirmé que le PS lancera, la semaine prochaine, une grande campagne contre la privatisation de TFI, pour rappeler qu'il rendra au service public cette chaîne s'il revient au pouvoir.

THIERRY BRÉHIER.

### A « L'heure de vérité » sur A 2

## M. Georges Marchais assure que le PCF retrouvera son influence

Sous le regard indéchiffrable de M. Parfilié, chargé de la presse à l'ambassade d'URSS à Paris, et les conseils muets de quelques-uns de ses invités, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a consacré la plus grande partie de son « heure de vérité », le mercredi 25 février sur A 2, à la défense et illustration de la vie interne, démocratique, de son parti. Force lui était de suivre le canevas imposé par les journalistes à défaut de répondre à leurs questions.

Selon M. Marchais « le Parti communiste n'est pas en crise » et « sa situation est franchement bonne ». Pour prouver dans leur immense majorité, les communistes sont « tout à fait solidaires avec la politique du vingt-cinquième congrès » car « la vie confirme nos analyses, nos prévisions ». Si le dirigeant communiste reconnaît « l'abaissement de l'influence » du parti dans le « monde » et « l'isolement » qu'il a perdu « la moitié » de ses voix, M. Marchais l'attribue uniquement à la stratégie suivie pendant le « dernier quart de siècle », celle de l'union de la gauche avec programme commun au sommet. « Nous payons nos fautes. De bonne foi, un parti qui commet une faute, il la paie toujours », a-t-il dit. « Nous nous sommes trompés et nous avons trompé les Français », a martelé M. Marchais, qui a estimé que la thèse du « déclin historique inéluctable » était « sans valeur ». « L'assomoir, avec toute la direction, la responsabilité de cette politique qui s'est avérée négative », a-t-il

confié en forme de mea culpa individuel et collectif.

Refusant de répondre à l'avertissement de « ceux qui ne savent pas se réinventer » (en l'occurrence la direction du PCF) donné par l'Unité, organe du Parti communiste international, les législatives de mars 1986, M. Marchais a dénoncé « la formidable campagne » qui, selon lui, tendrait à démontrer que le PCF est « intolérant, invivable ». A l'appui de sa démonstration, il a indiqué que, « pour la première fois dans l'histoire de notre parti, qui a toujours été une force de direction », dans ses organes de direction « quatre camarades en désaccord » avec la ligne du parti. Il a soutenu que le centralisme démocratique (règle de fonctionnement intangible du PCF) était « ce qu'il y a de plus neuf, de plus moderne » car il induit la responsabilité des membres du parti et la garantie que « les engagements pris seront tenus ».

### « Une nécessité absolue »

Soulignant que « la conquête du pouvoir politique est une nécessité absolue » et qu'il « n'y a jamais de progrès sans lutte » pour le « parti révolutionnaire », qu'est le PCF, M. Marchais a rendu hommage à « la politique que même le camarade Gorbatchev » en URSS, « une politique remarquable » qui bénéficie de « la totale solidarité » de son homologue français.

Après avoir indiqué qu'il refuse « les tentatives » au sein de son parti et qu'à l'occasion du prochain congrès, en décembre, il a « l'intention de continuer à développer une activité militante responsable ».

M. Marchais a affirmé qu'il appartient au parti de décider « à tout moment » du « changement de direction ».

Le secrétaire général a également tenu à faire dire plus au sujet des récentes démissions de MM. Claude Poperen et Marcel Rigout des instances dirigeantes. Rappelant qu'il n'était pas demandeur de leur départ et qu'il n'était pas « allé au-delà » d'une résolution « adoptée par tous les membres du comité central » (1), en mai 1986, dans laquelle étaient liés les mots « rénovateurs » et « liquidateurs », il a dit : « Jamais, je dis bien jamais, vous ne trouverez aucun texte dans lequel ceux qui gardent leurs déclarations mais respectent les règles du parti sont « confondus (...) avec une infime minorité qui viole les règles » et « qui ont effectivement une attitude liquidatrice ». Une nouvelle fois, il a dénoncé « une formidable campagne dans les médias », qui s'appuie « sur des faits tout à fait inexactes », car « la politique du vingt-cinquième congrès a été approuvée par 95 % des communistes ».

M. Marchais a rejeté l'idée d'une préparation du congrès avec deux textes (le texte officiel et le manifeste des « rénovateurs »), mais il a indiqué que les auteurs de ce manifeste « ont deux leurs cellules, dans leurs organisations pour défendre leurs idées. S'ils veulent, a-t-il précisé, ils auront la possibilité de participer à la tribune de discussion qui aura lieu dans le journal l'Humanité » au moment de la préparation du congrès.

Le secrétaire général a affirmé sa conviction de voir le PCF « retrouver son influence », car « le capitalisme est incapable de résoudre les problèmes de notre époque ».

(1) M. Juguin s'était abstenu.

### Trois hommes et... un quatrième

A plusieurs reprises, au cours de « L'heure de vérité », M. Marchais a donné, comme gage de la démocratie au sein du PCF, la rédaction au comité central de quatre dirigeants « qui ont voté contre la résolution » lors du vingt-cinquième congrès de février 1985. Il y a là un mystère car tous les communistes savent que trois dirigeants (MM. Félix Darnette, Pierre Juguin et Marcel Rigout) n'ont pas adopté la résolution finale du congrès mais ignorent le nom du quatrième... pour la bonne raison qu'il n'existe pas. Le 10 février 1985, dans son discours de clôture (1), le secrétaire général déclarait : « Le congrès (...) a réuni au comité central trois camarades qui, hier, se sont abstenus lors des votes sur le rapport d'ouverture et sur la résolution du congrès. Qui est donc ce mystérieux quatrième opposant ? Sans doute, selon M. Marchais, M. Claude Poperen, qui, à l'occasion, a bénéficié d'une... contre-vérité.

(1) Les cahiers du communiste, revue théorique du comité central, mars-avril 1985. Numéro 3-4, page 421.

OLIVIER BIFFAUD.

### Quelle « crise » ?

M. GEORGES MARCHAIS souhaite-t-il vraiment rester secrétaire général du Parti communiste français après le vingt-cinquième congrès de décembre prochain ? Plus préemptoire en d'autres temps, il affirmait que son calendrier à lui, à ce poste, c'était « le calendrier perpétuel ». Au cours de « L'heure de vérité », il s'est montré beaucoup plus évasif, avec un art consommé de ne jamais répondre aux questions posées, ne parlant, pour son propre avenir, que d'« activité militante responsable ».

Pour autant, cette soudaine prudence peut ne pas faire illusion. On voit mal, en effet, un secrétaire général fort de deux septennats à la tête de son parti redevenir simple membre du bureau politique du comité central, ou même encore. Tout simplement, M. Marchais ne veut pas heurter des milliers de militants déboussolés dans un parti, qui, tout le monde le sait, n'est pas en crise. Car, sur le fond, rien dans son discours, n'a changé. Même les propositions qu'il formule en matière économique ont un goût de... programme commun de la gauche.

Le secrétaire général s'est fixé, en effet, une grande mission de « labilité interne » : liquider les « liquidateurs ». Outre à torturer l'histoire du PCF, il ne veut pas de force minoritaire représentative au sein de son parti. C'est faire fi de la période qui,

de 1920 à 1928, a vu des minoritaires, régulièrement élus, siéger dans les instances du parti. Jusqu'à l'élimination, entre autres, des trotskistes.

Et jusqu'à l'occupation en 1930, du concept stalinien-thorézien de l'unitarisme du comité central.

Les « rénovateurs » sont prévenus. M. Marchais ne renouera pas, au prochain congrès, avec cette réalité communiste ancienne. Dans les instances dirigeantes, les « camarades en désaccord » auront vécu l'espace d'un congrès. Tout est organisé pour atteindre ce dessein.

Il n'aurait sans doute pas la possibilité d'amender en profondeur le texte final du congrès qui sera présenté par la direction. Contrairement à ce qu'a affirmé le secrétaire général, cela ne s'est jamais produit. La seule référence tangible pourrait être le texte du vingt et unième congrès extraordinaire de 1974 qui avait fait l'objet, selon l'expression d'un ancien dirigeant communiste, M. François Hincq, d'un « détournement en vol... » par la direction elle-même après des délibérations particulièrement désastreuses. La seule question qui se pose véritablement, désormais, aux « rénovateurs » est de savoir s'ils doivent s'abstenir, ou partir. A leurs risques et périls.

### A Marseille

## « Avertissement sans frais » des élus communistes à M. Robert Vigouroux

MARSEILLE de notre correspondant

Personne ne semble vouloir monter l'incident en épingle. Mais le fait est là : par deux fois, au cours de la dernière semaine, des élus communistes de Marseille, le lundi 23 février, les élus du PC se sont nettement démarqués de leurs alliés du PS, avec lesquels ils ont passé, en 1983, un contrat de majorité. Le premier incident est survenu lors d'un débat économique concernant la location par la ville, propriétaire des terrains de l'ex-entreprise Titan-Coder, d'une parcelle à la Société d'emballage Ignacchi, reprise par un groupe privé pour un projet particulièrement modeste, cela afin de sauver quarante emplois. Les élus communistes n'ont pas pris part au vote après qu'une pause d'armes sévère eut vu s'empoigner MM. Jean-Claude Gaudin et Guy Hermier, le premier accusant le PC et la CGT « de tout détruire », le second rendant responsable la politique gouvernementale.

L'autre escarmouche a eu lieu sur le dossier de démolition du parking aérien Shell, qui défigure la cour d'Estienne-d'Orves, proche du vieux port. La ville a dénoncé, avec neuf ans d'avance, la convention la liant avec la société d'exploitation du parking, s'exposant par là même à lui verser un dédit qui aurait pu être évité si l'on était allé au bout de l'opération.

Le débat qui a précédé le vote a été l'occasion pour M. Marcel Tassy (PC, quatrième adjoint), parlant au nom du groupe communiste, de reprocher à M. Vigouroux de ne pas tenir compte du contrat de majorité passé en 1983 « pour un réajustement des divers quartiers de Marseille ».

Les élus du PC estiment que l'on fait la part belle au centre et aux quartiers nord sud au détriment des quartiers nord est, à leurs yeux, existant d'autres urgences. Et de citer notamment la ZAC de

Saumy-Séon, dans la rade nord, les abattoirs de la Madrugue, l'environnement des cités populaires et surtout le prolongement de la ligne 2 du métro vers Saint-Louis.

« Il faut accélérer la réalisation des engagements de 1983 », a dit notamment M. Tassy. Notre vote en dépend. M. Vigouroux s'est efforcé de rassurer ses alliés. « Le contrat passé avec la population marseillaise sera tenu au terme des

deux années de mandat qui restent », a promis le maire de Marseille. Après une suspension de séance demandée par le groupe communiste, M. Georges Lazzarino, son porte-parole, ayant « pris note des engagements du maire », a souhaité en voir bientôt la traduction concrète dans le budget de 1987. « Considérez nos questions comme un rappel », a-t-il dit à l'adresse du maire.

JEAN CONTRUCCI.

Qui sont-ils ?  
D'où viennent-ils ?  
Comment réussissent-ils ?  
Comment en faire partie ?

Le 1<sup>er</sup> livre d'une espèce en croissance accélérée

Dominique Glocheux

**La BOSS**  
génération

Succès, mode d'emploi

69 F

**Dunod**

à "APOSTROPHES"

1<sup>er</sup> 27 FÉVRIER

سكزا من الاصل



## Politique

## POINT DE VUE

## Une idée pour la Nouvelle-Calédonie

par Claude Magiol

pseudonyme d'un haut fonctionnaire astraillé à l'obligation de réserve.

C'EST quelques semaines seulement après son installation que le gouvernement de Laurent Fabius fut placé devant la réalité de l'impasse à laquelle avait conduit depuis trois ans une politique qui avait occulté la terrible complexité de la situation en Nouvelle-Calédonie.

En fait, quelques jours seulement après la formation du nouveau gouvernement, une réflexion se développa qui avait pour but de définir et de mettre en œuvre le cas échéant, une nouvelle politique apte à prendre le relais de la précédente à cette dernière devait, conformément à beaucoup de craintes, échouer.

La réflexion portait d'un constat simple : celui de l'existence de deux collectivités, européenne et canaque, sur une même terre. Sans que ni l'une ni l'autre n'aient jamais désiré se comprendre et se lier, créer une société et former un peuple.

Etait aussi apparue l'évidence que l'une de ces collectivités se trouvait mieux armée que l'autre. Qu'elle était en position éminente et que pour ces raisons en particulier elle pouvait couvrir de sa protection des minorités inquiètes, qui, en venant se réfugier auprès d'elle, renforçaient ainsi sa position dominante.

Des esprits bien intentionnés certes, mais peu experts à la réflexion sur ce type de problème et par trop portés au dogmatisme, durant les cinq années de la gauche, nourrissent une idée fixe : consulter la population sur son avenir. Toute la stratégie fut donc orientée vers cette échéance supposée mettre un terme au débat du statut... Idée qui ne fut

abandonnée que par le gouvernement de Laurent Fabius, qui écarta l'idée de référendum qui avait été à la base de la stratégie de Georges Lemaigne et d'Edgard Pisani.

La régionalisation fut donc la réponse apportée quelques mois avant mars 1986. C'est-à-dire le pouvoir partagé géographiquement : un pouvoir européen à Nouméa et sa région, un pouvoir canaque sur le reste de l'archipel.

Une ébauche de partition ? Un risque pesé. Et accepté seulement comme conséquence éventuelle de l'échec.

Mais pour l'heure, en 1985, un partage visant à créer des interlocuteurs responsables et égaux, aptes à gérer chacun séparément leur domaine, et ensemble les affaires collectives de l'archipel. C'est ainsi que, localement, Edgard Pisani accepta d'engager une politique qui n'était pas celle qu'il avait souhaité mener, qui avait même été définie contre sa conviction profonde, mais qui ne réussit aussi que parce qu'il accepta de mettre à son service le crédit considérable qu'il avait acquis auprès de la communauté canaque.

Or, arrivée au pouvoir, la nouvelle majorité a repris l'idée de référendum et s'est enfoncée dans une démarche, apparemment logique, mais qui mène en fait à une impasse. La même que celle dans laquelle s'était, avec détermination et pendant plusieurs années, engagée la gauche...

Nul n'ignore en effet les résultats à venir de cette consultation. Et pour qui en douterait, les sondages ont déjà et à plusieurs reprises montré ce dont on se doutait, à savoir que l'indépendance sera repoussée par une majorité nette des suffrages exprimés...

Et alors ? serions-nous tenté de dire. Aura-t-on alors avancé dans la

résolution du problème, qui est de savoir comment faire coexister deux collectivités dans cet archipel et permettre au peuple canaque d'exister ?

Si référendum il doit y avoir en juillet, ce sera une fausse que notre pays risque de payer lourdement et fort longtemps.

Pour le sentiment de légitimité renforcée — et pour eux à jamais — de ceux qui détiennent le pouvoir à Nouméa et qui entendent désormais l'exercer encore plus, et sans partage.

Pour l'amertume et même le désespoir de la communauté canaque qui se verra fermer les portes de l'avenir. Et surtout de toute sa jeunesse dont les observateurs ont noté la totale et terrible abstention lors du dernier voyage en Nouvelle-Calédonie de M. Fosse.

La violence est au bout de cette démarche. Et le problème à nouveau posé lorsque, dans quelques années, par le simple effet de sa plus grande fécondité, la communauté canaque sera devenue majoritaire.

La sagesse pour le gouvernement est de surseoir à ce référendum, quitte à supporter quelques modifications mineures au découpage des régions, s'il doit absolument en faire concession.

Et de jouer à fond l'autonomie interne de l'archipel en conduisant la construction d'un territoire autonome et confédéré où les communautés, également dignes, dialogueront d'égal à égal.

● **GADELOUPE : nouveaux barrages.** — Les forces de l'ordre sont intervenues, mercredi 25 février, en fin de matinée, pour démonter plusieurs barrages de troncs d'arbres dressés sur la chaussée par des militants indépendantistes membres de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) à Morne-à-l'Eau, commune située à une vingtaine de kilomètres de Pointe-à-Pitre. Ces manifestants réclamaient la libération d'un militant de l'UPLG, M. Marie-Georges Michel, inculpé et emprisonné à Paris après une enquête sur des récents attentats terroristes (le Monde 24-25 février). Une autre barricade a été délogée, le même jour, sans incident, à Sainte-Rose.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 25 février, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses délibérations, le communiqué suivant a été diffusé par le service de presse du premier ministre.

● **MODALITÉS DE RECRUTEMENT DE CERTAINS CORPS D'INSPECTION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT.**

Sur proposition du ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, le conseil des ministres a adopté un décret relatif aux modalités de recrutement de certains corps d'inspection de la fonction publique de l'Etat.

Ce texte, pris pour l'application de la loi du 23 décembre 1986, a pour objet de définir la composition et les modalités de fonctionnement de la commission chargée d'apprécier l'aptitude des personnes proposées pour une nomination au tour extérieur dans les corps d'inspection générale des administrations.

La commission sera composée d'un membre du Conseil d'Etat, d'un magistrat de la Cour des comptes, d'un représentant élu par les membres du corps concerné et de trois représentants de l'administration. Elle sera appelée à donner un avis sur les nominations envisagées.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Face aux pressions protectionnistes entretenues par la persistance des déséquilibres extérieurs, les ministres des finances ont estimé que la réduction de ces déséquilibres était une priorité majeure, qui suppose une meilleure coordination des politiques économiques. A cet effet, chacun d'eux a annoncé des mesures destinées à réduire le surplus des pays en excédent commercial ou à redresser le solde extérieur des pays en déficit. Tous se sont engagés à intensifier leurs efforts pour résister au protectionnisme, qui ne ferait qu'aggraver les déséquilibres existants.

Les ministres des finances ont réaffirmé leur volonté d'exercer une surveillance régulière de la situation économique au regard d'une série d'indicateurs permettant d'en apprécier l'évolution par rapport à des objectifs à moyen terme préalablement définis.

Enfin, les ministres des finances ont examiné avec une attention particulière la configuration des taux de change. Ils ont jugé que leurs monnaies étaient à un niveau convenable grâce aux corrections observées sur les marchés des changes depuis l'accord du Plaza du 22 septembre 1985. Ils sont convenus de coopérer étroitement pour favoriser la stabilisation des parités actuelles.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

La privatisation n'a pas créé sur le marché financier de phénomène d'éviction. Au contraire, le développement de l'investissement populaire entraîne l'élargissement du marché. Grâce à une moindre ponction de l'Etat, le marché obligataire est plus disponible pour les autres emprunteurs.

II. — La privatisation transfère la propriété des entreprises à leurs salariés et à plusieurs millions de français. Elle permet le développement de la participation active des salariés à la vie et à la gestion de l'entreprise sous deux formes principales : l'actionnariat et la participation aux organes sociaux.

Ainsi, la politique de privatisation engendre la création d'une véritable démocratie économique.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la réunion des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui s'est tenue à Paris le 22 février et qui a été consacrée à l'examen de la situation économique et monétaire internationale.

Cette réunion s'est conclue par un accord qui marque un progrès des thèses françaises en matière de coopération internationale et d'adaptation du fonctionnement du système monétaire international.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur le premier bilan des privatisations.

● **LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE INTERNATIONALE.**

## Rencontre avec le secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud

## Les étonnements de M. Fosse

Revenu à Paris après avoir vécu en Polynésie française une période politiquement agitée, M. Gaston Fosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, s'est étonné, le mercredi 25 février, au cours d'un déjeuner de presse, que les observateurs métropolitains aient pu interpréter sa démission de la présidence du gouvernement territorial comme la conséquence des polémiques politiques et des conflits sociaux qui l'avaient mis sur la sellette depuis l'automne dernier.

Il n'y a eu, a-t-il assuré, rien de de très banal : « J'assure deux responsabilités trop lourdes, et j'ai constaté au bout de quelques mois qu'il était difficile de mener de front les fonctions de président du gouvernement du territoire et de secrétaire d'Etat... »

A deux reprises, en décembre, puis à la veille du dernier remaniement ministériel, M. Fosse a alors demandé à M. Jacques Chirac de le décharger de son portefeuille de secrétaire d'Etat. Le premier ministre ayant finalement refusé son départ du gouvernement il a fallu « mettre en place, dit-il, le processus de mon remplacement à la tête du gouvernement territorial ».

M. Fosse s'étonne aussi, après son remplacement à la présidence de l'exécutif local par l'un de ses plus proches partisans, M. Jacky Tauru, qui a d'ailleurs conservé la même équipe gouvernementale (le Monde 15-16 février), qu'on puisse penser qu'il demeure en fait, par personne interposée le détenteur de ce pouvoir exécutif : « M. Tauru n'a pas besoin de moi pour gouverner... »

M. Fosse s'étonne, surtout, qu'on ait pu voir un manquement à la règle de la séparation des pouvoirs dans le geste de sympathie qu'il a eu le 16 mars pour l'un des membres de sa majorité territoriale, M. Guy Sanquer, chaleureusement congr-

tulé et couronné de fleurs par ses vœux, à la prison de Tahiti, après une incarcération pour « abus de confiance, faux et usage de faux en écritures privées », et remis, depuis lors, en liberté sous contrôle judiciaire.

Pourquoi avoir interprété cette marque d'affection comme une ingérence dans le cours de la justice ? Le secrétaire d'Etat explique, en substance, que son ami est le cible d'une campagne politique déclenchée par des indépendantistes, qu'aucune preuve n'a jamais été apportée contre lui, donc que rien ne pouvait justifier l'inc







صحة من الالهي

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE  
DE NANTERRE

Audience publique du Tribunal correctionnel de Nanterre, 15<sup>e</sup> chambre en date du 20 décembre 1985. A la requête de M. le Procureur de la République.

Le nommé WILD Claude, Henri, André, né le 20 décembre 1944 à Chaumont-en-Vexin (60), demeurant 3, allée des Glycines à Fontenay-aux-Roses (92), a été condamné à quatre mois de prison avec sursis, pour s'être, à Fontenay-aux-Roses, frauduleusement soustrait à l'établissement ou au paiement total ou partiel de la T.V.A. pour 1979 et 1980, en ayant volontairement omis de faire une déclaration de chiffre d'affaires dans les délais prescrits pour la période du 19 décembre 1980 au 31 décembre 1980.

Pour, dans les mêmes circonstances de lieu et de temps, s'être frauduleusement soustrait au paiement total de l'impôt sur le revenu de 48 au titre des années 1979 et 1980, en ayant volontairement omis de soumettre les déclarations de résultat de son activité industrielle et commerciale, ainsi que les déclarations d'ensemble de ses revenus.

Le tribunal a ordonné la publication, par extrait, dans le *Journal officiel* et le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. Le greffier.

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE  
DE PARIS

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement rendu le 12 novembre 1986, la 31<sup>e</sup> Chambre (contradictoire) du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour **TROMPERIE SUR LA NATURE, LA QUALITÉ, LA QUANTITÉ OU L'ORIGINE D'UNE MARCHANDISE**, pour avoir à Paris, le 22 octobre 1985, trompé le contractant sur les qualités substantielles de la marchandise vendue en vendant ou en mettant en vente des produits alimentaires dont la limite de consommation était dépassée, en l'espèce vingt et un produits principalement de charcuterie à la peine de DIX MILLE francs d'amende, BEN THAJER Rachid, né le 22 juillet 1956 à Djirba (Tunisie), propriétaire exploitant d'un fonds de commerce, demeurant 4, square Jean-Paul Sartre à Evry (Seine-et-Marne), en outre, ordonné aux frais de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS  
CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement en date du 6 octobre 1986 (contradictoire) la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour **tromperie sur la nature, la qualité, l'origine ou la quantité d'une marchandise**, pour avoir à Paris, contractant mai 1984, trompé le contractant sur la prestation de service fournie à l'occasion de la réparation du véhicule automobile Peugeot 304 de M. Hasboun qui avait subi un accident, en l'espèce :

1<sup>o</sup> Les opérations de redressement de la carrosserie n'avaient pas été effectuées selon les règles de l'art, d'après le rapport d'expertise ;

2<sup>o</sup> Le radiateur ainsi que l'axe avant droit n'avaient pas été changés bien que figurant sur la facture comme ayant été remplacés ;

3<sup>o</sup> Les lampes phares facturées n'étaient pas conformes au modèle équippant le véhicule.

Le sieur KHELIFA Mohamed, né le 16 septembre 1943 à Grombala, Tunisie, gérant de la SARL Garage Clinique Auto Sport, demeurant 54, rue Merlin à Paris-11<sup>e</sup>.

A la peine de 10 000 F d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde* et le *Figaro*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS  
CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement rendu le 3 novembre 1986, la 31<sup>e</sup> Chambre (contradictoire) du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour **falsification ou suppression des signes servant à identifier les marchandises, infraction à l'hygiène des animaux et des denrées animales**, pour avoir à Paris, le 22 novembre 1983 :

1<sup>o</sup> — frauduleusement masqué et supprimé les chiffres et signes apposés sur des marchandises et servant à les identifier, en l'espèce les dates limites et utilisation optionnelle portées sur cinq produits de la pêche avaient été supprimés par grattage et sciemment mis en vente ces produits ;

2<sup>o</sup> — mis en vente des produits dont la date limite de consommation était expirée, en l'espèce quatre paquets d'œufs de cabillaud.

A la peine de TROIS MOIS d'emprisonnement avec sursis pour le délit et à 4 contraventions de MILLE TROIS CENTS francs chacune (4 x 1 300) VACHER (Willy, Auguste, Paul), né le 17 octobre 1936 à Romilly-sur-Seine (Aube), poissonnier, 12, avenue de Joinville à Joinville (Val-de-Marne).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde* et le *Figaro*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS  
CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement en date du 12 novembre 1986 (contradictoire) la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour **INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ** — bâtiments et travaux publics — pour avoir à Paris, le 19 juin 1985, étant responsable d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en faisant travailler trois salariés de l'entreprise sur un échafaudage dépourvu de garde-corps et de plinthes — le sieur DEFOSSÉ Roger, Jean, Charles, Marie, né le 21 août 1926 à Rouen (Seine-Maritime), commis d'entreprise, demeurant 41, rue Dombasle, Paris XVI<sup>e</sup>, à la peine de deux mois de prison avec sursis et de DEUX MILLE francs chacune (2 x 2 000).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel* et le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS  
CONDAMNATION PÉNALE  
POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement en date du 9 octobre 1986 (contradictoire), la 11<sup>e</sup> chambre, 2<sup>e</sup> section, du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour **fraude fiscale** — omission de passation d'écritures — la dame SOULIAN Ep. CAILLE Armand, née le 11 février 1940 à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), demeurant 6, rue de Port-Samson, à La Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne), à la peine de dix mois d'emprisonnement avec sursis et à 2 000 F d'amende ; le sieur CAILLE Georges Prosper Roger, né le 14 octobre 1939 à Saint-Florent-le-Vieux (Seine-et-Marne), imprimeur, demeurant 6, rue de Port-Samson, à La Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne), à la peine de dix mois d'emprisonnement avec sursis et à 2 000 F d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais des condamnés la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, ainsi que dans les journaux *France-soir* et le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS  
CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement rendu le 3 novembre 1986, la 31<sup>e</sup> Chambre (contradictoire) du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour **falsification ou suppression des signes servant à identifier les marchandises, infraction à l'hygiène des animaux et des denrées animales**, pour avoir à Paris, le 22 novembre 1983 :

1<sup>o</sup> — frauduleusement masqué et supprimé les chiffres et signes apposés sur des marchandises et servant à les identifier, en l'espèce les dates limites et utilisation optionnelle portées sur cinq produits de la pêche avaient été supprimés par grattage et sciemment mis en vente ces produits ;

2<sup>o</sup> — mis en vente des produits dont la date limite de consommation était expirée, en l'espèce quatre paquets d'œufs de cabillaud.

A la peine de TROIS MOIS d'emprisonnement avec sursis pour le délit et à 4 contraventions de MILLE TROIS CENTS francs chacune (4 x 1 300) VACHER (Willy, Auguste, Paul), né le 17 octobre 1936 à Romilly-sur-Seine (Aube), poissonnier, 12, avenue de Joinville à Joinville (Val-de-Marne).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde* et le *Figaro*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS  
CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement rendu le 5 novembre 1986, la 31<sup>e</sup> chambre (contradictoire) du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour **INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE (BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS)** pour avoir à Paris, le 25 juin 1985, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail, relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II et III du titre III du code du travail, en faisant quatre salariés travailler à plus de trois mètres du sol sans que soient installés les dispositifs de protection prévus par les articles 1, 2 et 4 de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965, à la peine de DEUX amendes de CINQ MILLE francs chacune, BOURDON Gérard, Antoine, né le 20 février 1930 à Paris IV<sup>e</sup>, gérant de société, 124, boulevard de Valmy à Colombes (Hauts-de-Seine).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel* et le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

MÉDECINE

La lutte contre le SIDA et la vente libre des seringues

Le désaccord de Munich

BONN  
de notre correspondant

Prendant le contre-pied de la politique de prévention mise en œuvre jusqu'à présent sous la direction du ministre fédéral de la santé, le gouvernement bavarois a décidé unilatéralement d'imposer, le mercredi 25 février, toute une série de mesures contraignantes pour lutter contre le SIDA.

Les personnes se portant candidates à un poste dans la fonction publique, les détenus des établissements pénitentiaires et les étrangers non ressortissants de la CEE demandant un titre de séjour devront maintenant se soumettre à un dépistage anti-SIDA.

En outre, ce dépistage sera rendu obligatoire pour les personnes susceptibles de pouvoir transmettre le virus. Les réfractaires pourront être contraints, si besoin est, par l'emploi de la force publique, de passer un test. Cette mesure pose le difficile problème de savoir qui présente ou non un risque de contamination. Le ministre de l'intérieur du gouvernement bavarois, M. Peter Gauweiler, farouche partisan de l'enregistrement obligatoire des malades, s'est contenté de répondre que la mesure visait en premier lieu les prostituées et les drogués.

La décision des autorités de Munich intervient moins d'une semaine après l'annonce par le ministère de la justice bavarois d'une série d'informations judiciaires contre des malades soupçonnés d'avoir eu des rapports sexuels sans prendre de précaution. Un ancien soldat américain de quarante-cinq ans, dont l'identité n'a pas été révélée, se trouve actuellement sous les verrous à Nuremberg pour s'être vanté de continuer à fréquenter les prostituées et les bars d'homosexuels. Il est poursuivi

pour « tentative de blessures corporelles dangereuses ». Le ministre bavarois de la justice, M<sup>me</sup> Berghofer-Weichner, envisage même de faire poursuivre pour « meurtre » les malades qui contamineraient volontairement d'autres personnes.

La prévention du SIDA a donné lieu ces dernières semaines à des discussions orageuses entre les partis de la majorité au cours des négociations sur l'élaboration du programme du gouvernement. Les autorités fédérales, avec l'assentiment de la plupart des Länder, responsables de leurs systèmes de santé, visaient jusqu'à présent à encourager, par tous les moyens, une prise de conscience dans la population et une coopération volontaire des personnes présentant des risques particuliers.

Malgré une campagne alarmiste, et souvent totalement irresponsable de la presse populaire, notamment du *Bild Zeitung*, édité par le groupe de presse Springer, M<sup>me</sup> Rita Süsmuth, ministre fédérale de la santé (chrétienne démocrate), s'est fermement opposée aux intentions des Bavarois, qui voulaient imposer immédiatement l'enregistrement obligatoire des malades. La plupart des responsables de la lutte contre le SIDA estiment, en effet, qu'une telle mesure ne ferait qu'aggraver la situation en dissuadant les malades potentiels de s'adresser aux centres de test anonyme mis en place.

Au terme d'un compromis, il avait été décidé d'obliger les laboratoires à communiquer à l'organisme fédéral chargé de centraliser les informations sur le SIDA, les résultats de leurs analyses en indiquant l'âge, le sexe et les deux premiers numéros du code postal des personnes dont le test se révélerait positif.

HENRI DE BRESSON.

Société

Les pharmaciens invoquent la « clause de conscience »

La décision de M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, d'autoriser la vente libre des seringues (le *Monde* du 26 février) est loin de faire l'unanimité parmi les pharmaciens. Ainsi, la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, qui affirme regrouper 17 500 des 21 000 officines existantes, réclame-t-elle pour les pharmaciens le droit d'appliquer la « clause de conscience ».

Le pharmacien d'officine, au contact des clients, est aussi pharmacien de famille, rappelle cette Fédération dans un communiqué publié le 25 février. « A ce titre, il est parfois amené à refuser, pour des raisons qui relèvent de sa conscience professionnelle, la vente de certains produits ou objets ».

« Notre éthique professionnelle »

La « clause de conscience » à laquelle fait allusion la Fédération n'existe dans aucun texte officiel. « Elle fait partie simplement de notre éthique professionnelle », explique M. Yannick Marzin, président de la Fédération. Selon lui, il ne servirait à rien de suspendre les restrictions imposées par le décret de 1972. « Dans la très grande majorité des cas, la délivrance des seringues aux toxicomanes majeurs se faisait déjà sans que le pharmacien ait à

décliner son identité. Tous les pharmaciens savent cela. Mais de grâce, laissons les pharmaciens décider de la délivrance, ou non, des seringues en leur âme et conscience. Ce qui est, sans doute, souhaitable dans les milieux à risques, essentiellement les grandes villes, ne l'est pas forcément dans la France profonde. »

Il n'en reste pas moins vrai que la position des pharmaciens pourrait bien avoir des conséquences juridiques. Que se passera-t-il si un toxicomane à qui on a refusé la délivrance d'une seringue décide de porter plainte ?

F. N.

En Union soviétique

Tous les donneurs de sang subiront un test de dépistage

Le SIDA commence à inquiéter sérieusement les autorités soviétiques. Dans une interview publiée le mercredi 25 février par le *Litovskoye Gazeiro*, M. Gueorgui Khabibich, vice-ministre de la santé, indique qu'il envisage de créer un « service SIDA-téléphone » qui permettra une consultation médicale à distance et de procéder à des dépistages anonymes sur la base du volontariat ainsi que de diffuser des brochures sur ce sujet.

M. Khabibich a annoncé, d'autre part, qu'au cours des deux prochains mois un dépistage systématique du SIDA parmi les donneurs de sang allait être mis en place en Union soviétique. L'importance de ces mesures, qui font partie d'un vaste programme scientifique de recherche, de diagnostic et de prévention, associe quarante instituts, contrebalancés par les statistiques officielles qui ne font état que de treize personnes atteintes de SIDA (quatre autres patients étant considérés comme « suspects »), dont deux de nationalité étrangère.

M. P.

Cas de force majeure

Venant de Rotterdam, le pilote d'un petit avion privé avait, selon ses dires, été saisi par un pressant besoin — naturel — durant le vol qui devait le mener à Bâle. Devant l'urgence de la situation, il se posa sur l'aérodrome de Strasbourg-Polygone, qui se trouve être un aéroport « non douanier ». Pourtant, l'appareil fut contrôlé par des fonctionnaires de la douane qui découvrirent six diamants d'une valeur totale de 200 000 F. Malgré ses affirmations, le pilote, M. Heinz Peier, qui prétendait être seulement « en transit », fut poursuivi pour importation en contravention de marchandises prohibées et condamné le 24 octobre 1986 par le cour d'appel de Metz à 300 000 F d'amende.

Saisie de l'affaire, le cour de cassation a déclaré, le 9 février dernier, que les juges messins avaient eu raison en rejetant l'argument de « force majeure » invoqué. Selon la cour, il appartenait à M. Peier de démontrer qu'il ne pouvait ni prévoir ni conjurer l'événement. Or les magistrats ont estimé que la satisfaction d'un besoin naturel « était parfaitement prévisible » et que le pilote aurait dû y penser par tous les moyens, fussent-ils sommaires.

M. P.

REPÈRES

Divorce  
La deuxième fugue de Cédric

Le petit Cédric Laurent, treize ans, et son frère aîné Frank, dix-sept ans, ont fui, le mercredi 25 février, le domicile de leur mère à Odes (Hauts-Pyrénées) où en accord avec leur père, ils passaient leurs vacances scolaires, et ont regagné la maison paternelle à Fontvieille (Bouches-du-Rhône) en utilisant l'autopiste, le train et le taxi. Déjà le 31 octobre dernier Cédric s'était enfui du domicile maternel, et actuellement M. Laurent et un de ses amis, soupçonnés d'avoir organisé la fuite, sont inculpés « d'enlèvement d'enfants sans fraude ni violence ».

Espace  
Troisième report d'un lancement américain

Le lancement du satellite météorologique américain Geos-7, prévu pour le mercredi 25 février, à Cap Canaveral (Floride), a été ajourné pour la troisième fois en raison de problèmes de météo. Ce satellite de 55 millions de dollars, construit par la firme Hughes Aircraft, devrait être mis sur orbite géostationnaire — 38 000 kilomètres d'altitude — avec vingt-quatre heures de retard. Déjà son entrée en service, il doit permettre à l'Agence fédérale américaine pour l'étude des océans et de l'atmosphère (NOAA) de détecter la formation d'ouragans dans le golfe du Mexique et dans l'Atlantique.

Désintégration de Progress-27

Le vaisseau automatique de transport Progress-27, qui était amarré à la station orbitale soviétique Mir depuis le 18 janvier, s'en est détaché le lundi 23 février. Ce « cargo », qui avait permis d'acheminer quelque 2 tonnes de matériel et de combustible nécessaires à la mission que menait actuellement Youri Romanenko et Alexandre Levalkine, s'est désintégré comme prévu, mercredi 25 février, dans les couches densées de l'atmosphère.

Recherche  
M. Pierre Aigrain président du Synchrotron

M. Pierre Aigrain, ancien secrétaire d'Etat à la recherche, a été élu président du comité de direction provisoire de la source européenne de rayonnement Synchrotron, au cours d'une réunion de cet organisme qui s'est tenu, à Grenoble, les représentants des cinq pays associés à la conception de cet important outil de recherche (la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne) en ont terminé l'étude préliminaire. Ce « livre rouge » de plus de 600 pages, qui précise l'ensemble des caractéristiques du futur synchrotron, recommande notamment la construction d'une version plus puissante et donc plus coûteuse que celle qui était envisagée à l'origine du projet (le *Monde* du 12 novembre). Pour sa part, M. Pierre Aigrain souhaite qu'une convention internationale soit signée par les différents partenaires au cours de l'été prochain, afin de permettre une mise en service de la machine au début de 1993. — (Corresp.)

Egyptologie  
Des tombeaux mis au jour dans la vallée des Rois

Une équipe américaine, conduite par l'égyptologue Kenta Weeks, aurait récemment mis au jour un ensemble de tombes paraissant appartenir à plusieurs des fils de Ramsès II (1250-1224 avant Jésus-Christ) : en particulier une immense chambre funéraire d'une trentaine de mètres de côté soutenue par seize piliers. Cette découverte, annoncée par le *New York Times* du 25 février, est due à l'utilisation d'une nouvelle méthode de détection, la magnéto-métrie, et prouve que le recours par des archéologues à des techniques de pointe, contesté par certains, est payant. Les Français, puis les Japonais, l'ont démontré récemment avec la gravimétrie et la cartographie radar en mettant en évidence l'existence de chambres inconnues dans la pyramide de Khéops.

ÉDUCATION

La formation dans les entreprises  
Accord entre l'Etat et les travaux publics

Dans le sillage de rapprocher l'éducation nationale des entreprises de travaux publics, M<sup>me</sup> Nicole Catala, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, et M. Jean-Louis Girat, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) ont signé, le 19 février, un protocole d'accord.

A chaque fois que la profession constatera des besoins de formation, notamment pour les jeunes, elle pourra s'adresser aux établissements scolaires, et d'abord aux GRETA (groupements d'établissements) agréés pour l'éducation nationale la formation des adultes, en complément de sa propre filière d'apprentissage. Cela vaut pour les moins de vingt-cinq ans recrutés par le biais de la formation en alternance, avec les trois formules exécutées de charges sociales, pour la formation des titulaires en entreprise et, enfin, pour les actions d'initiative locale.

Actuellement, environ six mille jeunes ont été accueillis dans les entreprises de ce secteur pour la formation en alternance ; 15 % le sont avec des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), autant avec des contrats de qualification, et 70 % avec des contrats d'adaptation.

Dans le même esprit, un accord de collaboration a été signé le 24 février avec l'Association pour le fond d'assurance-formation des salariés des petites et moyennes entreprises (AGEFOS-PMF), prévoyant la mise à disposition des GRETA.

SPORTS

● BASKET-BALL : Coupe d'Europe. — Limoges s'est qualifié pour la finale de la Coupe Korce, le mercredi 25 février, en battant Saragossa par 104 à 91.

● TENNIS : Tournoi de Key-Biscayne (Etats-Unis) : Yannick Noah s'est qualifié pour le deuxième tour des championnats internationaux ATP de Key-Biscayne, en Floride, en s'imposant devant l'Italien Claudio Panatta 6-3, 6-7, 6-2, 6-3. Guy Forget a été éliminé par l'Autrichien Carl Linberger.

**PROMENADE CULTURELLE**  
ECS  
ENSEIGNEMENT PRIVÉ À DISTANCE  
A LA DÉCOUVERTE DU MONDE  
pour occuper vos loisirs  
apprendre et connaître...  
Beaux-arts | Musique  
Littérature | Cinéma  
Histoire | Techniques  
etc.  
Documentation gratuite sur demande  
1 rue Théard - 75005 Paris  
Tél. (1) 46 34 21 39  
ecs



## Etre ou ne pas être Fernando Pessoa

Avant les œuvres complètes de Pessoa, en préparation chez Bourgois, La Différence publie la correspondance de cet homme étrange qui affirmait ne pas écrire comme un être humain.

**P**LUS que quiconque, l'écrivain portugais Fernando Pessoa fut un autre, des autres, et même personne. Pourtant il y eut, du 13 juin 1888 au 30 novembre 1935, un homme pour répondre à ce nom, pour mener un semblant de vie sociale, pour converser avec quelques amis choisis et, à l'occasion, pour entrer en correspondance avec eux. Mais quel genre de témoins sont donc ces lettres signées « Pessoa » dans le procès en inexistence qu'il s'est intenté à lui-même ? Vient-il-elles contredire une œuvre déjà saturée de contradictions, ou bien escortent-elles simplement à leur manière courtoise et nerveuse, manique et visionnaire, le cours fébrile des poèmes improvisés dans la solitude des nuits ?

En lisant la centaine de missives et les documents autobiographiques rassemblés par José Blanco, on se trouve de nouveau jeté dans le prodigieux labyrinthe, dans le palais des glaces de Fernando Pessoa, où chaque miroir improvise un reflet qui déroute plus que de raison. Mais la singularité, ici, c'est que l'auteur accepte le rôle du guide qui détaille impasses et lignes de fuite, voire de l'explorateur qui traque en lui sa propre énigme.

Hormis son œuvre, rien ne le requiert. Car son œuvre est plus vivante que sa vie, et il la vénère

si exclusivement qu'il lui sacrifie son identité au point de susciter en lui des personnalités capables de la mieux servir encore. « J'ai mis en Caïro tout mon pouvoir de dépersonnalisation dramatique », en Ricardo Reis toute la discipline mentale, enveloppée de la musique qui lui est propre, en Alvaro de Campos toute l'émotion que je n'accorde ni à moi ni à la vie... » Dans cette célèbre lettre à Adolfo Casais Monteiro, du 13 janvier 1935, Pessoa décrit l'irruption soudaine des hétéronymes. Il montre combien il s'agit, selon la formule de Robert Bréchon, d'un « drame en personnes qui se joue non sur une scène mais dans une conscience ».

### « Dans une sorte d'extase »

« Un jour — c'était le 8 mars 1914 — je m'approchai d'une haute commode et, prenant une feuille de papier, je me mis à écrire, debout, comme je le fais chaque fois que je le peux. Et j'ai écrit trente et quelques poèmes d'affilée, dans une sorte d'extase dont je ne saurais définir la nature. Ce fut le jour triomphal de ma vie et je ne pourrais en connaître d'autres comme celui-là. Je débutai par un titre : le Gardien de troupeaux. Et ce qui suivit, ce fut l'apparition en moi de quelqu'un à qui j'ai tout de suite donné le nom d'Alberto

Fernando Pessoa  
vu par José Abel  
Manta.



Fernando Pessoa

vu par José Abel

Manta.

Caïro. Excusez l'absurdité de la phrase : mon maître avait surgi en moi. J'en eus immédiatement la sensation. A tel point que, une fois écrits ces trente et quelques poèmes, je pris une autre feuille de papier et j'écrivis, d'affilée également, les six poèmes qui constituent Pluie oblique, de Fernando Pessoa. Immédiatement et en entier... Ce fut le retour de Fernando Pessoa — Alberto Caïro à Fernando Pessoa lui seul. Ou mieux, ce fut la réaction de Fernando Pessoa contre son existence en tant qu'Alberto Caïro.

Alberto Caïro ainsi apparut, je me mis en devoir — instinctivement et subconsciemment — de lui donner des disciples. J'arrachai à son faux paganisme Ricardo Reis latent, je lui trouvai un nom que j'ajustai à sa mesure, car alors je le voyais déjà. Et soudain, dérivant en sens contraire à

Ricardo Reis, un nouvel individu surgit impétueusement. D'un jet, et à la machine à écrire, sans interruption ni correction, jaillit l'Ode triomphale d'Alvaro de Campos — l'ode qui porte ce titre et l'homme avec le nom qu'il a.

J'ai alors créé une coterie inexistante. J'ai donné à tout cela l'apparence de la réalité. J'ai gradué les influences, connu les amitiés, entendu en moi les discussions et les divergences d'opinion, et dans tout cela, il me semble que c'est moi, le créateur de tout, qui fus le moins présent.

Ce texte fondamental pour la connaissance de Pessoa apparaît comme le message ultime, délivré dix mois avant sa mort, qui ordonne et harmonise les aveux éparpillés au fil des correspondances.

ANDRÉ VELTER.  
(Lire la suite page 16.)

## Traven, la fureur de s'effacer

On lui connaît une trentaine de patronymes. Un de ses livres, le Trésor de la Sierra Madre, est célèbre grâce au cinéma. Quatre titres, en « 10/18 », vont permettre aux Français, qui l'ont boudé jusqu'ici, de le découvrir.

**E**NTRE 1951 et 1955, à l'initiative de Manès Sperber, les éditions Calmann-Lévy ont publié quatre romans d'un certain B. Traven. Parmi ces quatre titres, l'un au moins était déjà célèbre : le Trésor de la Sierra Madre, qui avait été adapté au cinéma par John Huston, avec Humphrey Bogart dans le rôle principal.

La publication n'eut pourtant aucun succès. A la différence des lecteurs allemands, américains, ou mexicains, les Français demeurèrent étrangement insensibles à ces livres d'aventures et de dénonciation sociale, d'humour noir et de révolte. On oublia Traven comme s'il n'avait jamais existé. Lui qui écrivait que « la biographie d'un créateur n'a absolument aucune importance. Si l'auteur ne peut être identifié par son œuvre, c'est que celle-ci comme lui-même ne valent rien » se trouvait rejeté dans la cohorte des sans-nom et des sans-visage.

Le voici aujourd'hui réédité, et il est à craindre que ce qu'il redoutait le plus ne se réalise : qu'on parle désormais beaucoup de Traven et qu'on néglige de le lire ; ce qui serait bien dommage. Mais de ce malentendu, il serait également responsable : son souci de ne pas apparaître a fait de Traven une énigme qui dépasse en étrangeté et en mystère, en interrogations et en interprétations, en anecdotes et en rebondissements bien des feuilletons.

Celui qui signait certains de ses romans Traven a en effet passé le plus clair des quatre-vingt-sept années de sa vie à brouiller les pistes de son passé et de son identité. Il a utilisé pour cela une bonne trentaine de patronymes repérés, se présentant selon ses interlocuteurs comme allemand, lituanien, hollandais, américain, mexicain. Un jour agent littéraire, le lendemain matelot, un autre jour comédien ou fermier, explorateur ou bootlegger.

Pendant le tournage du Trésor de la Sierra Madre, Huston et ses techniciens rencontraient tous les jours un petit homme assez neutre qui disait s'appeler Hal Croves et qui avait été embauché comme

« conseiller technique » par la production, sans que jamais qui que ce soit lui demande un conseil et sans que lui-même se permette d'en avancer un seul. Croves était évidemment un des avatars de Traven, venu, en curieux, voir ce que le cinéma faisait de son livre.

### Brouiller les pistes

Les éditeurs de Traven n'étaient guère plus susceptibles de savoir qui il était. Le romancier, d'après ce que nous savons maintenant, écrivait ses livres en allemand et les adressait par courrier à son éditeur de Berlin. Mais pour brouiller encore les pistes, il les traduisait ou les faisait traduire en anglais ou en espagnol avant qu'ils ne parviennent sur les tables des éditeurs de Mexico ou de New-York. Ceux-ci renvoyaient des chèques, souvent importants — les Traven touchaient un public considérable, — à des adresses postales mexicaines ou à des agents qui n'étaient parfois, sous un nom d'emprunt, que Traven lui-même.

Les rumeurs les plus folles coururent sur ce romancier aussi célèbre qu'inconnu. On affirme qu'il s'agirait d'Ambrose Bierce, qui n'aurait pas disparu pendant la révolution mexicaine et qui poursuivrait ainsi dans la clandestinité son œuvre littéraire, à l'abri des vengeances politiques. D'autres crurent prouver qu'il s'agissait de Jack London — ce que certains aspects de l'œuvre, sinon le style, rendaient en effet vraisemblable ; on parla d'un fils naturel de l'empereur Guillaume II, du président mexicain Adolfo Lopez Mateos — les partisans de cette thèse repèrent comme une preuve l'hommage national que le Mexique rendit à Traven lorsque celui-ci mourut, sous le nom de Torsvan, à Mexico le 26 mars 1969 et que ses cendres furent dispersées d'un avion au-dessus des forêts du Chiapas.

Aujourd'hui, après des années d'enquêtes multiples et minutieuses, le mystère de l'identité du romancier est éclairci.

PIERRE LEPAPE.  
(Lire la suite page 13.)

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

L'Ami lointain  
Le Voyage d'automne, de Claude Roy

## Le grand repos d'un autre moi

**M**OI JE : ainsi Claude Roy a-t-il titré une des autobiographies les plus abouties des vingt dernières années. Ce « moi », qu'il a écrit, semble-t-il, que pour le fuir. Léone et les siens, qui réédite « Folio », rêvait d'été. Dans les poèmes du Voyage d'automne, parus ces jours-ci, Roy nous parle de fusion avec la terre de sa campagne, le « Haut Bout », avec le chant des oiseaux. Tout, plutôt que rester soi, que n'être que soi ! Un des poèmes le dit en clair : l'auteur imagine qu'à force de mensionner le dormait peut-être le grand repos d'un autre moi ». Illusion, bien sûr : seule la mort, il le sait, peut rompre les liens d'un moi à soi trop uni.

L'Ami lointain romances cette brouille fondamentale, et la tourne en question : peut-on admirer quelqu'un d'autre, du fond de son être, sans s'humilier soi-même ?

**L**e narrateur, Etienne, en doute, au moment d'évoquer son ami Stefan Stein. Qu'aura-t-il pesé sur terre, lui Etienne, le petit agriculteur de l'Angoumois, face à cet intellectuel juif exilé en France puis en Argentine ? Si peu de chose !

Il est des temps où l'on s'en veut d'avoir une vie sans histoires. C'est le cas d'Etienne, avant la guerre. Son enfance est pleine de faits banals sur les plages atlantiques, de photos heureuses sur lesquelles on dirait qu'il ne pleuvait jamais. Une piquante jeune fille a fait battre son cœur, avant de faire carrière sans lui dans la fantaisie et l'alcool. Etienne restera vieux garçon, et ne bougera pas des terres paternelles. Enraciné et pas fier de l'être, écrivain rentré, résistant méconnu...

A côté de ces petits bonheurs casaniers, Stefan Stein respire de tout le malheur d'un destin meurtri. Son père ornithologue a dû fuir les persécutions nazies. Lui-même a senti sur lui le mufle de la bête immonde, un jour qu'il pêchait la truite en Bavière. Un petit juif n'avait pas le droit de lancer l'hameçon dans une rivière allemande ; telle était la loi nouvelle, brailée sur les stades par le Führer, et reprise par les patrouilles à vélo, bientôt à travers toute l'Europe.

On peut donc envier un petit persécuté, s'en vouloir à soi de connaître un sort plus doux, plus ordinaire ? Etienne, oui, l'avoue.

**A**PRÈS des études dans la bohème du quartier Latin, Stefan a pu émigrer de justesse à Buenos-Aires, en 1939 : il est devenu avocat. Il a épousé une Américaine, très belle. Il a eu une fille, le portrait de sa mère. Il a écrit des ouvrages mondialement remarqués sur l'histoire du droit. Il a mis en théorie l'aveuglement plus ou moins volontaire des hommes devant la montée des périls et des monstruosités. Etienne admire le penseur, de même qu'il a envié le proscrit.

Le peu qu'ils se voient, car ils se rencontrent assez peu, finalement, Stefan ironise sur l'estime excessive d'Etienne. Il lui reproche ouvertement son aplatissement, un « humour masochiste » et un « angélisme naïf ». S'en vouloir de survivre : a-t-on idée ! Aucun amour, a fortiori aucune amitié, n'exige de s'annuler à ce point devant l'autre.

Etienne en rajoute dans la détestation de soi. Il ne lui a pas seulement manqué d'être éprouvé afin de se connaître dans le haine, dans la riposte. Il a pris goût à revendiquer son néant. Tout lui est occasion d'humilité louche. Faut-il qu'on l'ait mal aimé pour qu'il croie s'attirer, par sa honte, un surcroît d'affection !

**A**PRÈS un parfait bonheur, Stefan connaît de nouveaux désastres. Sa femme meurt. Une maladie de cœur l'oblige au repos. Le coup d'Etat de 1976 l'empêche de rentrer en Argentine. Il tente de revenir pour plaider en faveur des opposants martyrisés. La junta le fait arrêter et exécuter. La boucle est bouclée : il sera mort sous le regard des mêmes brutes épaisses qui lui ont appris, enfant, à ne pas pêcher la truite.

Du moins aura-t-il redressé la tête, servi une cause, sauvé des vies, mûri des réflexions... Etienne, le narrateur, ne pourra pas en dire autant. Après la mort de Stefan, il reprend la rumination nocturne de sa nullité. C'est son frère, normalien, qui a pris toute l'intelligence de la famille. Lui n'aura rien vécu ni rien conçu qui vaille. Il n'aura fait que « marmotiner des pensées chétives ». Si on l'a poussé à écrire, c'était par pitié et sans conviction. Il s'est agité pour rien.

(Lire la suite page 13.)

JEAN-PIERRE OTTE

LE  
RAVISEMENT

roman

Une envoûtante histoire  
d'amour sur le Causse

ROBERT LAFFONT

هكذا من الالحاح



# A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## LANGAGE

### Parlez l'anglais chic !

La langue anglaise peut désormais être divisée en deux catégories : le « BCBG » et le « non-BCBG », grâce à Patrick Lindsay Bowles. Dans son livre *Anglais chic anglais choc*, il part du principe qu'en anglais, « dès que vous ouvrez la bouche, vous vous déclarez comme appartenant, ou non, à la « upper class ». Chaque année, quatre millions de Français vont en Angleterre et quatre cent mille aux États-Unis. Bowles voudrait que ces Français soient « franco-anglophones », BCBG de préférence. Son livre est un guide pour apprendre l'anglais « U », du fameux « upper class ».

Si vous dites « home » au lieu de « house », ou « Pops » au lieu de « Daddy », vous vous révélez comme un non-BCBG. La « classe » n'est donnée ni par l'argent ni par la carrière, comme le démontre — selon Bowles — le cas de John Fitzgerald Kennedy : il a été, « par son allure et sa fortune, élevé dans l'imaginaire populaire au rang de gentleman. La « upper class », même si elle comptait beaucoup de ses supporters, n'y a jamais cru. S'il ne fallait apporter qu'une seule preuve, le « the guy has no class » (« ce type n'a aucune classe ») qui lui échappa un jour à propos d'un adversaire est irrefutable ».

Seuls les vrais membres de la classe « U », comme les personnages de la famille royale d'Angleterre, ont le droit de jouer avec la langue, en utilisant certains termes non-BCBG. Le duc de Windsor, par exemple, aimait à employer des expressions de cow-boy. Aujourd'hui la princesse de Galles, s'amuse à dire « Yuk » et « Yukko ».

(« Beurk »), définitivement non-BCBG.

Bowles est l'incarnation du personnage BCBG qu'il décrit. Il est Américain, mais avec des origines anglaises et un diplôme d'Oxford. Son accent, qu'il décrit comme « Mid Atlantic » — « un mélange entre l'américain Hollywood et l'anglais upper class » — est plutôt « du côté de la Manche ». Bowles reconnaît que les gens qui parlent un anglais parfaitement BCBG représentent, en Grande-Bretagne, moins de 3 % de la population, ne dirigent plus le monde, mais ont gardé un certain prestige « social ». Leur rôle pour l'avenir doit être, affirme Bowles, de perpétuer leur langue. Il leur apporte sa contribution avec *Anglais chic, anglais choc*, guide de langage plutôt drôle et pratique pour le Français qui cherche à se faire accepter dans le milieu BCBG. Mais il serait tout de même un peu triste de le prendre trop au sérieux, et de ne vouloir parler que le « BCBG »...

MARIA D. SHEENAN.

★ ANGLAIS CHIC, ANGLAIS CHOC, de Patrick Lindsay Bowles, Flammarion, 180 p., 70 F.

## RELIGIONS

### Le pape

#### en représentation

Le Pape pèlerin, tel est le titre d'un superbe ouvrage consacré par l'académicien Alain Decaux et le photographe François Lochon aux voyages effectués par Jean-Paul II depuis son accession au trône de saint Pierre, en octobre 1978 : soixante-sept pays visités à ce jour.

Alain Decaux est croyant. « Pèlerin de gauche », comme il se définit lui-même, il est aussi un sceptique qui aime à voir les choses à la première personne. Il a donc intégralement suivi le voyage de Karol Wojtyła en Colombie et dans l'île caribéenne de Sainte-Lucie en juillet 1986. C'est de cette expérience que le récit tire sa chaleur. S'y ajoutant naturellement la rigueur de la documentation de l'historien et le sens didactique bien connu de cet homme de radio et de télévision.

François Lochon, lui, a suivi tous les voyages du pape comme photographe de l'agence Gamma. Il a rapporté de ses pérégrinations cinquante mille clichés.

Du pays le plus difficile, le Nicaragua, au plus chaleureux, le Pologne, bien sûr, en passant par le plus enthousiaste, le Mexique, son premier objectif en janvier 1979 ; de la tribune de l'ONU aux visites à Auschwitz et Hiroshima ; sur fond de montagne suisse ou guatémaltèque ou devant la tour Eiffel ou les remparts de Cuzco ; dans les frimas japonais, sous la pluie philippine ou par les touffes nigériennes ; l'objectif de François Lochon a véritablement saisi la dimension planétaire du « premier pape slave de l'histoire ».

Trop c'est trop ? Oui, si rien dans le personnage de Jean-Paul II n'est a priori attrayant pour l'éventuel lecteur. Sinon l'humour et le sens esthétique du photographe, joints à l'humanité et au très perceptible goût médiatique du modèle, emportent la conviction.

JEAN-PIERRE CLERC.

★ LE PAPE PÉLERIN, album avec un texte d'Alain Decaux et des photographies de François Lochon, Perrin, 220 F.

## DERNIÈRES LIVRAISONS

### BIOGRAPHIES

★ MARIE-LOUISE ROTH : *Robert Musil. L'homme au double regard*. Une présentation synthétique de Musil et de son œuvre. L'auteur, en collaboration avec plusieurs spécialistes de l'écrivain, a tenté une approche diversifiée qui constitue une bonne introduction à l'œuvre musilienne. (Balland, 350 p., 139 F.)

★ MICHEL TODA : *Henri Massis, un témoin de la droite intellectuelle*. L'auteur de la *Défense de l'Occident* aurait eu cent ans en 1986. Henri Massis tenta de réconcilier la pensée de son maître Charles Maurras et le catholicisme romain. Intellectuel engagé, académicien, animateur de revues et critique littéraire, Massis est mort en avril 1970. (La Table Ronde, 390 p., 169 F.)

### ESSAIS

★ OUVRAGE COLLECTIF : *Les Cahiers de Choubramtant* consacrent, dans leur dernière livraison (215 pages), un cahier spécial de sept articles au romancier francophone égyptien Albert Camus, né en 1913 et établi à Paris depuis 1945. (40 F le numéro franco, Éditions Champollion, 31-A, rue Champollion, Le Caire, et Librairie Samuëlien, 51, rue Monsieur-le-Prince 75006 Paris.)

★ PASCALINE MOURIER-CASILE : *De la chimère à la merveille*. L'auteur, responsable du Centre de recherches sur le surréalisme, analyse les liens visibles ou non qui existent entre « l'imaginaire fin de siècle » et « l'imaginaire surréaliste » pour les faire apparaître comme « étrangeté harmoniques ». Aller directement au livre sans passer par l'utile et jargonnant quinquisme de couverture... (L'Age d'homme, Bibliothèque Méliane, 302 p.)

### HISTOIRE

★ LEONARD SHAPIRO : *Les Révolutions russes de 1917*. Un des grands spécialistes de l'histoire de la Russie analyse les événements de 1917 et le système mis en place par les bolcheviks jusqu'à la mort de Lénine en 1924. Préfacé par Hélène Carrère d'Encausse. Traduit de l'anglais par Anne Krief. (Flammarion, 330 p., 125 F.)

### LETTRES ÉTRANGÈRES

★ RACHID BOUDJEDRA : *la Pluie*. Une jeune femme, prise entre sa famille et une société algérienne hostile, se raconte, remonte vers son enfance en six nuits qui scandent un récit haletant, contradictoire... Traduit de l'arabe par Antoine Moussali en collaboration avec l'auteur. (Denoël, 150 p., 68 F.)

★ OUVRAGE COLLECTIF : *Anthologie de la poésie tchèque et slovaque*. Exceptés Jaroslav Seifert, Vítězslav Nezval ou Vladimír Holan, la poésie tchèque et plus encore la poésie slovaque sont très peu connues du public français. Cette entreprise, à laquelle de nombreux traducteurs ont participé, comble un vide certain. (Messeidor/UNESCO, 418 p., 120 F.)

★ ADOLF RUDNICKI : *le Compagnon de route*. Dostoïevski accompagne l'écrivain polonais dans ses pérégrinations et ses réflexions. L'éditeur précise que ce livre « n'a jamais paru en Pologne, sinon dans une édition clandestine ». Traduit du polonais par Elisabeth Destree-Van Wilder. (Actes Sud, 230 p., 89 F.)

### LITTÉRATURE

★ PÉTRUS BOREL : *Madame Putiphar*. Dans l'épilogue de son roman noir, publié en 1839, Borel écrivait : « Les infortunes si réelles et si grandes que ma plume ou plutôt que mon cœur s'est plu à consigner longuement dans ces pages ne sont rien au prix des aventures et des malheurs presque romanesques qui ont traversé cette œuvre tout au long de sa carrière ; ce serait une chose curieuse à faire que la biographie de ce livre. » Préfacé et annoté par Jean-Luc Steinmetz. (Le Chemin vert, 408 p., 127 F.)

### RELIGIONS

★ ENNO FLORIS : *Spes le Christ, Jésus*. A partir de l'étude des Évangiles, l'auteur de ce livre, de confession protestante, tente de séparer la figure historique de Jésus et la figure théologique du Christ. (Flammarion, 321 p., 120 F.)

## « Folio » et les archives du présent

Le chronologue a la passion de l'exactitude. Il traque l'imprécision, qui a la gravité d'un mensonge. L'ordre du temps découpé en fines unités lui est une religion.

Edouard Masurat, en vrai archiviste du présent, publie chaque mois dans le *Monde* une chronologie des principaux événements français et étrangers du mois précédent dans laquelle peut s'exercer sa passion, — mieux son obsession, — de l'exactitude. On mesurera le caractère indispensable de cette chronologie au pillage dont elle est victime de la part des éditeurs de journaux et d'annuaires économiques ou politiques.

On ne peut, dans ces colonnes, que féliciter l'éditeur — Gallimard — qui a pris l'initiative d'élever cette entreprise à la dignité d'un livre, dans la collection « Folio-actuel ». Pour l'occasion, l'auteur s'enrichi son ouvrage d'index — non seulement par lieux et noms, mais aussi par thèmes — qui en améliorent notablement l'usage. André Fontaine a signé la préface de ce livre, véritable vademecum de la « fièvreuse année » 1986.

Il est heureux que la sortie du premier volume d'une série qui

serait désormais annuelle corresponde à l'anniversaire de la collection qui l'accueille. En quinze ans d'existence, en plus de cinq cents auteurs et quel que cent millions d'exemplaires vendus, « Folio » s'est imposé avec force sur le marché du livre au format de poche. Avec cette nouveauté et quatre cents réimpressions par an, « Folio » fait preuve d'une vitalité certaine, encore confirmée par la création en 1986 de trois nouvelles séries d'ouvrages de non-fiction : « histoire », « essai » et « actuel ».

La série dernière-née : les grands textes de la littérature policière. Goodie, Hammett, Himes... font ainsi leur entrée en « Folio », sous couvertures contrastées, stylisation des affiches des vieux films noirs américains. Enfin, derrière une reproduction de Matissse, une superbe catalogue, lisible et complet, vient donner à cet anniversaire un agréable air de fête.

P. K.

★ L'ANNÉE 1986 DANS LE MONDE, d'Edouard Masurat, préface d'André Fontaine, 238 p., 24 F.

## BANDES DESSINÉES

### Dunes, forêts, prairies...



Unanimement célébré, le talent d'enlumineur de René Hausman faisait jusqu'ici le désespoir des bibliophiles. Quel ? Avec cet or dans les doigts, Hausman fréquenterait jusqu'au bout le BD en désistant, sans produire d'un album cohérent ? Les voici soulagés : avec la *Forteresse de pierre* (dont le scénario est signé d'un « Dubois » laconique), Hausman comble toutes les espérances que l'on fonde sur lui. Ce premier volume des aventures de Lailya la sauvageonne fait penser tantôt à la *Belle et la Bête*, tantôt au *Livre de la jungle*. Mais, pour conventionnel qu'il soit, le récit a pour mérite d'appeler des images fortes et « inspirées ». Étonnantes, ces orgueilleuses forteresses qui se dressent, aveugles, au-dessus de forêts impénétrables. Magiques, ces effets de flou, ces entrailles végétales, ces trouées de lumière. Émerveillantes enfin, les moues innocentes, coquettes ou apeurées de Lailya, dont la robuste beauté s'accroche à tous les canons reconnus. LA FORTERESSE DE PIERRE, de Hausman et Dubois, Ed. Dupuis, 48 pages couleurs, 49 F.)

ite 16 », les infamies met le comble à cette débauche. Le récit y est si retenu qu'il s'évanouit, les protagonistes si diaphanes qu'ils en deviennent interchangeables. On retrouve, inchangées, les qualités esthétiques d'un dessinateur inventif et délicat, sa maîtrise de l'acquerelle et ses mises en pages kaléidoscopiques. Mais comme l'on voudrait que cette dépense d'art ne fût pas aussi vaine. (LES INFERNETS, de Michel Crespin, Les Humanoïdes associées, 44 pages, couleurs et noir et blanc, 55 F.)

Le sentiment de dilution ne s'impose pas moins à la lecture d'*Un été indien*, l'album de Pratt et Manera primé à Angoulême. Fatah-il cent quarante-quatre planches pour raconter cette histoire exemplairement indienne qui s'étend en poses hollywoodiennes et contorsions maniéristes ? Hommage à la littérature américaine, *Un été indien* conte l'affrontement sanglant entre un village de puritains (nous sommes au dix-neuvième siècle) et une tribu d'Indiens surexcités par l'assassinat de deux de leurs. Au centre du conflit, la famille Lewis, incestueuse et maudite, dont les membres seront tués ou dispersés et la maison réduite en cendres. Ce n'est pas le meilleur scénario d'Hugo Pratt, et il aurait fallu beaucoup de folie et de mesure dans les dessins pour emporter notre conviction. Le choix de Milo Manera, artiste académicien et froid, au trait décoratif, mi-démonstratif, aux couleurs fades et stériles, est un contresens. Il ne manque pas un grain aux dunes, pas un épi aux champs de maïs, et pourtant ces images sont vides, car exemptes d'émotion. (UN ÉTÉ INDIEN, de Pratt et Manera, Ed. Castelman, 144 planches couleurs, 120 F.)

Chez le même éditeur, les *Carnets d'Orient* de Jacques Fernandez sont une invitation au rêve plus convaincante. L'auteur nous entraîne sur les traces d'un jeune peintre français, Joseph Constant, qui débarque à Alger en 1836, six ans après la prise de la ville. D'abord ébloui par ce pays de couleurs et de lumière (auquel le talent

de Fernandez, jamais si bien employé, restitue toute sa séduction), il est bientôt écœuré par la brutalité des occupants comme par le cruauté des indigènes. Disposé à reporter, il sera retenu par le regard d'une jeune beauté arabe dans un harem. Pour les beaux yeux de cette Djemilte, le voilà qui apprend l'arabe et fait mine de se convertir à l'islam. Mais leur amour ne pourra s'accomplir dans un pays qui ravage la guerre sainte. Le mariage s'évanouit devant Joseph, homme désormais soigné pour lequel il n'est plus de bonheur possible, ni en Europe ni en Afrique.

En même temps qu'il déroule une fiction, l'album de Fernandez (qui n'est pas sans évoquer parfois le *Chariot de Foucauld* de Jigé) consigne une double page d'histoire. Histoire militaire : Joseph accompagne les zouaves dans leur expédition contre Constantine — et histoire de l'art. L'ouvrage est d'ailleurs ingénieusement ponctué de pages extraites du carnet de notes et de croquis attribués au héros, auquel on ne serait pas en peine de trouver plusieurs modèles plausibles. (CARNETS D'ORIENT, de Jacques Fernandez, Ed. Castelman, coll. « Studio (A suivi) », 46 pl. coul., 68 F.)

Les nombreux peintres « orientalistes » qui visitèrent le Maghreb au dix-neuvième siècle furent, sans le savoir, d'authentiques reporters. Leurs toiles constituent aujourd'hui de précieux documents sur une réalité disparue. Voici qu'à son tour le dessinateur Jano, longtemps inspiré par la banlieue chère à son héros Kabra, s'affirme comme un adepte du « journalisme graphique » avec un superbe recueil d'illustrations dont le titre, *Carnet d'Afrique*, fait précisément écho à l'album de Fernandez. Ces planches où l'observation aiguë se dispute à un humour discret ont été réalisées après trois séjours en Afrique noire. Elles dressent un portrait lucide, complexe et chaleureux de populations écartées entre deux cultures contradictoires, et qui semblent ici sourire de leur infortune. (CARNET D'AFRIQUE, de Jano, Ed. Carton, Lyon, 85 F.)

THIERRY GROENSTEEN.

## EN BREF

★ A L'OCCASION DE LA PARUTION d'un volume d'œuvres de Robert Desnos consacré à la musique, les éditions du Petit Véhicule et la Maison de la poésie de Nantes organisent, le jeudi 5 mars, des lectures aux œuvres du poète : y participeront Lucienne Cantaloube-Ferrière, Marie-Claire Dumas, Colette Guedj, Michel Murat, Jean-Luc Steinmetz et André Verdet. Une exposition consacrée à l'œuvre picturale de Desnos ouvrira ses portes le 4 mars à 18 heures. Pour toute information complémentaire, téléphoner au (16) 40-29-07-82, à Nantes.

★ LE PREMIER PRIX MANNESMANN-TALLY, destiné à récompenser un ouvrage d'information mettant en scène l'outil informatique, a été attribué à l'écrivain américain Kevin O'Donnell pour son livre *ORA: CLE* (Robert Laffont).

★ LE PRIX LITTÉRAIRE, Canada-communauté française de Belgique 1985, a été attribué à l'écrivain belge Eugène Savitzkaya pour l'ensemble de son œuvre.

★ UNE REPRÉSENTATION du spectacle audiovisuel et poétique, *le Fou et le Créateur*, sur un texte et des photographies de Daniel Pons, aura lieu le 5 mars, à 17 heures, à l'auditorium de la Bibliothèque

nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne.

★ Dans le cadre de l'ANNÉE PAUL FÉVAL, le centre d'histoire et d'analyse des textes de l'université de Haute-Bretagne, à Rennes, organise un colloque sur le thème : « Paul Féval et le roman ». Il se tiendra du 10 au 12 septembre à Rennes. Tous les titres et les projets de communications peuvent être adressés dès maintenant au C.H.A.T., E.Guillon, Ph.Hamon et M.Simonin, université de Rennes, 2-6 avenue Gaston-Berger, 35043 Rennes.

★ La Fondation Fernando Nieto a décerné le SIXIÈME PRIX MONDIAL DE POÉSIE MYSTIQUE au poète espagnol José García Nieto pour son œuvre *Letras a la mar*.

★ L'Association des écrivains de langue française (ADELF) a partagé le 12<sup>e</sup> JOUR DES MASCARIGNES, DES SEYCHELLES ET DES COMORES entre le Réunionnais Jean-François Sam-Long pour *Madame Desbassayns* (éditions Jacaranda) et le Comorien Mohamed A.Tolhari pour la *République des Imberbes* (éditions L'Harmattan). Un prix hors concours est allé à Marguerite-Hélène Mahé pour *Sortilèges créoles* (La Nouvelle Imprimerie d'Anjou).

## Présence de Louis Massignon

### Hommages et témoignages

Textes réunis à l'occasion du Centenaire de Louis Massignon

16 x 24, 304 pages, 8 illustrations hors-texte, 1 frontispice 150 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75003 Paris • Tél. 43 53 32 70

## Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris

Tél. : 48.67.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



## ● ROMANS

## L'exilé d'Alain Dugrand

CHARLES LAVERGNE est parti de chez lui, on ne sait trop pourquoi. Au Mexique, il vit « au cœur du monde en spectacle ». Il a appris à ne rien faire, à se soumettre au temps donné, à regarder les limoniers et les bambous, dans la maisonnette blanche et bleue de Yacapan. Au bout de l'aller simple « sans ambitions particulières » qu'il s'est offert, il ne semble y avoir aucune aventure, à peine est-on troublé par l'ombre immense du volcan, par le souvenir du tremblement de terre, par les apparitions de la belle Renata, par les fastes du marché de Yacapan, ses bruits, ses bariages, ses comptoirs, ses couleurs.

Ainsi l'exil volontaire serait une, ou la seule, manière de cultiver son jardin comme le préconisait Voltaire, une manière de se mettre hors jeu, en coupant au ciseau l'herbe rase de sa pelouse, aux feuilles trop grasses pour la tondue, « ému comme un naufragé » devant une fleur.

L'éloge de cette retraite est réussi et émouvant : le livre d'Alain Dugrand sonne juste, et ses personnages ont leur juste épaisseur. Don Pablo le jardinier, ou Machel le Néerlandais, un monde. Une densité romanesque que vient troubler comme le ferait une fausse note, l'irruption d'une intrigue. Le narrateur est attaché à sa

douce habitude par une étrange proposition : aller à la recherche d'un ancien collègue, un certain André Berthou, qui vit exilé lui aussi, depuis la Libération. Au début, cette mission dégoûte assez Lavergne, puis il se prend au jeu. Après une courte escale dans la riche et répugnante haute société du PRI — le parti au pouvoir — il retrouve Berthou dans la presqu'île de Merida, sur la côte caribéenne, c'était couru, ils sympathisent. Dans l'attente, un sens commun de la beauté classique, dans l'orgueil partagé de ne réaliser aucun rêve, dans une commune absence d'affection.

Cela donne lieu à quelques images fortes, celles des Tropiques, qui dégradent tout, celles de ce vieux homme borgne, aux manières semblables à celles de Lavergne. Il y a aussi une histoire de costume, de ces histoires qui deviennent des légendes dans les familles. Mais Alain Dugrand n'est pas dégoûté par ses assez déçus pour que son récit soit convaincant. Il donne trop l'impression de vouloir tirer la morale de son histoire. Sans vouloir tout à fait pousser les comparaisons, on le ferait cependant.

GENEVÈVE BRISAC.

★ UNE CERTAINE SYMPATHIE, d'Alain Dugrand, éditions Lattès, 177 p., 82 F.

## Une vie et une vallée perdues

Le second roman de Marie Redonnet : un hameau égaré pour une enfance engloutie. A lire absolument.

MARIE REDONNET, après *Splendid Hôtel Valley*, un « sans faute ». On n'est pas près d'oublier ces quelques semaines dans la vie d'une jeune fille de seize ans, la narratrice, qui ne dit pas son nom. En douze chapitres courts, elle déroule son existence minuscule dans son hameau perdu « au bout du monde » à

Forever Valley, « la vallée d'en haut », à l'abandon. Tout d'abord, intrigue et fascine dans cette vie minable, entre le presbytère et l'ancienne mairie-école, devenue dancing depuis que toute activité — ou presque — a cessé à Forever Valley, pour émigrer « dans la vallée d'en bas ».

D'où vient-elle cette petite fille qui, à seize ans, n'est « pas encore

formée » ? On ne sait pas. Elle est élevée par « le Père », curé sans paroisse, replié dans son presbytère, près de « sa » chapelle désaffectée et en ruine. Le Père a bien essayé de lui apprendre à lire. Rien à faire. Tous les jours, elle regarde en vain « école » et « mairie » sur le fronton de la maison d'en face. Mais ça ne lui « manque pas », puisqu'elle n'a pas envie de quitter Forever Valley : « Dans la vallée d'en bas, il y a beaucoup trop de trafic à cause du poste de douane. La frontière est juste au bout de la vallée d'en bas. Au bout de Forever Valley, il n'y a rien, il n'y a que les montagnes ».

Le seul mot qu'elle arrive à lire, c'est « dancing », « un mot facile à lire », dit-elle. Le dancing, c'est Massi, la veuve de l'ancien maire, qui le tient. Il n'est ouvert que le samedi soir. Puisqu'elle a seize ans, la petite va y travailler. Après le Père, Massi doit parfaire son « éducation ». L'héroïne s'occupera des douaniers, laissant les bergers aux filles de la laiterie, qui montent le samedi soir pour arrondir leurs fins de mois. Avec elle les hommes paieront le prix fort, puisqu'ils « n'auront pas de

précautions à prendre » (elle n'est « pas formée »).

Parallèlement à ses débuts au dancing, elle met à exécution son « projet personnel » : creuser le jardin du presbytère, qui devait être un cimetière, pour retrouver les morts. De morts, point. Mais, à partir de là, tout commence de se dégrader à Forever Valley, et le lecteur est comme happé, envoûté par ce glissement accéléré, inexorable, si bien rendu par le récit simplifié de la narratrice, ses phrases courtes, précises, informatives, volontairement dépourvues d'émotion.

## Un malheur jamais nommé

On reste haletant devant cette montée d'une angoisse jamais affirmée, d'un malheur jamais nommé, d'une destruction sans appel : la mort du Père, la fermeture du dancing, la mort du jeune douanier qui avait promis de vivre au presbytère, et enfin l'immersion de Forever Valley pour la construction du barrage qui permettra l'électrification de la vallée d'en bas. Massi va à l'hospice d'en bas. La petite va aussi « en bas », et la vie, ou l'absence de vie, continue. « Je n'ai plus seize ans », dit-elle à la fin. Mais je ne suis toujours pas formée. Massi dit que maintenant c'est trop tard, je ne le serai jamais. Elle n'invente rien pour rendre la vie supportable, elle subit, et conclut : « Je n'aime pas la vallée d'en bas non plus, ni le barrage de Forever Valley avec ses montagnes qui se reflètent dans l'eau et le col qu'on aperçoit tout au fond, là où se cache l'ancien hameau de Forever Valley ».

Son enfance engloutie, elle ne joue pas, comme tous les autres, à l'oublier, elle regarde. Ailleurs, à la ville où sont partis les douaniers, on feint de ne pas voir, on s'invente des idées pour ne pas affronter les vallées submergées et les enfances perdues. On a peur. Comme on a peur en refermant le livre de Marie Redonnet. Pour de la nudité de la vie, pour de la lucidité, pour du souvenir de cette petite histoire, de cette violente parabole que l'on gardera longtemps en soi.

JOSEPH SAVIGNEAU.

★ FOREVER VALLEY, de Marie Redonnet, Éditions de Minuit, 126 p., 49 F.

(1) Éditions de Minuit.

## Traven, la fureur de s'effacer

(Suite de la page 11.)

Un journaliste britannique, Will Wyatt, dans un ouvrage qui se lit lui-même comme la plus tormenteuse des enquêtes policières, a démontré (*The Secret of the Sierra Madre*, Doubleday, 1980) que l'auteur de *La Révolte des perdus* se nommait Hermann Albert Otto Max Feige, né le 23 février 1882 à Schweibitz, un village de Prusse orientale situé aujourd'hui en territoire polonais. Premier incident d'identité : l'enfant étant né quelques semaines avant le mariage de ses parents, il fut d'abord déclaré à la mairie sous le nom de sa mère, Wienecke.

Savoir dire le nom de Traven ne résout qu'une mince part de l'obscurité qui l'entoure. On sait encore que, dans sa jeunesse, il fut comédien, sous le nom de Ret Marut, et qu'il publia sous ce pseudonyme, à partir de 1917, une feuille anarchiste, *Der Ziegelbrenner*. En 1919, Feige participe activement du côté des révolutionnaires à la République des conseils. C'est probablement pour échapper au sort de Rosa Luxemburg et de ses camarades qu'il s'enfuit d'Allemagne ou ne sait trop quand. Les filatures posthumes le repèrent en Suisse, en Hollande, en Espagne, au Canada, en Angleterre — où il fréquentait des poètes — et finalement au Mexique où il apparaît sous le nom de Traven en 1924. Son premier roman, son meilleur, *Le Vaisseau des morts*, paraît en Allemagne en 1926. Son auteur disparaît de la circulation. Pourquoi ?

## Les mirages de la fortune

C'est évidemment dans les livres de Traven qu'il faut chercher la réponse, plutôt que dans les mémoires de sa biographie. Mais là encore, rien n'est simple. Des quatre titres que nous connaissons en France, l'un, *Le Vaisseau des morts*, est adapté de l'allemand par Philippe Jacottet (eh, oui, le traducteur de Rilke et de Musil), l'autre, *La Charrette*, est adapté de l'espagnol, les deux derniers, *La Révolte des perdus* et *Le Trésor de la Sierra Madre* nous sont proposés d'après des versions anglaises. Dans ce tissu d'épaisseur et de qualité très diverses, il est néanmoins possible de discerner une trame commune : une désillusion radicale face à toutes les grimaces de la civilisation, accompagnée d'une non moins radicale et explosive envie de vivre.

Traven, s'il faut l'appeler ainsi, a tout vécu des espoirs et des

aventures du siècle : les révolutions, les mirages de la fortune, les vertiges et les salaires du progrès, les appétits de l'or et les misères extrêmes de l'exploitation, qu'il s'agisse de celle des matelots enfermés pendant des mois dans l'enfer d'une soule ou de celle des Indiens du Mexique livrés à vie à l'esclavage.

Ses livres témoignent de tout cela, sans cesse, sous toutes les formes, qu'il s'agisse de l'humour noir (*Le Vaisseau des morts*), de la désespérance cynique (*Le Trésor de la Sierra Madre*), du lyrisme libérateur (*La Révolte des perdus*) ou de la description ethnologique la plus minutieuse (*La Charrette*). Chaque livre, chaque manière narrative, chaque façon de regarder conduisent, par le rire ou par le drame, par la pitié ou par la révolte, au même carrefour : celui de la grande colère et de la grande détresse des pauvres, de la grande gigue des misérables dont parlait Diderot et dont Tra-

ven n'ose plus croire qu'elle puisse devenir un jour le grand branle de l'humanité.

C'est peut-être là, dans la rage blanche et impuissante de ces romans, dans ce rire qui s'étrangle, dans ces aventures qui avortent, dans la description de vies définitivement sans but (il y a peu de véritables femmes dans ces livres) qu'il faut trouver les raisons de la fureur de s'effacer qui n'a cessé d'empoigner Traven : il n'espérait plus rien de l'homme et n'osait plus croire qu'en une fantomatique et anonyme humanité.

MIRIE LEPAGE.

★ LE VAISSEAU DES MORTS, traduit et adapté de l'allemand par Philippe Jacottet ; LE TRÉSOR DE LA SIERRA MADRE, traduit de l'anglais par Henri Bonifas, adapté par Charles Bonifas ; LA RÉVOLTE DES PERDUS, traduit de l'anglais par A. Lehoucq ; LA CHARRETTE, traduit de l'espagnol par Michèle Camille, « 19/18 ». Chaque volume : 32 F.

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Le grand repos d'un autre moi

(Suite de la page 11.)

Au moment de prendre congé, Étienne récapitule l'affreux bilan. Spectateur de passage, c'est tout ce qu'il aura été. Il aura regardé la vie, de loin. Même son ami Stefan, ce fut un « ami lointain », comme le rappelle le titre du roman. C'est à peine s'il arrive à attacher le feu de la cheminée, ajoutant la maladresse à l'inutilité. Le feu prend sans lui. Il se sera agité pour rien. Même les larmes qui lui montent aux yeux en regardant les bûches, il ne saurait dire si c'est tristesse, ou bien fureur...

L'auteur n'est pas dupe de ces traits forcés. Il reste maître de la caricature. Et s'il arrive au romancier de se laisser entraîner dans la spirale défaitiste de son personnage, le poète, lui, retrouve sa voie familière du salut par le jeu, à défaut du je (pour jouer, à sa façon, sur les mots).

Face à la vanité de nos idées et de nos songes, face aux bégalements barbares de l'histoire, face au peu de poids de nos destins singuliers, *Le Voyage d'automne* rétablit dans ses prestigieuses l'instinct rare, un chelle sur les épaules de l'épouse, un visage entrevu à Venise, le soleil qui fait fumer la terre comme un dos de boue, les traces et les trilles des fourreaux, ces fragilités que personne ne nous envie mais dont est faite la vraie vie, loin des moi fracassés ou jaccassés.

★ L'AMI LOINTAIN, de Claude Roy, Gallimard, 178 p., 68 F.  
★ LE VOYAGE D'AUTOMNE, poèmes de Claude Roy, Gallimard, 116 p., 36 F.  
★ LEONE ET LES SIENS, de Claude Roy, Gallimard « Folio ».

## New-York sous tension

Pour son quatrième livre, le Pont de Brooklyn, Leslie Kaplan a choisi le lieu de toutes les rencontres et de toutes les folies : Manhattan.

C'EST le territoire quadrillé des tableaux de Mondrian — le lieu où « l'océan arrive sous la ville (...) s'infiltre en elle » — que Leslie Kaplan a choisi, son comme décor de son roman, mais comme personnage à part entière. Elle a sa saisi et restitué, par petites touches, cette ville démesurée et intime, « développement continu, croisé, de rues petites avec des maisons en pain d'épice, bordées d'arbres, et de grandes avenues neutres où peut circuler un ciel ».

Les histoires croisées de Julien, Anna, Chico, Mary et Nathalie ne pouvaient arriver qu'à New-York, ce carrefour, ce passage, où les destins se nouent de manière inattendue, où quatre jeunes gens se rencontrent par hasard un dimanche après-midi dans Central Park commencent quelques jours plus tard une vie commune.

La passion de Julien, un bel homme de vingt-huit ans, touchant avec son air d'innocence, pour Nathalie, une enfant de six ans — la fille de Mary — n'a en soi rien de très neuf. Mais on se laisse porter par le rythme de Leslie Kaplan, parfaitement accordé au tempo de New-York, et par son style, qui s'affirme de livre en livre, bien que demeurent quelques « scories » agaçantes : on aurait fait sans déplaisir l'économie de phrases telles que « Ces yeux, il sourit. Quelque chose du vent ». Entre le rejet de tout jeu sur le langage, de toute recherche formelle, et des influences trop évidentes, « emprunts » ou « résidus » de lectures, il y a le clin d'œil et le plaisir de jouer, comme chez Jean Echenoz, par exemple. Il manque encore à Leslie Kaplan cette capacité d'humour et de distance.

## Huis clos

Il reste que, dans le singulier huis clos de Manhattan, elle sait faire monter la tension, entretenir douceur, violence et passions sur fond de poussière et de chaleur urbaine. Avec talent, elle débouque l'originalité d'une histoire banale, dans l'île de toutes les ambiguïtés, sur laquelle veille le pont de Brooklyn. Et, de l'autre côté du pont, attend, mystérieux, l'autre quartier : Brooklyn, d'où vient Julien, et où, fatalement, il retournera.

Avec Leslie Kaplan, tous les « fous » de New-York seront heureux de retrouver les sensations de « leur » ville, de la voir, à la belle

## GRAND PRIX NATIONAL DES LETTRES KATEB YACINE



Le cercle des repréailles  
Coll. de poche 23 F  
L'homme aux sandales de caoutchouc  
Coll. de poche 27 F  
Nedjma  
Points Roman 27 F  
Polygone étoilé  
66,50 F

S E U I L

سكنى من الالهي



## ● HISTOIRE LITTÉRAIRE

(Suite de la première page.)

D'autres petits locaux loués à des familles d'employés. Bien insister sur l'intimité qui s'établit entre le chauffeur et le mécanicien, ces hommes vivant ensemble et ne se quittant jamais, montés sur la même bête et y courant les mêmes dangers. Faire une association à trois de Jacques, de Pecqueux et de la locomotive. Une grande amitié entre Jacques et Pecqueux, celui-ci, plus âgé, dévoué comme une brute, malgré ses vices, à Jacques. Jacques cachant les fautes de Pecqueux quand il est saoul par exemple, ou qu'il tire une bordée avec une femme : il le laisse dormir une heure, assis sur le coffre, ce qui est défendu : on s'y assoit pendant les stations. S'y tard, leur brouille, leur haine, n'en sera que plus dramatique, si je l'amène après cette grande amitié. La moralité : on tâche que les mécaniciens et les chauffeurs reviennent toujours coucher chez eux ; ce n'est pas toujours facile. Le dévouement de l'homme marié est immoral : la femme aux deux bouts.

L'irrégularité dans le roulement ne déplaît pas aux mécaniciens : ils préfèrent donner dix heures un jour et rien le lendemain. Aussi sont-ils opposés aux efforts qu'on fait pour distribuer régulièrement les heures. Pourtant ils aimeraient bien l'aller et le retour de Paris au Havre, comme je l'avais réglé d'abord. Je pourrais donc avoir d'abord le roulement régulier que m'a donné Lefèvre, puis établir le roulement régulier imaginé par moi — si cela facilite les entrevues de Jacques et de Séverine. La santé des mécaniciens est bonne, dit la Compagnie ; la retraite devrait seulement être prise quatre à cinq ans plus tôt. En réalité, il s'agit plus vite, les jambes, les pommus. Pourtant, on voit beaucoup de mécaniciens prendre leur retraite, rester chefs de dépôt. Une extrême précaution, c'est d'avoir deux vêtements, toujours un vêtement de rechange, pour le mettre à l'arrivée. Le mécanicien mange sur sa locomotive. Il a un petit panier de provisions et mange dans un arrêt. Il vit très bien.

Je suis revenu dans le fourgon du conducteur-chef. Les bagages sont là, classés ; la trépidation les fait danser. Le conducteur a toute une petite installation, un bureau, une bouteille d'encre pendue à un barreau de la fenêtre, un casier au-dessus de son bureau, un siège garni de cuir, très haut, placé de façon à ce que le conducteur, assis, puisse surveiller la voie en avant et en arrière par les vitres de sa cabine de vigie. Après chaque station où il a déposé des bagages, il a un petit travail de comptabilité qui peut durer de cinq à six minutes. Puis il monte dans sa vigie et surveille les signaux. La voie lui est cachée par la locomotive et par la queue du train ; mais il peut très bien voir les signaux. A chaque station qu'on franchit, il note l'heure sur sa garde-temps, une feuille jaune.

Le mécanicien appartient au matériel et traction, tandis que le conducteur appartient à l'exploitation. Aussi les chefs des gares et ce dernier, quand il y a un retard par leur fait, par exemple pour le chargement ou le déchargement des bagages, jettent la faute sur le mécanicien en mentant sur l'heure d'arrivée et l'heure de départ. Et le mécanicien, n'ayant pas de contrôle possible, semble en faute. Rivalité. Le contrôle ne s'établit bien que par là. Quand il

est assis dans sa vigie, le conducteur a devant lui le volant du frein de son fourgon, la corde qui communique avec la cloche du tender, ainsi qu'une sonnerie que peut faire sonner le mécanicien. Le conducteur ne voit ni le mécanicien ni le chauffeur que le tender lui cache, mais il peut donc communiquer avec eux et réciproquement. (Aujourd'hui, le conducteur a un levier qui produit l'arrêt immédiat du train s'il l'abaisse.) Ne pas oublier qu'en marche le mécanicien est sous les ordres du conducteur-chef.

Mon impression sur la locomotive. D'abord une grande trépidation, de la fatigue dans les jambes et un ahurissement à la longue produit par les secousses. La tête semble se vider. A droite et à gauche, les champs ne défilent pas plus vite que vus d'une portière de wagon. Il y a seulement plus d'air, plus d'espace, le vaste ciel sur la tête, la campagne vue d'un coup. D'ailleurs, le mécanicien ne regarde guère que devant lui ; à peine de temps à autre un coup d'œil jeté à droite ou à gauche.

L'impression des longues lignes droites. Les courbes qui cachent

la voie, puis une partie droite, allant à l'infini, se perdant ; et là-bas un train arrivant, très petit, grandissant : on peut croire qu'il arrive sur la même ligne, que tout va se briser ; puis, il passe dans un tonnerre, dans un coup de vent très fort. Les tunnels, la porte ronde et béante qu'ils présentent. Quand ils sont en ligne droite comme le tunnel des Batignolles, on voit la percée du jour au bout, on distingue si le tunnel est vide. Le bruit, lorsqu'on passe sur un pont de fer, ou sous un pont de maçonnerie, ou près d'un édifice, ce qui fait un engouffrement de vent. Le soubresaut au passage des aiguilles. Puis le grand vent, le train éprouve une résistance ; il faut marcher plus rude.

Et les impressions de nuit, la lanterne éclairant 300 mètres de voie, un reflet sur les ponts au loin, sur les arbres, sur les maisons à droite et à gauche. Le coup de lumière saignante quand on ouvre la porte du foyer, le rayon lumineux enflammé qui traverse l'espace, la fumée blanche qui semble y brûler. Enfin, tout.

## ● Une nuit aux Halles

Pour préparer le Ventre de Paris, Zola passe une nuit entière aux Halles.

Les Halles la nuit. Le carré qui forme chaque pavillon, avec les gaz intérieurs (rangés pour certains, poudroyant pour les autres) ; fumeurs derrière les persiennes de fonte qui se détachent en lignes noires ; les toits noirs ; les persiennes hautes, moins éclairées.

Vers 2 heures, voitures déjà arrivées. Les voitures de salades et d'artichauts dételées, en allée. Hommes dedans. Hommes dormant sur certaines marchandises déchargées. Femme couchée sous un sac. Enfants endormis. Voitures avec chevaux immobiles, en travers de la chaussée. Peu de monde, bruit sourd. On commence à décharger. Barricade de potirons allant du coin du pavillon à la rue Turbigo, par le refuge. On commence par vider les tas contre



## Émile Zola reporter

les murs. Un employé, gros, grand paletot, chapeau mou, favoris, une canne, distribue les bulletins : « Eh ! là-bas, avançons... Combien avez-vous de mètres ?... Cinq ?... » Et il leur donne un bulletin. Comme il a plus la nuit, les marchands nettoient le trottoir à la pelle ; ils marquent leur mètre avec de la paille, et déchargent.

Les voitures sont déchargées au bord du trottoir, les roues appuyées sur le bord. La ligne des chevaux. Alors les tas se forment en carré, en ménageant d'étroits sentiers. Légumes de la saison. Carottes rouges, navets (à bandes blanches et vertes). Poireaux par bottes. Céleri par bottes. Tas de persil. Paniers de petits oignons. Tas de salades, chicorées, scaroles, etc. Ce qui domine comme odeur, c'est la senteur après des carottes, et le parfum du persil, et du céleri.

Le déchargement grandit, s'opère sur toute la ligne. Les cris des charretiers retentissent, avec un coup de fouet, et on entend un roulement de voiture brusque, avec le piétinement du cheval et le cahot des roues. Au-dessus du grouillement de la foule, dans la lueur d'un bec de gaz qui est presque à sa hauteur, une paysanne de

seize ans, avec un petit bonnet bleu, un cassquin brun, est perdue dans les légumes, dont elle a jusqu'aux épaules. Elle décharge, enfoncée dans les choux et les carottes. Sur le trottoir, grouillement grandissant. Des marchandes et des marchands debout, causant, discutant. Des marchandes assises sur leurs légumes. Des marchands en caraco noir, les jupes relevées, avec un fichu, ou un foulard, et un bonnet, faisant leurs provisions. Des marchandes avec des madras, et leur air paysan. Puis les porteurs avec leurs grands hottes, se chargeant jusqu'au faite et se balançant. Tas énorme de légumes dans les hottes. Marchandage.

Les choux surtout arrivent par quantités considérables, dans des voitures de bœufs à deux chevaux (un cheval se repaie pour ne pas tenir beaucoup de place). Les choux sont renversés les uns sur les autres. On fait rouler certaines charges de choux, comme des charges de pavés.

Les voitures de légumes qui arrivent toujours, qui prennent la file et qui se déchargent après avoir attendu plus ou moins longtemps, font ainsi une ligne qui va de la rue des Halles à la rue Tur-

bigo. Aux deux bouts, épanouissement colossal. Au milieu, entre les pavillons, envahissement de la chaussée. Les voitures, après s'être déchargées, vont se remiser dans des hôtels, ou sont mises en garde, près de la Halle au blé, à des gardesuses. Les voitures, pour se décharger, rabattent la planche du derrière.

Dans la nuit, les personnages. Des femmes, sous les rues couvertes, ont des bougies. Mais la plupart ont des lanternes. Effet d'un coup de lanterne sur un tas de légumes : les carottes, les verdures, les navets blancs dans la lumière. Des conversations s'établissent : « Eh ! là-bas, la chicorée ! » « Vends-tu pour 100 sous, et puis l'autre 4 F, ça fera 9 F... Et combien qu'y faut te donner, Marcel ? » Un homme en limousine : « Moi, je ne fais que la légume. » Des cris, des appels : « Louis ! », « Victor ! ». Les marchandes ont presque toutes leur argent dans un sac. Au loin un hennissement de cheval, le braillement d'un âne. Dans les étroits sentiers, on distingue les files de femmes et d'hommes.

Les marchands de vin et les

tant très haut les charpentes et le tablier de fer, peint en noir, d'une légèreté de dentelles, et dessus rien qu'un va-et-vient de piétons, deux fourmillières, allant en sens contraire, incessantes. En dessous, on voit toute la Seine, et le Pont-Neuf gris, plus bas. Ce dessous s'étend très loin à gauche ; on voit le pont au Change et encore le pont Notre-Dame avec les coups de lumière sur l'eau, une rivière à l'infini.

Vers la droite, le quai tourne, et c'est à peine si l'on voit jusqu'à l'autre pont, sous le Pont-Neuf. Il y a là l'écluse de la Monnaie, avec sa barre blanche. Le Pont-Neuf, omnibus, énorme tapisserie noire, toutes les voitures. Au milieu, le terre-plein avec la statue, toutes les voitures. À gauche, le quai du Louvre et le bouquet de grands arbres, plus les combles des théâtres, et au-delà le pavillon d'angle de l'Hôtel de Ville ; on voit au-dessus des toits la campagne de l'Hôtel de Ville et le clocher carré de Saint-Gervais. Puis une confusion de ville lointaine, la masse perdue de l'Île Saint-Louis. À droite l'Institut, surtout le bras qui s'étend, ensuite la Monnaie à plat, un profil perdu, et les arbres du quai, en enfilade, en une seule masse.

Enfin au centre, à gauche, les palais, les tours, en profils, la campagne de l'Horloge, les combles ardoisés dominés par le dôme du tribunal de commerce, puis les maisons du quai en raccourci, couronnées d'une vaste réclame de face sur un mur, bien et lettres blanches, au-dessus de tout Paris. À droite, les maisons du quai des Orfèvres plus à plat, très éclairées par le soleil couchant, tandis que l'autre quai est dans l'ombre. Au milieu, le bouquet d'arbres cache la statue, l'entrée de la place Dauphine, les deux maisons faisant pavillon. Puis le quai des Orfèvres, des façades de maisons irrégulières, jaunes, blanches, grises, terminées au-delà du boulevard du Palais par un grand bâtiment gris, la préfecture. La file des boutiques.

Au-dessus de tout cela, les combles ardoisés, les cheminées. Puis dominant le tout la flèche, très éclairée, très élégante, de la Sainte-Chapelle, et plus à gauche les deux tours de Notre-Dame dans la lumière, avec la flèche en arrière ; mais moins haute. Le bloc allongé, le navire de la Cité, au milieu des deux très larges trouées de la rivière. Ciel immense, bleu, où flottent de petits nuages. Roulement sous le pont des Saint-Pères.

C'est donc là le cœur de Paris, par tous les temps.

## ● Le cœur de Paris

Pour l'œuvre, qui paraîtra en 1986, Zola se mesure avec ses amis les peintres paysagistes, décrivant ce Paris qu'il aime tant.

La Cité et les quais, pris de dessous le pont des Saints-Pères. D'abord, au premier plan, la Seine large, reverberée, le port Saint-Nicolas à gauche (un lavoir après le port, vers le Pont-Royal), avec ses tas de sable déchargés, ses maisons de la douane, ses cabanes de marchands de sable et de plâtre tout blanc, ses grues à vapeur, la Sophie, ses transports à vapeur et à roues, ses péniches pleines. Service de la navigation, bâtiment à cinq fenêtres, agence de transport. Tous les matériaux, tombereaux avec chevaux, des tonneaux, du charbon de bois, orbes, etc. ; berge pavée, larges anneaux scellés, poutres de fer en rampe scellées.

De l'autre côté, un bain froid sans doute. Au milieu, la Seine vide, verte, petites vagues à la Monest, petit flot dansant, fougues de blanc, de gris, de rose, reflets multicolores. Deuxième plan, le pont des Arts, avec ses huit arches, neuf piles rondes suppor-

## Genèse d'une découverte

FÊTER les trente ans de la collection « Terre humaine », cette entreprise d'anthropologie narrative, avec plus de cinq cents pages inédites d'Émile Zola, c'est à la fois tirer un feu d'artifice, étaler avec une certaine ostentation son excellence éditoriale, et engager un pari sur son époque et sur sa culture qui n'est pas dépourvu de risques. Ce peut être ce que représente encore Émile Zola pour nos contemporains ?

Cette édition est le résultat de la conjonction de deux tempéraments, de deux aventures intellectuelles que tout, a priori, séparait. D'un côté, Jean Mautaurat, anthropologue, spécialiste des civilisations hyperboréennes, créateur en 1955 de cette collection « Terre humaine » à laquelle nous devons quelques-uns des textes majeurs sur l'intelligence des sociétés. De l'autre, Tristes Tropiques, de Lévi-Strauss, au Cheval d'orgueil de Pierre Jaket-Helias, en passant par Louvain maintenant les grands hommes, de James Agee et Walker Evans. Un marginal des hautes études, tenu en lisière par l'Université, un fonceur impétueux et un éditeur parfois tyrannique, un homme de médias aussi, se dépensant sans compter pour défendre les causes qu'il croit justes et les livres qu'il juge bons.

De l'autre, Henri Mitterand, normalien, professeur à la Sorbonne, l'homme de Zola. Il a écrit les œuvres complètes (Tchou, quinze volumes, 1966-1970) et les Rougon-Macquart dans la « Pléiade » (5 volumes). Un savant de bibliothèque, discret, précis, incolable sur son sujet, modeste. « Beaucoup trop », estime Jean Mautaurat.

En 1979, Mautaurat entend parler des dossiers de préparation des romans de Zola, qui dorment dans d'épaisses chemises à la Bibliothèque nationale. Il prend contact avec Henri Mitterand. L'anthropologue et le litté-

raire tombent d'accord. L'aventure des Carnets d'enquêtes d'Émile Zola durera huit ans.

« Il fallait d'abord, explique Henri Mitterand, trouver un ordre dans cette masse énorme de notes et de fiches qu'accumulait Zola lorsqu'il préparait un roman. Une édition purement chronologique de ces matériaux aurait été difficilement lisible. J'ai donc choisi, quitte à me valoir les foudres des pointilleux, d'organiser cette masse de documents selon une classification à laquelle Zola fait clairement référence lorsqu'il parle de son projet romanesque : d'un côté « Les honnêtes gens », les nantis, les riches. — « C'est la grande littérature », c'est l'absence de littérature. »

On comprend mieux pourquoi il a accueilli avec enthousiasme ces Carnets de Zola dans cette collection dont le succès, explique-t-il, tient au fait que le message qu'elle fait passer — « il y a une civilisation à tous les niveaux » — « a toujours été porté par des textes et des documents d'une haute tenue littéraire ».

« Et puis, conclut-il, Zola avait sa place parmi nous non seulement parce qu'il est formidablement moderne, mais aussi, mais surtout parce que c'est un intellectuel courageux et marginal. Nous assistons actuellement à une perte considérable de la crédibilité des intellectuels, soit parce qu'ils se cantonnent dans un camp de la société, soit parce qu'ils ne disent plus rien de nouveau ni de risqué. Zola le bourgeois a su sortir de sa classe pour regarder ailleurs, en prenant des risques intellectuels et même physiques considérables — et sans pour autant s'enfermer dans « la gauche ». Zola suffirait à ce qu'il demeure un maître pour notre collection, à côté d'autres marginaux, d'autres hommes de courage, comme Agee, comme Segalen, comme Jackson, comme Dumont. »

P. L.

★ CARNETS D'ENQUÊTES. Une ethnographie inédite de la France, d'Émile Zola. Présentation d'Henri Mitterand. Plon, « Terre humaine », 690 p. 170 F. Pour les trente ans de « Terre humaine », il sera offert aux acheteurs d'un titre de la collection un album de 200 pages regroupant des images d'enquêtes d'Émile Zola.

## — LA VIE DU LIVRE —

LIVRES  
**POLONAIS**  
et livres français

sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

LES ÉDITIONS GALLIMARD  
et la Bibliothèque AUTREMENT DIT  
vous invitent à rencontrer  
**Edmond JABÈS**

le jeudi 5 mars 1987 à 18 h 30  
à l'occasion de la parution  
de son livre

LE LIVRE DU PARTAGE  
Librairie Autrement Dit  
73, bd Saint-Michel, 75005 Paris  
Tél. : (1) 43-54-30-69



## ● SOCIÉTÉ

## Deux réfractaires au rêve suisse

RÉCITS de vie ? « La mienne me suffit, à quoi bon celle des autres ? », ironisent les esprits chagrins. Les « mangeurs de chair crue », dirait Georges Duhamel, se font rares. Seront-ils nombreux ceux qui prêteront quelques heures de leur existence à la lecture de ces deux bouleversants récits de vie : *Louise*, par Luc Weibel, et *L'homme aux poupées*, de Willy Frutiger et Daniel Gonthier ?

Louise et Willy ont bien des points communs : leur indépendance, leur vie errante et leur patrie d'adoption, la Suisse — l'une vit à Genève, l'autre près de Lausanne. Louise a comté son histoire à sa fille, Jo Kurz, animatrice à Genève. Willy s'est confié à Daniel Gonthier, qui l'a rencontré à la Fondation Eben-Hézer, la Cité des enfants incurables.

Willy Frutiger serait-il le « fou d'Eben-Hézer », le « libertaire du pays de Vaud » ou le grand nomade de l'ère moderne ? Abandonné par ses parents dès sa naissance, diagnostiqué « minus habens » — débile mental — à développement intellectuel retardé, il passa sa vie « chez les idiots » : « Je suis contre l'adoption, ça me paraît artificiel... J'ai pas senti que je manquais d'amour, mais d'après certaines personnes je dois en avoir manqué. » Pour toute compagnie, Willy avait ses poupées et les animaux — il voulait prendre pour femme une chèvre. Engagé comme ouvrier agricole dans des fermes, il partageait la

nourriture des cochons et dormait la nuit à leurs côtés. « Libre comme l'air » n'est pas un vain mot pour Willy : homme sans attaches, sans contraintes, il laisse un testament pour qu'à sa mort on le débarrasse de cette « bande d'emmerdants autour de son lit ». Qu'on l'achève au lieu de le laisser agoniser : « On me brûlera avec des déchets carnés, on me cuira pour engraisser les porcs ou faire de l'engrais. Et comme ça ni cerise ni personne pour pleurer... »

## « Tout planplan »

Luc Weibel — l'éditeur de l'inoubliable *Pipes de terre et pipes de porcelaine* (1), les souvenirs d'une femme de chambre en Suisse romande — excelle dans la transcription des récits de vie. Sous sa plume, Louise n'a rien perdu de son bagou, de son franc-parler et de ses manières de jeune effrontée.

Née en 1905 d'un père séminariste devenu charpentier et d'une mère ouvrière du textile, emportée à l'âge de trente-quatre ans par la tuberculose, Louise, ballottée de famille en pension, se retrouve à Paris à dix-sept ans. Elle s'enticha d'Albert, un Genevois qui avait dû fuir la Suisse pour malversation. Un fils naquit, et Albert, nostalgique des rives lémaniques, rapatria femme et enfant. Genève dépeint à la très « francophile » Louise : « J'ai trouvé que tout allait au ralenti. Je voyais

les gens qui allaient tout planplan, tout mollement. Ils bougeaient pas, ils parlaient jamais les gens. Nous, dans le métro, dans le bus, à Paris, on arrivait des fois à discuter avec quelqu'un. Mais ici les gens — très sérieux, très sévères — c'est pas compliqué : ils te regardent même pas. »

L'animosité fut réciproque. Les façons de Louise choquaient les Suisses, en particulier sa belle-mère, une vieille femme sèche et autoritaire : « Je suis Française ! On n'a pas fait la Révolution pour rien », répondait-elle du tac au tac, vertu qu'ignoraient les Genevois... Avec la même volubilité, Louise évoque ses quarante démanagements en dix-sept ans de mariage, sa loge de concubine, sans ses courants ni chauffage, le suicide de son mari, escoré à la petite semaine et accessoirement tapissier ambulancier.

Que ceux qui ont toujours haro sur les mémoires des quidams mettent une sourdine à leurs attaques : Louise et Willy se chargent de les convertir.

ROLAND JACCARD.

★ LOUISE, récit recueilli par Jo Kurz et présenté par Luc Weibel, éd. Zoé (28, rue Cardinal-Mermillod, Carouge, Genève), 142 p.

★ L'HOMME AUX POUPÉES, de Willy Frutiger et Daniel Gonthier, éd. d'En Bas (case 384, 1817 Lausanne 17, Suisse), 153 p.

(1) Ed. Zoé, 1978.

## Petits bonheurs hexagonaux

Quatre livres pour vieux fidèles des passions à la française... une mémoire nostalgique et drue

A quelques minutes de Paris par l'autoroute, couvert par les grondements de Roissy, le vieux pays de France s'est « rurbanisé », comme disent les fins aménageurs. Le Valois de Jean-Jacques et de Nerval, au creux de ses sables et au vif de ses betteraves, allait-il se laisser ravaler au rang de parking pour « résidents » urbains ou, si l'on veut, de ceinture verte ? Que nenni ! répondent Michel Bozon et Anne-Marie Thiess, avec de belles photos de Jacques Verroust à l'appui : les gens du pays et les nouveaux venus ont appris à ruser ensemble et même un peu à s'estimer. Sur leur terroir mangé aux mites des loissements, ils ont sauvé les vieilles pierres, saisi la gaule et tiré à l'arc, construit un espace minimal de cohabitation. Colons et indigènes ont fait la paix au village : belle leçon opti-



LES FORCES MOTRICES. — Les principales forces motrices

miste d'une robuste enquête ethnographique.

Le choc des bulldozers, en revanche, fut plus violent à quelques lieues de là, à Saint-Ouen-l'Aumône, près de Pontoise : la rue Haute n'y a pas résisté, et le cœur du village a fait un infarctus. Cet attentat à la pudeur séculaire valait bien un coup de rétro, et Marie-France Terry, armée de son magnétophone et le cœur bien battant, vient de le réussir. Une quarantaine de braves gens lui ont dit le temps où les mariages étaient en blanc, où, étant veuve, M<sup>me</sup> X — faisait tout dans sa boucherie et où l'on regardait passer les péniches sans penser à mal. Cette mémoire-là, nostalgique et drue, fond comme les bonbons à deux sous de l'épicière, la douce M<sup>me</sup> Cheval.

## Le « sport totém »

A quelques encablures d'une autre autoroute, sur bords de Loire, quelques jardins discrets et quelques longs bâtiments tournant le dos à la rue ont excité la curiosité historique de Jean-Luc Marais. Il y a découvert de fibres « sociétales » d'hommes, bon pied bon œil pour certaines depuis le dix-huitième siècle, où l'on s'assemble toujours pour trinquer, oublier les femmes, parler de tout et de rien en évitant soigneusement la politique. Et surtout pour jouer aux boules. Boules « de bois », « de sable » ou « de fort » (heureuse nation où l'on sait viser sans complexe avec une boule asymétrique !), tout est bon pour apprendre au passage l'art angevin et tourangeau de la démocratie finale à hauteur de vin frais. En recensant ainsi des sociabilités chères à son maître Maurice Agulhon, Jean-Luc Marais isole avec une précision d'entomologiste ce virus du bien-vivre qu'on nous envie parfois dans des pays plus arides. Ce qui vaut bien un détour, à l'heure du fast-food et des « parc à loisirs ».

Jean-Pierre Augustin et Alain Garrigou, eux, nous content une histoire d'homme plus épique, celle du rugby au pays de l'ail, du confit et des molasses, quelque part en « ovale », comme dit la

presse sportive, dans les guet-apens sur gazon entre Bègles et Dax. Ici, le génie français a souvent inversé, hélas, les termes de la vieille définition de ce « sport de voyous pratiqué par des gentlemen » : le livre ne cède rien des brutalités et de l'amateurisme marron, du rôle grisâtre des « gros pardessus » qui président les clubs. Mais il nous explique fort proprement, à travers l'histoire des associations, pourquoi toute une région a fait du rugby le « sport totém » propre à diviser ses clochers tout en gonflant utilement l'effervescence sociale.

Jadis on parlait « sur » le tour de France, avec les outils noués dans une toile entre deux chemises. Des livres comme ceux-ci, qui excursionnent de Mortefontaine à Sabres, ont leur place dans le paquetage des vieux fidèles des passions à la française. On en parle trop peu, mais ils disent sans tapage les petits bonheurs hexagonaux.

JEAN-PIERRE RIOUX.

★ LA TERRE PROMUE, de Michel Bozon et Anne-Marie Thiess, Fondation Royaumont (Amboise-sur-Orne, 95270 Lazenay), 206 p., ill., 145 F.

★ EN PASSANT PAR LA RUE HAUTE, de Marie-France Terry, éditions de Valbormel, 190 p., 135 F.

★ LES SOCIÉTÉS D'HOMMES, de Jean-Luc Marais, diffusion Alternative, 209 p., 110 F.

★ LE RUGBY DÉMÊLÉ, de Jean-Pierre Augustin et Alain Garrigou, le Muscarat (diffusion Ulysse ou Diétique), 359 p., 149 F.

A l'occasion de la parution de l'album photo « Paris sous l'occupation » de Gilles Perrier, PARTICIPEZ AU GRAND CONCOURS « LA FRANCE SOUS L'OCCUPATION » Ouvrez vos albums, sortez vos photos de famille, et envoyez-nous la plus intéressante ou la plus drôle que vous jugerez intéressante ou venez les déposer à notre stand (C33) pendant le Salon du Livre jusqu'au 23 mars, 13 h. Un jury choisira pendant le Salon les meilleures photos et récompensera les lauréats. Chacun d'eux aura droit à 1.000 F à choisir dans le catalogue des éditions Belfond.

Date limite de participation : le 23 mars 1987, jusqu'à 13 h.

Éditions Belfond LA FRANCE SOUS L'OCCUPATION 216, bd Saint-Germain - 75007 PARIS

## ● LA VIE DU LANGAGE, par Denis Slakta

## Le parler « vrai-faux »

UNE fois encore la vie parisienne a recueilli un Brésilien d'opérette. Espérons seulement que l'or de la valise et les diamants de la chemise ne sont pas faux, eux, au moins.

Pour le reste, suspicion légitime : pseudo-brésilien, le séducteur choisit « Navaro » pour faux nom, comme s'il reculait devant Valentino. Ou Navarro (« Appelle-moi Ramon »). Mais en ce temps-là les acteurs étaient mûrs. On le dote pour le coup d'un second prénom dans les médias : et dans la langue, dès lors contrainte de suivre : un « vrai-faux » passeport. A prendre avec ces pincettes que sont les guillemets.

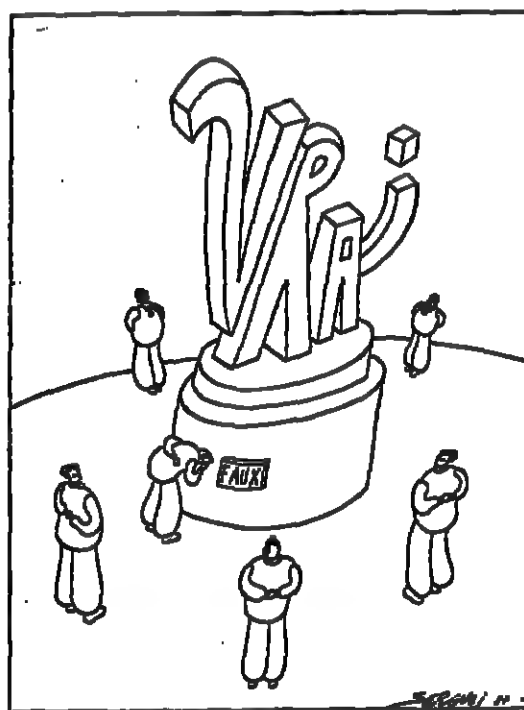
Assurément le français mobilise ses ressources pour pallier la contradiction. *Vrai-faux* se construit sur un air connu : formellement ce nouvel oxymore ne jure pas aux côtés de nègre-blanc, de doux-amer ou d'igre-doux. D'autant que *vrai-faux* paraît répondre à des besoins réels. On parle maintenant (*Le Monde* du 6 février) des « vraies-fauxses » cartes délivrées par le PS des Bouches-du-Rhône. Parions qu'il existe des lieux où les « vrais-faux » votes ne seraient pas à exclure absolument.

Pourtant le cas de *vrai-faux* gêne un peu ; peut-être parce que les tables de vérité (*vrai* ou *faux* ; mais non : *vrai* et *faux*) ne sont pas des gréguins qu'on fait tourner à sa guise. Délivré pour une fausse identité, même par les autorités habilitées, le passeport est *ipso facto* un faux passeport. D'une espèce particulière, et inquiétante au demeurant.

Personne ne s'y trompe d'ailleurs. Après avoir mentionné « le vrai-faux » passeport, les vrais journalistes poursuivent en écrivant ou en disant : « Le fameux faux passeport ». L'antéposition de l'adjectif fameux a pour effet immédiat de souder *faux* et *passeport*. Il suffirait de déplacer le trait d'union pour obtenir, ce qu'à Dieu ne plaise, *faux-passeport* à l'instar de *faux-semblant*, de *fausse-monnaie*, ou de *faux-cul*.

Hypothèse d'école : le vocabulaire français en serait-il enrichi ? Le stock des expressions construites avec *faux*, antéposé ou postposé, est déjà considérable. Ouvrez un grand dictionnaire. Il y a de quoi avoir la berlus, surtout si de l'autre côté on regarde « l'heure de vérité ». En vrac : *fausse piste*, *faux pas*, *fausses factures*, *fausse modestie*, *fausses confidences* et *fausse barbe*. De l'autre côté du nom, ça ne

s'arrange pas : *regard faux*, *homme faux*, *esprit faux*, sans oublier *or faux* et *diamants faux*. Ajoutons qu'on peut essayer avec pseudo. Nous connaissons à présent : les « pseudo-journalistes ». Pour corser le tout, voilà que des linguistes contemporains s'intéressent aux « pseudo-adjectifs ». Il faut donc s'aventurer



(sans crainte excessive) dans le maquis des adjectifs. Coupons au plus court, en suivant d'abord le *Bon Usage* de Maurice Grévisse.

Les adjectifs qualificatifs « sont aptes à servir d'épithètes et d'attributs ». Outre que la formulation n'est pas « superblime », on doit tout de go exclure *ancien*, *fichu*, *pur*, *simple*, *triste*, *sacré*, *vrai*, etc., quand ils sont antéposés. Un *fichu* (ou un *sacré*) ministre n'est pas un ministre *sacré* (ou *fichu*) : seule la postposition autorise la prédication avec être, ainsi que la présence de l'intensif très : ce ministre très triste, ce ministre est très triste.

Oubliant *faux*, le Grévisse de 1986 commente : dans certains cas (*vrai*, *simple*, *pur*, etc.), « l'adjectif antéposé a une valeur renforçative, de soulèvement ». En clair, c'est admettre que le « pseudo-adjectif » n'exprime pas « une qualité de l'être ou de la chose désignée par le nom ». Ni épithète ni attribut, le « pseudo-adjectif » ici modifie la référence de l'objet désigné. Dire « un

ministre très célèbre », c'est viser un individu qui est ministre et qui est très célèbre ; alors que : un ancien ministre n'est plus ministre ; un faux ministre n'est pas ministre, un futur ministre n'est pas encore ministre. Le système est complet ; et cohérent. Bien plus qu'on ne pense à première vue.

tre) ; d'où aussi la série péjorative : un pauvre (un fichu) ministre ; et dans la presse : « ce satané passeport ».

Aucune affaire politico-judiciaire n'est aussi complexe qu'un système linguistique. Il y a plus d'un demi-siècle, Charles Bally (*Linguistique générale et linguistique française*) l'avait souligné : « Un seul exemple montrera jusqu'à quel point la complication est une bibliothèque qui n'existe plus ; une bibliothèque ancienne existe depuis longtemps ; mais, si elle existe depuis très longtemps, c'est une très ancienne bibliothèque. » Ainsi ancien et faux, par exemple, sont tantôt adjectifs (épithète et attribut), tantôt « pseudo-adjectifs » (ni épithète ni attribut). Un faux passeport n'est pas un passeport ; ou bien c'est un passeport falsifié, ou « bricolé » (par euphémisme de Bonne Samaritaine) : il n'est pas vraiment ce qu'il paraît être ; comme le Canada Dry.

Le linguiste Greimas (*Du sens*, 11) a inventé un petit « carré » — dit sémiotique — commode pour se repérer. L'axe de l'être et du paraître est appelé vérité, à quoi s'oppose logiquement l'axe de la fausseté. Si l'être ne peut se manifester (non-paraitre), on bifurque vers le secret, éventuellement le secret défense. Mais quand ce qui n'est pas prend l'apparence de l'être, on débouche sur le mensonge.

Aux yeux de la simple raison, la conclusion est imparable. Dans l'affaire du vrai-faux passeport, protégée par le secret, une seule question reste possible : qui ment ?



## Les ambiguïtés de la féminité

## La Travestie

« La logique interne de la perversion est implacable. » Patrick Kéchichian/Le Monde

« Le livre d'Alain Roger, c'est là sa force et sa beauté, met à nu tous les fantasmes enfouis jusqu'au plus profond de certains âmes. » Jean-Claude Perrier/Le Figaro littéraire

« Un développement époustouffant... une force inouïe. » Gilles Tordjman/Le Matin de Paris

ROMAN

GRASSI

هكذا من الراحل



\* **LE DIEU MANCHOT**, de José Saramago. Traduit du portugais par Geneviève Lefebvre. Albin Michel, 400 p., 120 F.

Pieux comme on l'était en ce temps-là, Jean V dépassait toutes les bornes de la ferveur, et de la débauche : il veut plaier au tribunal de l'Inquisition et se montre très généreux avec les ordres religieux de la Contre-Réforme, mais il honore de ses visites régulières le monastère d'Ovideles, où il vient satisfaire son penchant bien connu pour les nonnes. Ses bâtards, paraît-il, sont innombrables. Cependant, pour remercier Dieu — plutôt que sa femme, Dona Maria Ana Josefa, une princesse autrichienne — de lui avoir donné un enfant légitime après deux ans de mariage

Meira, où José Saramago a situé la naissance du personnage principal, du roturier principal de son roman, Balzhazar Mateus, dit « Sept-Soleils », et congédié de l'armée, parce qu'il n'y était plus d'aucune utilité depuis qu'on lui avait gré le main gauche, belle devant Jerez contre les Espagnols qui trouvaient en Blir Lunes », son grand-fille d'une femme fort sur la place du Rossignols hérétiques. Un couple mythique qui mentent par la Paire Barbe l'homme qui inventa volant et qui sera, lui, l'inéqualité. Qu'est-ce, le zai, bien sûr, qui s'agit du crocheteur d'été. Mais aussi Blirundes voir à l'intérieur des choses lorsqu'elle est à réveil, se « soigne » et caché dans un sac de



Le roi lui-même, qui a beau être seigneur de l'Inde, de l'Afrique et du Brésil, est plus fragile que l'on ne croit, et si malade, un jour, qu'on lui administre l'extrême-onction... « Le roi ouvrit les yeux. Il en a rachappé une fois encore, mais il a les jambes fléchies, les mains tremblantes, le visage pâle, il ne ressemble guère au fringant cavalier qui culbute les nonnes, et qui dit nonnes, dit toutes les personnes du sexe. L'an dernier encore, une Française n'-elle pas eu un fils de ses œuvres ? » Et si l'état Dieu qui était manchot, suggère le Père Bartolomeu, l'inventeur, le biopneumatist ? « Et je suis le seul à dire que Dieu n'a pas de main gauche, déclare le prêtre. puisque c'est à sa droite, à sa main

tandis que le peuple ignorant se précipite  
goulûment, avec les yeux pleins, à la cor-  
rida et l'assaut (le niese) qui mort sans  
pourrait bientôt interdire... dans la corrida  
après la dédicé d'un ami du roi. L'inven-  
teur, le Père Bartolomeo, docteur en  
mathématiques dans à l'école université de  
Coimbra, sera, lui aussi, obligé de mettre  
fin à ses expériences : il aura pourtant fait  
voir au passeroiro (de passero : oiseau) nu-  
dus de Lisbonne le 5 août 1708, plus  
de sobrita-cath aux avant les frères Marti-  
gollier... Seul, Balthazar croit en lui : « Il  
n'avait pas besoin d'explications pour la  
bonne raison que, puleq'u'il est impossible  
d'apercavoir l'oiseau en son dedans, on ne  
sait pas ce qu'il fait voler, pourtant il vole,  
parce qu'il a la forme d'un oiseau, rien de  
plus simple. »

Au cœur de cette trame historique familière au lecteur portugais, se déroule le

Dans la nuit de Lisbonne où monte la  
musique aérienne de Scarlatti, le tableau  
de mœurs l'emporte souvent sur le fil de la  
narration et les références, parfois, nous  
manquent. Qu'importe : Saramago nous  
offre, tout saignant, le Portugal d'hier et  
d'aujourd'hui. « On dira bientôt de ces pays  
qu'il est un pays d'éclipsé. Nous avons  
déjà un bœuf, un manchot, un borge. On  
dira que nous forçons la note, et que nous  
devrions choisir pour héros des beaux et  
bien faits de leur personne, des sveltes et  
des bien portants, des intacts et des com-  
plets ; pour notre part, nous n'aurons pas  
demandé mieux, mais la vérité est la vérité,  
et l'on devrait plutôt nous remercier de  
n'avoir point consenti à ce que fût une irrup-  
tion dans notre histoire tout ce que le pays  
compte comme lipus et bégues, boîtes  
et prognathes, bescroches et épilépiques,  
oraillères et simples d'esprit, albinos et  
obtus, êtres couverts de gale et plaies,  
ronçés par la teigne et le peste. »

On ne trouve pas toujours son chemin dans la phrase de Saramago. De même qu'on ne se dirige pas facilement dans Lisbonne, l'autre ville sur sept collines. Alors, autant faire confiance au romancier plutôt qu'à son homonyme, « un maître de Caparica qui a pour surnom 'Saramago' » et qui disparaît dès le début du livre, condamné pour sorcellerie à être brûlé au Rossio, en plein cœur de Lisbonne.

*Dans une conférence prononcée en 1985 à Porto, et dont nous donnons ici quelques extraits, le poète portugais Eugenio de Andrade évoquait Fernando Pessoa, cette « figure centrale de notre modernité ».*

La vérité, c'est qu'une telle pratique de l'écriture reléguait au siècle précédent une grande partie de la poésie portugaise contemporaine, d'où la véhémence de certaines réactions... Pour une telle distanciation de l'émotion, ou de son souvenir, ou même peut-être de son absence. Fernando Pessoa

Vers 1913-1915, il écrit d'une main ferme ces lignes dont l'importance n'est pas à souligner : « Je n'éprouve aucune difficulté à me définir : je suis un tempérament féminin avec une intelligence masculine. Ma sensibilité et les attitudes qui en pro-

★ Deux recueils de poèmes d'Eugenio de Andrade viennent de paraître à La Différence « le Monde des livres » du 9 janvier).

(2) Sa-Carneiro, le meilleur ami de Fernando Pessoa, suicidé à l'âge de vingt-sept ans à Paris en 1915 — un des meilleurs représentants du courant moderniste portugais.

... trop zélée pour être lucide car, sous le vernis des conventions qui enjoignent à un homme de faire sa cour suivant les règles de l'époque, Pessoa ne tarde pas à ramener ses doutes, à dire sa solitude éternelle et, souvent, à libérer jusqu'au délire une ironie désespérée : « Et pourquoi *Ophélie*

**ANDRÉ VELTER.**

— Les Poésies d'Alvaro de Campos et le Gardeur de troupeaux et les autres poèmes d'Alberto Caeiro paraîtront au début du mois de mars, en un volume, dans la collection « Poésie », chez Gallimard (traduction et présentation d'Armand Guibert). Tout amateur de Pessoa ne pourra que déplorer la coexistence en un seul volume des œuvres de deux hétéronymes créés par le poète. Par ailleurs, les Editions Ulysse publient le poème d'Alvaro de Campos, *Ophim*, dans une traduction inédite d'Armand Guibert.

- La revue *Nota Bene* (automne 1986) a publié des textes de Pessoa : un choix de poèmes du *Cancioneiro* et des fragments du *Livre de l'Intranquillité*, que l'on retrouvera, dans la même traduction française, parmi les *Œuvres complètes* (à paraître à l'automne 1987 chez Bourgois).

● La même livraison présente des poèmes de l'amour de Pessoa, Mario de Sarmiento (à paraître aux éditions de La

**LE GROUPE  
EXTENSION,  
VOUS PRESENTE  
COMUNICAR,  
SA FILIALE  
PORTUGAISE.**

---

**Nom :** Comunicar, LDA.  
**Adresse :** Av. 5 de Outubro, 89-1  
1000 Lisboa  
**Téléphone :** (19.351.1)  
7727 15/773 19/1  
731383

---

**Responsable :** Veronique Boulenger

**Secteurs d'activités :**

- publicité	- stands
- audiovisuel	- édition
- promotion des ventes	- organisation de conventions

---

Si vous vous implantez  
au Portugal,  
si vous voulez  
y développer une activité  
déjà existante,  
si vous recherchez  
un fournisseur compétitif  
« Comunicar,  
votre solution  
de communication »



## THÉÂTRE

« Cabaret » à Mogador

## La folie de la vie

En entrant dans la chronique berlinoise du début des années 30, avec sa verve, son insolence et sa tendresse, Jérôme Savary n'a plus rien à envier à Broadway.

Présentée à Lyon avec un immense succès — plus de trente représentations — en mai dernier, jolies ensuite dans les régions et en République fédérale d'Allemagne, *Cabaret* est la comédie musicale où l'on passe le plus facilement du monde de la comédie au drame. Il y a Sally Bowles, chanteuse de revue à Berlin au début des années 30, juste avant que l'Allemagne ne se donne à Hitler. Il y a un jeune écrivain américain en mal d'inspiration, un marchand de fruits — frère jumeau du barbu juif du *Dictateur* de Chaplin — et un commandant nazi. Il y a un maître de cérémonie grimpé comme l'image de la mort et jouant le rôle d'un manipulateur androgyne et machiavélique au Kit Kat Klub, une des boîtes de nuit berlinoises alors livrées au délire, exutoire à la ré-  
sistance.

Reprenant le livret original d'une comédie musicale montée d'abord à Broadway il y a une vingtaine d'années, Jérôme Savary signe l'une de ses plus belles mises en scène : une fête musicale pathétique ayant pour décor le monde du show-biz et l'Europe. L'invention débordante,

Savary, drôle, sarcastique, émo-  
vant, excelle à raconter l'histoire  
d'amour naïve d'une chanteuse de  
bégaiement et d'un jeune Américain  
démocrate et moraliste mais qui  
s'enfuit de Berlin en se faisant les  
mains, un peu avant l'arrivée au  
pouvoir des nazis. Il imprègne chaque scène d'une image,  
d'une ambiance insolite ou révé-  
lante, de moments poétiques. Il fait sentir  
l'âme inquiète, la sensibilité très  
vive derrière l'étourdissante gaieté  
de la fête ou sous le masque de l'é-  
gare.

En multipliant les petites trou-  
vailles dans sa mise en scène, en  
élargissant l'espace du cabaret, en  
faisant déborder dans la salle-même,  
en ponctuant d'humour (une croix  
gammée sur un brassard qui, brus-  
quement, tourne comme une boule  
folle ; les pages de *John Kennedy*  
transformées en *klezmer*) une comé-  
die musicale marquée par une très  
insolite amertume dans le ton,  
Jérôme Savary livre en fait avec  
*Cabaret* une création originale. Liza  
Minelli, qui incarnait Sally Bowles  
dans le film de Bob Fosse et qui  
assistait mercredi soir à la représen-  
tation de Mogador, ne s'y est pas  
trompée : elle a fait un triomphe en  
maintenant en scène et aux côtés de  
Ute Lemper, la chanteuse de bégai-  
ement, Magali Noël, la logeuse per-  
due dans un âge d'or, Michel Dussar-  
rat, le maître de cérémonie et toute  
une troupe à qui Savary a su insu-  
fler le naturel et la folie de la vie.

CLAUDE FLOUTER.

\* Théâtre Mogador, 20 h 30.

## EXPOSITIONS

A la Fondation Dapper

## Pénélopes zairoises

Au centre du Zaïre, au sein des royaumes kubas, les femmes tissent des merveilles. Une cinquantaine d'entre elles sont exposées à la Fondation Dapper.

L'art des peuples africains est essentiellement utilitaire. De n'être que le sens de la beauté. Léopold Senghor s'est nagère insurgé contre cette prétention des ethnologues à vouloir enfermer dans un cadre étroitement « magique » — donc restrictif — la « production » qu'ils avaient à étudier. Certains d'entre eux, et non des moindres, partageant toujours cette opinion. S'il fallait encore lui porter un quelconque crédit, quelques expositions récentes, sont là pour le mettre en pièces. Parmi celles-ci, « Abstraction aux royaumes des Kubas ».

Quel de plus gratuit que ces pièces patiemment tissées pour être portées, sans jamais avoir été portées ? Quel de plus raffiné que ces entrelacs de couleurs ? Quel de plus élaboré que ces subtils dessins géométriques dont les rythmes traditionnels sont subtilement perturbés par l'ingéniosité de l'artisan. Comment douter du sens esthétique de ces artistes qui exécutent un travail d'une complexité infinie, sans tracé préalable, et dont le dessin exploite à merveille l'univers complexe des phénomènes visuels ?

Ces œuvres existent depuis des siècles. C'est à un souverain kaba du XVIII<sup>e</sup> siècle, Shamba Bolongongo, que la tradition attribue la création de ces « velours » fabriqués à base de fibre de raphia, remarquables par leur aspect soyeux et l'élégance de leur géométrie.

L'ethnie Shoowa, plus au nord, qui faisait partie de la même fédération politique et de la même mouvance culturelle, a développé une broderie légèrement différente. Sans doute d'origine plus récente, elle a poussé

plus loin l'exploration du dessin rectiligne et possède un certain nombre de pratiques qui lui sont propres, d'ordre purement plastiques. « Elle use de procédés universels fondés sur la rigueur des nombres, affirme M. Georges Meurant, le maître d'œuvre de l'exposition, mais exploite aussi des phénomènes optiques dont les principes sont ceux que Klee décrit dans ses cours au Bauhaus. Une transposition moderne de la tradition — la loi géométrique initiale — induit le processus d'auto-fécondation du dessin. Ce travail très lent, exclusivement féminin, est l'expression d'une pensée logique qui utilise un vocabulaire exclusivement visuel. Il dévoile l'expérience de celle qui brode ».

Chez les Kubas, explique encore M. Georges Meurant, les hommes ont l'apparence du pouvoir, politique et idéologique. Ils se consacrent aux tâches nobles : chasser, pêcher, défricher, discerner. Les femmes cultivent. Elles disposent de la récolte et peuvent en vendre les excédents, donc s'enrichir. De ce fait, elles ont une place de choix dans ces royaumes traditionnellement riches.

Le lent travail de ces Pénélopes africaines est très recherché. Il est destiné à être enfoui aux côtés des morts et peut se dégrader. Ce serait ainsi la réponse silencieuse des femmes au bruyant discours masculin et la manifestation subtile de leur poids dans la société.

Une chose est certaine. Il n'existe nulle part ailleurs en Afrique de telles broderies. Mais les peuples voisins des Kubas n'ont pas de ces « velours » fabriqués à base de fibre de raphia, remarquables par leur aspect soyeux et l'élégance de leur géométrie.

EMMANUEL DE ROUX.

\* L'abstraction des royaumes kubas, Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris, jusqu'au 16 mai.

## L'Afrique au fond du béton

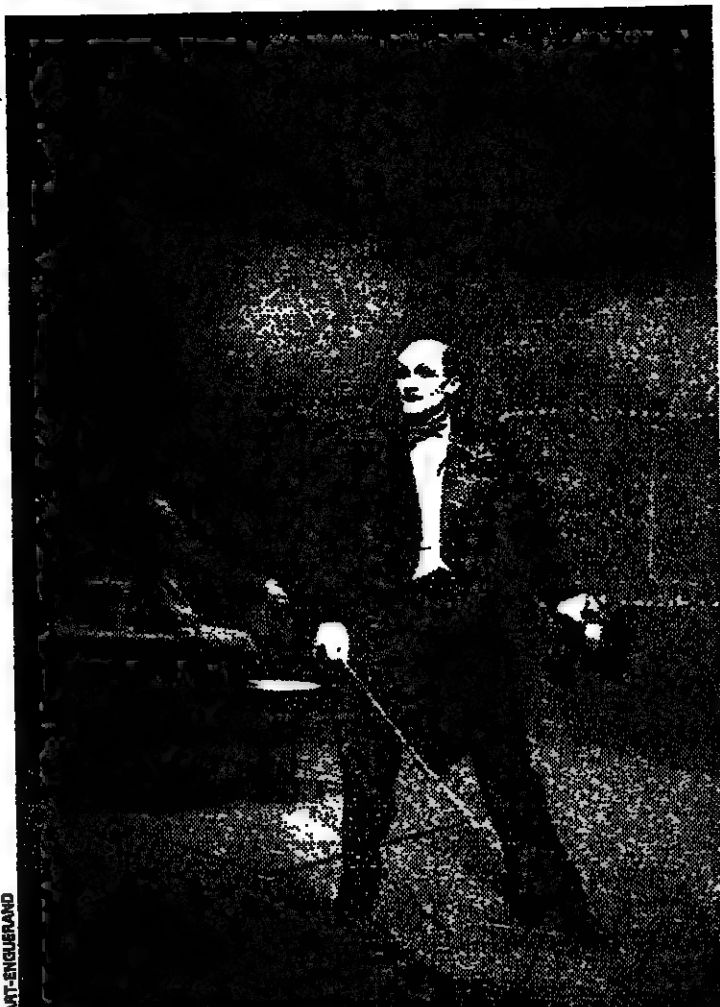
L'Agora d'Envy est un espace chaotique, un univers de plastique et de béton, truffé d'escaliers en pannes et de fantaisies rouillées. Le SAN (Syndicat d'agglomération nouvelle) se bat courageusement pour faire acquiescer à la cité éolienne une identité culturelle, à défaut d'identité tout court. Rude tâche que d'exposer de l'art contemporain dans ce paradis de l'art pauvre.

« Africa » est la deuxième exposition qu'Hervé Yeu présente ici. Il a demandé à Pierre Verité qui tient boutique depuis cinquante ans, en haut du boulevard Raspail, de lui prêter quelques-unes de ses sculptures africaines. Le choix a été fait dans son capharnaüm où le bon obéit les pires rebuts d'aéroport. Meux, il a obtenu quelques-uns

des objets de la collection personnelle du marchand, qui a la réputation d'être l'une des plus riches de Paris.

Une quarantaine de pièces sont donc présentées en compagnie d'œuvres contemporaines : une gravure de Marcoussis, un dessin de Geneviève Assé, une toile calquée de Jaccard, une peinture de Morellet... En face quelques beaux objets en provenance du Mali : cimier bambara, masque d'hyène de la même ethnologie, belle coupe dogon. « La géométrie et l'abstraction se renforcent ici naturellement », affirme avec optimisme Hervé Yeu. Des œuvres de l'art seront prochainement exposées sur l'asphalte, qui sera refait de fond en comble dès le début de l'été.

E de R.



Michel Dussarat, le maître de cérémonie

## DANSE

A Moscou, le ballet Moisseiev fête son jubilé

## La mémoire des corps

Fondateur et directeur de la plus célèbre compagnie folklorique de notre temps, Igor Moisseiev, ancien danseur du Bolchoï, est parti de la danse classique pour retrouver la mémoire de la danse populaire. Son rôle peut se comparer à celui de Bartok pour la musique. Il sera à Paris au Palais des congrès avec sa compagnie à partir du 11 mars.

Il devrait être comblé. Il est célèbre dans le monde entier. Il a formé plusieurs générations de danseurs. Il habite dans la cité réservée aux personnalités du régime.

Le cinquantième anniversaire de sa compagnie a été célébré avec le Forum de la paix et il y a eu foule au Théâtre Tchekhovski pour son jubilé. Fondé sur la scène aussi avec fleurs, discours, cadeaux, embrassades des collègues du Bolchoï, et une surprise d'Oleg Vinogradov, directeur du ballet du Kirov : la version du *Fas de quatre*, de Fugat, pour tulus et bottes de cuir. La grande famille des anciens était là (certains ont soixante ans et plus) pour suivre avec nostalgie les petits jeunes reprenant à leur tour les danses de séduction et les combats guerriers truffés d'acrobatie.

Depuis 1937, Igor Moisseiev a eu le temps de collecter danses, costumes et musiques du passé. Il y a ajouté des scènes inspirées par l'actualité, comme les *Partisans*, avec ses cavaliers glissant dans leurs immenses capes noires, *Un jour sur un navire*, ballet mécanique sur le travail des marins, et, tout récemment, une stylisation très chaplinienne du stakhanovisme sous un ciel hanté de cosmonautes. Désormais il affiche, en ouverture de programme,

les *Chemins de la création*, qui illustrent le travail du danseur depuis l'entraînement à la barre, mené avec une rigueur toute classique, jusqu'à l'exécution du ballet : le passage de la danse savante à la danse populaire.

Pour ce jubilé, Moisseiev présentait une création, *Spartacus*, évocation peu réussie des jeux du cirque sur la musique de Khatchaturian, qui se défend de vouloir concurrencer la production du Bolchoï. Interrogé Moisseiev sur le Bolchoï est d'ailleurs la seule chose qui puisse déranger cet homme affable, courtois, étonnamment jeune pour ses quatre-vingt-un ans. « Je pourrais paraphraser Voltaire : le Bolchoï m'a fait trop de mal pour que j'en parle en bien et trop de bien pour que j'en parle en mal. J'y étais soliste à dix-huit ans. Mais j'étais un danseur « de caractère ». Et, au Bolchoï, si on n'est pas danseur « noble », on n'a guère l'occasion de paraître. En 1930, j'ai composé ma première chorégraphie, les *Footbal-  
lours*, un ballet contemporain avec gags, qui ne fut guère apprécié. En 1936, à l'issue d'un festival de danse folklorique, j'ai obtenu l'autorisation de fonder ma propre compagnie. J'avais trente danseurs. Aujourd'hui, j'en ai cent cinquante ».

François châté,  
accent parfait

Cela dit, Igor Moisseiev, établi dans un restaurant chic de Moscou, attaque un entrecôte. Une question est jetée à la cantonade : « Qu'est-ce que vous aimez le plus dans la vie ? » « La mauvaise nourriture ». Le Français est châté, l'accent parfait : « Ma mère était d'origine française, mon père moldave. Il était recherché par la police du tsar. Nous sommes partis en France. Mais il a été extradé. Je suis resté en pension à Paris. Je logeais avec des élèves plus grands. Je devais m'habiller et faire mon lit tout seul : j'avais quatre ans, c'était dur. Quand je suis

● RECTIFICATIF. — L'article de Michel Comout consacré aux soirées théâtrales dans les cafés du dix-huitième arrondissement (*le Monde* du 25 février) comportait un numéro de téléphone erroné. Pour tous renseignements, il faut composer le 42-77-19-90.

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77.  
du 26 février au 29 Mars

**VERA BAXTER**  
**MARGUERITE DURAS**

mise en scène Jean-Claude AMYL, décors costumes Nathalie HOLT  
avec  
Martine PASCAL, Laurence ROY  
Jean-Pierre JORIS, Jean-Loup WOLFF, Emmanuel UTWILLER

## MUSIQUE

Les Marionnettes de Salzbourg au Ranelagh

## Le triomphe du réalisme fantastique

Après deux ans de préparation, entrée des Contes d'Hoffmann d'Offenbach au répertoire des Marionnettes de Salzbourg : elles sont irrévocablement vivantes.

Quatre ans après leur dernier séjour, les Marionnettes de Salzbourg sont revenues au petit Théâtre du Ranelagh, bonbonnière qui semble avoir été construite pour elles. Avec *Don Giovanni*, la *Flûte enchantée* et *Casse-noisette*, elles amènent leur nouveau spectacle, les *Contes d'Hoffmann*, d'Offenbach, qui a demandé deux ans de préparation au metteur en scène Wolf-Dieter Ludwig et au décorateur Günther Schneider-Simssen, deux collaborateurs de Karajan.

Un choix véritablement judicieux, car la précision des gestes, le naturalisme des attitudes qui font le charme premier des marionnettes débouchent naturellement sur le fantastique, comme les personnages d'Offenbach au cours de leurs trois étapes de plus en plus oniriques. Les petites créatures de Salzbourg l'emportent aisément sur Olympia, la poupée mécanique du physicien : à Venise, elles rêvent au fond de la lagune où Giulietta émerge comme Vénus d'une coquille, et le duel avec Schminih voit les épées s'affronter,

seules en l'air, avec un brio étincelant. Chez le luthier Crespel, enfin, la fantasmagorie est à son comble. Les attitudes pâmes d'Antonia, son jeu exquis au piano, son duo d'amour avec Hoffmann, les entrées fracassantes du Docteur Miracle, les murs qui tombent, le portrait de la mère, la statue qui s'anime, tous ces décors, ces lumières qui se transforment sans cesse, emportés par cette musique envoiement, cavalcade, terrible, finissent par nous faire perdre pied, la tête nous tourne, les marionnettes ont gagné la partie, elles sont irrévocablement vivantes.

Ces *Contes d'Hoffmann* marquent, en effet, une nouvelle étape dans leur carrière, car elles utilisent pour la première fois l'holographie, une projection à trois dimensions par rayons laser, de purs « constructions de lumière sur une feuille invisible », décors féériques qui n'existent pas sinon aux yeux des spectateurs. Allées à la virtuosité diabolique des manipulateurs (il faut suivre, en particulier, le stupéfiant Docteur Miracle, animé par Gretl Aicher, héritière et directrice de la troupe), c'est le triomphe du réalisme fantastique absolu.

Il n'existe pas actuellement d'enregistrement tout à fait satisfaisant des *Contes d'Hoffmann* ; nos marionnettistes utilisent celui de Decca, avec la prestigieuse Sutherland à la voix bien artificielle et guidée, et Plácido Domingo qui, tous deux, ont malheureusement une prononciation française grotesque ; le formidable Franckier dans les rôles sataniques, Hugues Cuénod, Jacques Charon, etc., sous la direction de Richard Boyce (1). Le son paraît un peu trop confiné sur la scène. Mais l'esprit s'accomode vite, on se fait illusion au milieu de ces personnages de bois, de métal et de chiffon qui souffrent sur la scène, comme si l'on était l'un des leurs, et quand le rideau tombe, on est terrifié tout à coup par l'apparition des dix bons gants qui nous ont tenus sous le charme, emberlificotés dans leurs fils.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Les quatre spectacles en alternance jusqu'au 29 mars, tous les soirs (sauf lundi) à 20 h 30 ; matinales les samedis et dimanches à 15 h 30 au Théâtre du Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris (16<sup>e</sup>). Tél. : 42-38-64-44.

(1) Deux disques compacts DECCA 417-363.

DERNIERE SAMEDI 28

**la Tempête** CARTOUCHE LDC 43 28 36 36 ET FNAC

MARIO GONZALEZ met en scène  
STUART SEIDE joue  
**LA DERNIERE BANDE** de SAMUEL BECKETT

salle 2 - 21 h

Les portes seront fermées dès le début du spectacle

87<sup>e</sup> théâtre de gennevilliers

**L'ESPRIT DES BOIS**

d'Anton Tchekhov  
mise en scène : Jean-Louis Marinelli  
du 3 au 15 mars

47 93 26 30

avec : Vincent Bady, Claude-Inga Barbey, Jean-Luc Boquet, Erika Kemler, Maurice Deschamps, Marie-Luce Filber, Caroline Gasser, William Jacques, Jacques Michel, Jean-Pierre Morlaud, Rémi Rauxier, Alexandre Vasilie

هكذا من الاميل



## Culture

## NOTES

Retrouver  
Pierre Chenal

Il fut, avec ses adaptations littéraires (*Crime et Châtiment*, *L'Homme de paille*, le *Dernier Tourment*), l'un des cinéastes français les plus importants, les plus originaux des années 30. De son vrai nom Cohen, juif contraint à l'exil sous l'occupation allemande, il travailla en Argentine et ne retrouva jamais, après la guerre, son rang dans la production française. Pourtant, il y a eu au moins deux séries de soirées des années 50 qui ont refait surface, grâce à des cinéphilas assez fureteurs pour chercher plus loin que du seul côté des monuments consacrés.

Voici qu'on peut retrouver, sinon découvrir, Pierre Chenal dans un livre qu'ont réalisé Pierre Matalon, Claude Guiguet, Jacques Pintrault. Le texte de plusieurs heures d'entretiens avec le cinéaste a été soumis à celui-ci, qui a remis ses souvenirs en forme, avec cette précision, cet humour, cette verve parfois qui font le plaisir de sa conversation. Pierre Chenal parle un peu de lui, beaucoup des gens qu'il a rencontrés au cours de sa vie, de sa carrière (ce qui donne pas mal de portraits surprenants) et des conditions dans lesquelles il a réalisé ses films. Ses travaux en Argentine et au Chili sur lesquels nous ne connaissions pas grand-chose sont, ici, singulièrement éclairés. Le passage de Pierre Chenal en Amérique du Sud semble avoir marqué une continuité thématique et stylistique dont, malheureusement, l'importance n'a pas rebondi du côté du cinéma français.

Sur chaque page gauche du livre, en regard des propos de Pierre Chenal, des éléments historiques, biographiques concernant les œuvres, les producteurs, les auteurs, les acteurs, etc., apportent les précisions indispensables à la première grande étude d'ensemble consacrée — il n'est jamais trop tard pour bien faire — à un homme, un créateur trop négligé. Pierre Chenal octogénaire aura donc pu participer à ses archives vivantes.

JACQUES SICUR.

« Pierre Chenal, souvenirs, filmographie, filmographie, documents, et coordonnées par Pierre Matalon, Claude Guiguet, Jacques Pintrault. Editions Delarue, en collaboration avec les Amis de Cinéma-Bois, Anis-sens-Bois 252 pages, illustr., 95 F.

Papazoulos  
sculpteur  
de la cruauté

Des fers tordus, des aciers en pointes et lames, des fragments de métal soudés entre eux de manière à composer des rouges ou à évoquer des étreintes : les sculptures de Papazoulos se placent délibérément dans la tradition du travail d'assemblage et de récupération cher à un Gonzalez. Avec un sadisme qui peut rebouter ou séduire, l'artiste se plaît à construire des pièces agressives, auxquelles les matériaux communiquent une dureté d'armes blanches.

On se promène entre ces bûches d'épines et de dards avec un sentiment grandissant de malaise, et si l'on admire le savoir-faire du sculpteur, il arrive que l'on songe qu'une inspiration moins tordue ne desservirait pas son œuvre. S'il nous semble à qu'il les tourments à la Zaldívar, il est probable que Papazoulos développerait une sculpture de plus en plus complexe, et donc de plus en plus digne d'attention. Il en est parfaitement capable. — Ph. D.

• Galerie Sculptures, 11, rue Visconti, jusqu'au 28 février.

Prélude expérimental  
au Festival du son

Le Festival du son et de l'image enregistrée ouvre ses portes au public du 11 au 15 mars, après les journées traditionnellement consacrées aux professionnels. Au préalable, une opération d'information du public est organisée dans l'auditorium de la FNAC Forum. Il s'agit de tester, à partir d'auditions commentées, des ensembles acoustiques disponibles sur le marché français : les performances des haut-parleurs Allison, B&W, Cabasse, Celestion, Elipson, JLB, JM LAB, Kef, Luxman, Magnat et Yamaha pourront être appréciées, d'après un programme musical de disques classiques, jazz, préfabriqué, présent et commenté par les critiques du *Monde* de la musique. Auditions les 2 mars, de 15 heures à 17 heures et de 11 heures à 19 heures ; débats-reconstituer le 2 mars à 17 h 30.

• CNIT-La Défense (pour le Festival du son), Auditions à la FNAC Forum, 1 à 7, rue Pierre Lescot, 75001 Paris.

Lone Justice  
au Casino de Paris

On les a vus en octobre dernier au Bataclan, Maria McKee et son gang de justiciers désormais entièrement dévoués au service de sa voix et de ses chansons. En effet, depuis *Shelter*, le deuxième album, la chanteuse a refait à neuf la formation qui l'entoure et, de promoteur, avec un démarrage sur les chapeaux de rose en 1985, unanimement loué par la critique et paraitrait par les grands du rock, Lone Justice est devenu un groupe de premier plan. Un groupe ? Seulement dans la forme, car Maria McKee préside à elle seule aux destinées de Lone Justice. C'est elle qui compose et écrit les chansons, qui chante, tient la guitare et joue, à l'occasion, du piano. Une chanteuse hors pair, de la dimension d'une Janis Joplin, sa puissance musicale en fait un équivalent féminin de Bruce Springsteen. Annie Lennox et Dave Stewart l'ont rejointe en studio pour l'enregistrement du premier album, Jimmy Lovine et Steve Van Zandt (les anciens compagnons de Springsteen) la produisent.

C'est sur scène que Maria McKee donne toute sa mesure : entre Jeanne d'Arc et Baby Doll, sensuelle, entièrement habillée de sa musique, on la dirait possédée. Le regard dans le vague, son corps est pris de secousses brutales, elle s'acharne sur sa guitare et revient brusquement sur terre comme si de rien n'était. Et sa voix, rageuse puis tendre, suit les mêmes sautes d'humeur. Il y a chez Maria McKee quelque chose d'une rebelle dont la cause serait le rock'n roll.

ALAIN WAIS.

• Ce jeudi 26 février, à 20 heures, au Casino de Paris. Disque chez WEA.

Un centre  
d'art dramatique  
à Orléans

M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, a annoncé, le mercredi 18 février, la création d'un nouveau centre d'art dramatique à Orléans, dont le maire est M. Jacques Douffaigne, ministre délégué (UDF) chargé des transports. Ce centre, qui ouvrira ses portes le 1<sup>er</sup> janvier 1988, bénéficiera du soutien de l'Etat (4 millions de francs) et de celui des collectivités locales et régionales (3 millions de francs). Sa direction sera assurée par M. Jean-Claude Houdier, directeur du Théâtre d'Orléans, qui sera désormais affecté au centre, et par M. Lolo Volard, jusqu'ici directeur de la Maison de la culture de Loire-Atlantique.

La mort de  
José Afonso

José Afonso, le plus grand nom de la musique populaire portugaise, est mort, le lundi 23 février, à l'hôpital de Setúbal.

Auteur de la chanson *Grândola Vila Morena*, laquelle servit de signal aux militaires qui dans la nuit du 24 avril 1974, mirent fin à la dictature. José Afonso a succombé à une longue maladie.

Opposant déclaré au régime de Salazar, José Afonso avait été interdit, en 1967, d'exercer son métier de professeur d'histoire au lycée. Pour survivre, il donnait des cours privés. Mais surtout il chantait : pour les étudiants lors des crises universitaires de 1958, 1962 et 1969 ; pour les ouvriers en grève ; pour les paysans affamés de l'Alentejo.

Après la « révolution des œillets », il a assisté angoissé aux divisions entre les partis de gauche.

« J'admets que la révolution soit une utopie », disait-il lors d'une de ses dernières interviews. « Il était le plus incorruptible, le plus sincère et parfois le plus naïf de tous les artistes », a dit de lui un de ses amis, M. Paulo, qui l'a accompagné à la guitare lors de ses premiers disques. Célèbre au Portugal, très connu à l'étranger, José Afonso n'a jamais tiré de bénéfice financier de sa renommée. Il laisse une quinzaine de disques qui évoquent le temps difficile de la révolution d'avril et aussi la lutte des Africains pour obtenir leur indépendance. Le mardi 23 février à midi, trente stations de radios locales ont diffusé, en hommage au chanteur disparu, *Grândola Vila Morena*.

J. R.

## Communication

Un entretien avec M. Gabriel de Broglie

## « Tout s'est joué dans la transparence »

Alors que les équipes de la cinquième et de la sixième chaîne préparent dans la fébrilité le lancement de nouveaux programmes, la Commission nationale de la communication et des libertés s'apprête à rendre public le texte des autorisations. M. Gabriel de Broglie, son président, s'explique ici sur la méthode suivie par la Commission pour le choix des deux repreneurs.

— L'annonce d'un débat qui a vu la victoire du projet apparemment le plus éloigné des conditions de l'appel d'offre.

— Attention ! Les choses ont évolué au cours de l'instruction. Et la personnalité de Jean Drucker n'y est pas pour rien. Le projet qu'il représentait s'est finalement engagé à diffuser plus de 40 % d'émissions musicales. Une proposition finalement assez comparable à celle de TV6 ou de TF6 qui prévoient de faire elles-mêmes près de 50 % de fiction. Métropole répondait parfaitement à l'appel d'offre, ses engagements — qui figurent dans l'autorisation — lui donnent une coloration très jeune, et son importante capacité de production lui confère beaucoup d'atouts.

— La déception des jeunes téléspectateurs de TV6 et de nombreux artistes est immense.

— Sans doute ce choix — cruel — a-t-il été le plus difficile à effectuer. Et peut-être laisse-t-il des regrets quant à la qualité des professionnels qui incarnent les deux autres projets. Nous espérons en tout cas ne pas avoir méconnu les intérêts de la musique.

— Avant même de connaître la nature des différents dossiers, tous les observateurs et commentateurs politiques parlaient de la victoire de Robert Hersant.

— Si l'on a vu un projet à tendance politique plus marqué, c'était l'autre. Il est tout de même amusant de voir aujourd'hui qu'une candidature incluant MM. Bernheim et Seydoux passe pour politique ! Notre décision s'est davantage appuyée sur la capacité de création et de production de programmes originaux.

— Ne donnez-vous pas au député Hersant une amorce et un pouvoir considérables ?

— Il y a une obligation de pluralisme, elle sera respectée. Et puis, faites confiance aux téléspectateurs. Ils sont adultes, avisés et sensibles à ce qui est décevant. La transmission des télévisions et la participation du public diminuent le pouvoir politique des exploitants de télévision.

— L'écroût d'une télévision nationale à l'heure que nous vivons, déjà 30 % de la diffusion de la presse quotidienne, rendrait-elle possible ?

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

## Arbitrage gouvernemental sur TDF 1 - TDF 2

La société d'exploitation du satellite  
devra être constituée d'ici trois mois

Le gouvernement n'a pas suivi les adversaires du satellite de télévision directe. A l'issue d'une réunion interministérielle, le mercredi 25 février, il a réaffirmé son « attachement » au programme de TDF 1 - TDF 2 et estimé que les négociations entreprises par M. Claude Contamine et reprises par M. Xavier Gouyon-Bauchamps permettaient d'espérer la constitution prochaine d'une société d'exploitation.

TDF 1 sera donc lancé quel qu'il arrive. Son lancement TDF 2 sera financé comme prévu par des fonds privés : 40 % offerts par les industriels, 50 % par les candidats aux quatre canaux de télévision. Seule participation publique admise : l'Etat garantit le satellite TDF 1 jusqu'à concurrence de 600 millions de francs, permettant aux opérateurs et aux industriels d'emprunter les sommes nécessaires au financement de second satellite en attendant la mise sur orbite du premier.

Néanmoins, le gouvernement souhaite maintenant que l'affaire soit rapidement bouclée et que de nouveaux retards ne viennent pas ralentir les polémiques des dernières semaines. Il demande que la société d'exploitation soit constituée d'ici trois mois, faute de quoi seul TDF 1 sera lancé et exploité directement par Télédiffusion de France.

Le délai semble raisonnable à M. Gouyon-Bauchamps, président de TDF, pour conclure les négociations engagées. Il précise qu'il a déjà obtenu un accord ferme des industriels pour un montant de 170 millions de francs qui pourrait être porté rapidement à 220 millions. Manquent encore 20 millions que le président de TDF ne désespère pas de trouver. De côté des opérateurs, M. Gouyon-Bauchamps fait état d'une douzaine de candidatures. Les discussions vont se poursuivre sur le prix de locations des canaux, et c'est la Commission nationale de la communication et des libertés qui choisira les propriétaires définitifs des quatre canaux de télévision.

La décision gouvernementale ne devrait pas pour autant décourager les projets de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, et de M. Gérard Lang, ministre des P et T, qui songent toujours à faire diffuser des chaînes de télévision par le satellite Télécom 1. La direction générale des télécommunications a lancé auprès des industriels, il y a quatre mois, une étude de prix portant sur 100 000 antennes de réception, qui pourrait être lue au public. Elle prévoit d'installer sur Télécom 2 onze répéteurs capables de diffuser des chaînes de télévision et vient d'adresser à Eutelsat une demande pour neuf répéteurs de télévision sur le futur satellite de télécommunications européen. La concurrence entre satellite de télévision directe et satellite de télécommunications, voulue par les ministres libéraux, risque d'être très vive.

M. L.

JEAN-FRANÇOIS LAGAN.

## Augmentation de capital au « Matin »

M. Quilès prend la présidence du holding  
Médias Presse Communication

Appara pour la première fois dans la vie du *Matin* en mars 1986, M. Paul Quilès est, cette fois, le pivot d'une reorganisation complète du capital du journal, annoncée le mercredi 25 février lors d'une conférence de presse. Le député socialiste de Paris prend en effet la présidence d'un holding nouvellement baptisé Médias Presse Communication (MPC) aux ambitions affichées dans l'écrit — au travers du quotidien, mais aussi dans l'audiovisuel. Le nouveau groupe entend coproduire des émissions de télévision et étudier avec plusieurs réseaux de radios locales, des possibilités de coopération.

« Je ne suis mandaté par personne », affirme M. Quilès. Et pour gage de sa sincérité, l'ancien ministre socialiste, qui reste député, « renonce à [ses] responsabilités en sein du comité directeur du PS ». Mais ce geste peut-il suffire à apaiser les craintes des journalistes du *Matin*, redoutant une emprise de plus en plus directe sur le quotidien ?

C'est ainsi que pour disposer des moyens nécessaires à ses projets, MPC vient de porter son capital à 51 millions de francs, 80 % environ de celui-ci étant détenus par une société, la SDPC, regroupant autour de M. Quilès vingt-cinq personnalités.

Sollicité, le magnat de la presse britannique, M. Robert Maxwell, dont le fils lui vient de prendre le contrôle de l'Agence centrale de presse (ACP), a décliné une offre jugée trop risquée (malgré la proposition qui lui était faite parallèlement de reprendre les actions détenues par les héritiers de Jessi Ribaud, dans le *Provençal*). Affaire fut donc faite avec un holding luxembourgeois, Interpart, réalisant selon M. Quilès 9 milliards de francs de chiffre d'affaires dans des secteurs aussi différents que l'hôtellerie, la banque ou le tourisme, et dirigé par un ancien député socialiste.

P.-A. G.

théâtre







هكذا من الراحل

# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 26 février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20.30 Questions à domicile. Émission de Pierre-Luc Séguillon, Anne Sinclair et Alexandre Tarta. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, en direct du ministère, place Beauvau.
- 21.50 Cinéma : La lune dans le caniveau. ■■ Film français de Jean-Jacques Beineix (1983). Avec Gérard Philipe, Natasja Kinski, Victoria Abril. Un docteur revient sans cesse à la rue où sa sœur - qu'il veut venger - s'est tranché la gorge après avoir été violée. Un soir, il rencontre une fille venue des quartiers chics de la ville. L'univers désespéré de David Goodis transformé en drame fantastique.
- 0.05 Journal.
- 0.25 Magazine : C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20.35 Cinéma : Charlotte Connexion. □ Film français de Jean-Claude Braly (1983). Avec Gérard Philipe, Jean Sarrus, Gérard Philipe, Henri Garcia, Alexandra Stewart, Pauliste Dubois.
- 21.55 Magazine : Actions. Émission présentée par Bernard Rapp. Le dossier du mois : Le dur métier d'actionnaire ; A qui profite l'argent des tirelire ? ; Le jeu boursier ; Titres en jeu.
- 23.10 Journal.
- 23.20 Sport : basket-ball. Coupe d'Europe : Tel-Aviv/Orléans (2<sup>e</sup> mi-temps).

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.35 Cinéma : Le bel des vampires. ■■ Film américain de Roman Polanski (1967). Avec Jack Mac Cowan, Roman Polanski, Alfie Bass, Jessie Robins, Sharon Tate, Ferdie Mayne. D'une étrange auberge à un étrange château de Transylvanie, les aventures d'un vieux professeur et de son assistant, qui veulent démontrer l'existence des vampires.

- 22.20 Journal.
- 22.50 Magazine : Pare-choix.
- 23.20 Prélude à la nuit.

### CANAL +

- 20.35 Cinéma : Tempête. ■■ Film américain de Claudia Weill (1980). Avec Jill Clayburgh, Michael Douglas, Charles Grodin. 0.38 Cinéma : Les diables. ■ Film anglais de Ken Russell (1971). Avec Olivier Reed, Vanessa Redgrave, Michael Goughard, Gemma Jones, Dudley Sutton. 2.10 Série : Rawhide.

### LA 5

- 20.30 Téléfilm : Si c'était demain (3) ; 22.10 Série : Thriller (Possession) ; 23.35 Série : Supercopier ; 0.25 Série : Chips ; 1.20 Téléfilm : Si c'était demain (3).

### TV 6

- Condannés à l'effacement, dimanche 1<sup>er</sup> mars, après un an d'existence, devant la chaîne émise par la CNCL, TV6 boucle ses programmes et émet sans interruption jusqu'à samedi minuit. Deux mois exceptionnels avant le compte à rebours en direct de samedi : jeudi, une nuit de cinéma, vendredi une nuit de la musique.
- 20.30 Cinéma : Le dernier de la liste. ■ Film américain de John Huston (1962). 22.00 The Desist, un court métrage de W.C. Fields. 22.30 Le Taverne de la jeunesse, un film anglais d'Alfred Hitchcock (1939). 0.15 Barber Shop, un court métrage d'Arthur Ripley (1933). 0.45 Pandora, film américain d'Albert Lewis (1930). 2.55 Fatal Glass of Beer, un court métrage de Clyde Bruckman. 3.20 La Nuit de l'espérance, film anglais de Terence Fisher (1961). 5.00 Chips.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Écrit pour la radio : L'homme aux lions, d'Anne Alquier ; 21.30 Musique : Arvo Part. Concert enregistré au Théâtre de la Ville en novembre 1985 par le Musée Projecta de Londres ; Si Bach élevait des abeilles, Frustres Cantos en mémoire de Benjamin Britten, Festival lento ; 22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment ; Les nouvelles princesses ; 0.10 De jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (dominé le 4 décembre 1986 à Casen) : Œuvres de de Chastillon, Praetorius/Caroubel, Bernard, du Cantory, Costelet par l'ensemble A Sol Voix ; 23.00 Nuits magiques.

## Vendredi 27 février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13.50 Feuilleton : Symphonie (10<sup>e</sup> épisode).
- 14.45 Feuilleton : Issara (40<sup>e</sup> épisode).
- 15.15 Croque-vacances.
- 18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit.
- 18.25 Mini-journal, pour les jeunes.
- 18.45 Jeu : La roue de la fortune.
- 19.40 Cocoricooboy.
- 20.00 Journal.

LE MARCHÉ AUX AFFAIRES

Toutes, toutes, toutes les affaires à faire!

Samaritaine

- 20.35 Variétés : Grand public. Émission de Patrick Sabatier. Avec Jean-Claude Braly, Julie Pietri, Catherine Lara, Bibie, Berlin, Marlene Jobert, Ianna Katsoulou, Quen Zaza, Francis Lalanne, Madonna (vidéo).
- 22.00 La séance de 10 heures. Avec Claire Nadeau et Caroline Caillier, pour le film Le grand guignol, de Jean Marbœuf.
- 22.30 Feuilleton : Holmes. D'Edgar Reisz (8<sup>e</sup> épisode).
- 23.30 Journal.
- 23.45 Magazine : Premier balcon.
- 0.05 Télévision sans frontières (TSF).

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13.45 Feuilleton : Le riche et le pauvre.
- 14.35 Magazine : Ligne directe.
- 15.35 Feuilleton : Rue Carnot (6<sup>e</sup> épisode).
- 16.05 C'est encore mieux l'après-midi.
- 17.35 Récit A 2.
- 18.30 Magazine : C'est la vie.
- 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Série : Deux fics à Miami.
- 21.25 Apocryphes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : Les chemins de la réussite, sont invités : Michel Schifres (L'Esprit), Jean-Michel Guillard (Tu seras président, mon fils) ; Daniel Dessert (Footnote) et Jean Calmon préfacier du Jeu de la pensée, de Michel Moriz.
- 22.35 Journal.
- 22.45 Ciné-club : Cléo de 5 à 7. ■■ Cycle, les années 60. Film français d'Agnes Varda (1962). Avec Corinne Marchand, Anouk Bousuier, Dorothée Blank, Michel Legrand, José-Luis de Villalonga. L'errance de deux heures d'une jeune femme, chanteuse, qui attend le résultat d'une analyse médicale et craint d'être atteinte d'un cancer.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14.00 Magazine : Pare-choix (radiff.).
- 16.00 Documentaire : Vive l'Histoire !
- 17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
- 17.30 3.2.1. Contant.
- 18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 19.55 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20.05 Jeux : La classe.
- 20.35 Feuilleton : Les fiers du sang. 1<sup>er</sup> épisode : Les racines. Avec Burt Lancaster, Julie Christie, Bruno Ganz.
- 21.30 Portrait : Yves Coppens.
- 22.30 Journal.
- 22.55 Espace francophone.
- 23.25 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

- 14.00 Cinéma : La galette du roi. ■ Film de Jean-Michel Ribes (1985). Avec Jean Rochefort, Roger Hanin, Pauline Lafont, Jacques Villeneuve, Eddy Mitchell, Christophe Bourseiller, Jean-Pierre Bacri. 15.30 Cinéma : Un flic n'a pas de poche. ■ Film de Jean-Pierre Mocky (1975). Avec Jean-Pierre Mocky, Francis Blanche, Jean Carmet, Michel Galabru, Daniel Gelin, Jean-Pierre Marielle. 17.30 Série : Chico Kid. 18.00 Flash d'informations. 18.45 Dessin animé. 18.55 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Feuilleton : Objectif mal. 20.05 Football : (en direct de Laval) Laval-Lorient. Match avancé sur la journée de reprise du Championnat de France. 22.30 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Elle botte pas, elle fume pas, elle drague pas, elle cause. ■ Film français de Michel Audiard (1969). Avec Annie Girardot, Bernard Blier, Mireille Darc, Sino, Jean-Pierre Darras. 0.00 Cinéma : Les jours et les nuits de China Blue. □ Film américain de Ken Russell (1984). Avec Kathleen Turner, Anthony Perkins, John Laughlin, Azalea Port, Bruce Davidson, Norman Burton. 1.40 Cinéma : Les jours sans eux. □ Film franco-argentin de Gilles Béhat (1985). Avec Bernard Giraudeau, Claudia Ohana, Robert Charlebois, Federico Luppi. 3.20 Cinéma : Les diables. ■ Film anglais de Ken Russell (1971). Avec Oliver Reed, Vanessa Redgrave, Michael Goughard, Gemma Jones, Dudley Sutton (v.o.). 5.15 Cinéma : Prophecy. □ Film américain de John Frankenheimer (1979). Avec Tala Shire, Robert Foxworth, Armand Assante, Richard Dysart.

### LA 5

- 14.05 Série : Jaimé. 15.05 Chips. 16.05 Série : Supercopier. 17.05 Série : Shérif, fais-moi peur. 18.00 Série : K 2000. 19.00 Série : Happy days. 19.35 Série : Star Trek. 20.30 Variétés : Carnaval des carnavals. 22.45 Série : Thriller. (La nuit). 0.00 Série : Supercopier.

### TV 6

- 14.00 6 Tonic. 17.00 Système 6. 19.00 NRJ 6. 19.40 Série : Max la menace. 20.10 Feuilleton : Le temps des copains. 20.30 Live & 22.00 Côté courts (cours métrages). 23.00 Cinéma : Adieu Philippe. ■■ Film français de J. Rozier (1960-1962). 0.00 Concerts : Phil Collins, David Bowie, Eric Clapton, Les Reed.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Le grand débat. La grève dans la société française (deuxième partie). Avec André Bergeron, Pierre Guillemin, Jean Kasper, Alain Touraine, Roland Trempe. 21.30 Musique : Black and blue. Musiques inédites ; Invité : André Hodeir. 22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment ; Les nouvelles princesses. 0.10 De jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 28 novembre 1986, salle Pleyel) : Le son d'une nuit d'été, ouverture, op. 21 de Mendelssohn ; Symphonie n° 29 en la mineur, K. 201, de Mozart ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ré mineur, op. 13 de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. Jauch Hunkeler ; Vladimir Ashkenazy, piano. 22.20 Les solistes de France-Musique. 22.20 Les pêcheurs de perles ; à 0.30, Météo-musique.

# Informations

## MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le jeudi 26 février à 0 heure et le dimanche 1<sup>er</sup> mars à 24 heures. Dans un flux perturbé d'ouest-sud-ouest, des passages pluvieux touchent le pays au cours de cette période.

Vendredi, c'est un temps gris et parfois pluvieux qui s'étendra sur l'ensemble du pays. En Bretagne et en Corse, les nuages ne laisseront guère de place aux éclaircies, surtout dans l'après-midi. En revanche, il ne pleuvra pas.

Sur toutes les régions s'étendant de la Manche au Massif Central, à l'Aquitaine et aux Pays de Loire, la météo sera nuageuse et pluvieuse. Il faudra attendre l'après-midi pour apercevoir le soleil à travers quelques éclaircies.

De l'Alsace et de la Lorraine au Lyonnais, à la Méditerranée et aux Alpes, ce sera le contraire : de rares éclaircies le matin et de la pluie l'après-midi. Il neigera à partir de 1 600 mètres d'altitude sur les Alpes.

Côté températures, c'est la poursuite du radoucissement. Le matin, elles seront voisines de 6 à 8 degrés sur la moitié ouest, 4 à 6 degrés sur la moitié est, excepté en Alsace où elles seront de l'ordre de 0 degrés.

L'après-midi, elles atteindront un maximum de 10 à 14 degrés du Nord au Sud, excepté en Alsace où elles approcheront 6 à 7 degrés.

A signaler : un vent de sud-ouest assez fort en Manche et modéré dans l'intérieur sur la moitié nord-ouest.

Samedi 28 février : le matin, sur la plupart des régions, le temps restera assez nuageux, cependant les éclaircies prédomineront du Midi-Pyrénées au littoral méditerranéen.

L'après-midi, sur la Bretagne et les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest, le ciel se couvrira progressivement, pour donner des pluies en soirée.

Sur les autres régions, les éclaircies et les nuages se partageront le ciel. Les températures minimales seront de l'ordre de 2 à 7 degrés du Nord au Sud et les températures maximales de 9 à 16 degrés.

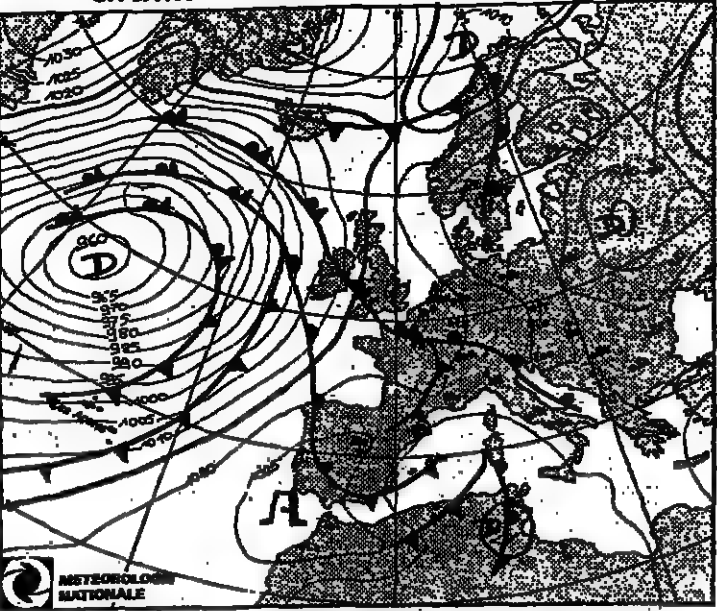
Dimanche 1<sup>er</sup> mars : le temps couvert et pluvieux s'étendra le matin à toute une moitié ouest de la France. Sur le quart nord-est du pays, le temps sera toujours assez nuageux avec quelques éclaircies, alors que le quart sud-est sera assez dégagé.

L'après-midi, le temps pluvieux se généralisera à tout le pays, avec des pluies plus importantes sur les régions du Nord.

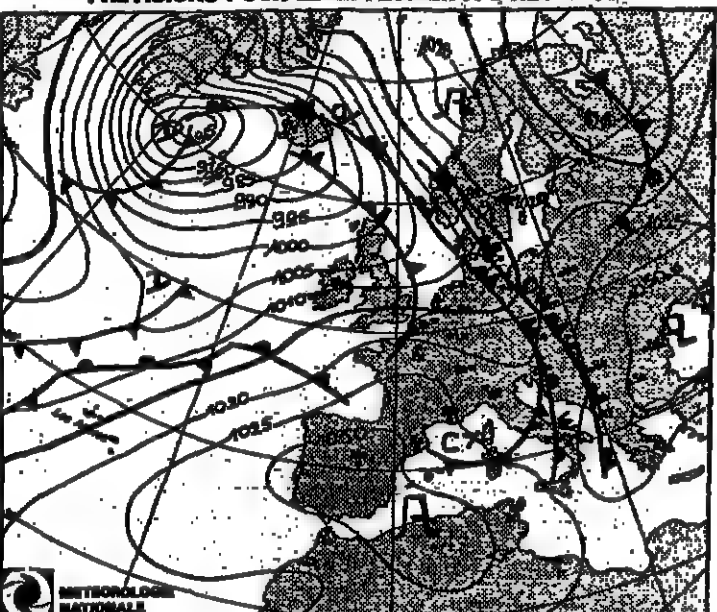
Les températures minimales seront en hausse de 1 à 2 degrés.

Les températures maximales seront quasi stationnaires.

### SITUATION LE 26 FÉVRIER 1987 À 0 HEURE TU



### PRÉVISIONS POUR LE 28 FÉVRIER À 0 HEURE TU



## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 26 février 1987 :

### DES ARRÊTÉS

- Du 19 février 1987 portant création des spécialités du brevet d'Etat d'animateur technique de l'éducation populaire et de la jeunesse.

- Du 20 février 1987 modifiant l'arrêté du 16 janvier 1987 fixant les modalités de la privatisation de la Compagnie financière de Paris.

### UNE DÉCISION

- N° 87-149 L du 20 février 1987 du Conseil constitutionnel (code rural et protection de la nature).

### UNE CIRCULAIRE

- Du 29 décembre 1986 relative à la directive du Conseil des communautés européennes du 7 mars 1985 concernant les normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote.

## EN BREF

● ASSURANCES : attention, ça glisse... Les habitants de 433 communes françaises sont menacés par des glissements de terrain et des éboulements de rochers. Certains départements, précisés le Centre de documentation et d'information de l'assurance, sont particulièrement exposés (Lure, Oise, Saône, Haute-Savoie, Seine-Maritime, Somme, Var, Vienne, Loire...). Si, malgré les précautions prises par les collectivités publiques et les pouvoirs publics (interdiction de dévaler des pentes de construction, évacuation des habitants en cas de danger immédiat, etc.), un accident se produit, la loi sur les catastrophes naturelles, votée en juillet 1982, peut être appliquée. Selon ce texte, les Français titulaires d'une assurance « dommages » sont automatiquement garantis contre les dégâts matériels consécutifs à un glissement de terrain, un raz de marée, une avalanche, un tremblement de terre... Mais il faut auparavant que les pouvoirs publics reconnaissent par un arrêté interministériel publié au Journal officiel l'état de « catastrophe naturelle ».

### TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 25-2 à 6 h TU et le 26-2-1987 à 6 h TU

LE 26-2-84 10 H et le 26-2-1987 à 6 H TU																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
FRANCE			TOURS			NANTES			LYON			MONTPELLIER			NICE			Marseille			Paris			Bordeaux			Toulouse			Strasbourg			Lille			Rennes			Ajaccio																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											
max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max	min		max

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

**SAINT-GOBAIN**

Retransmission de la 1<sup>re</sup> Assemblée Générale

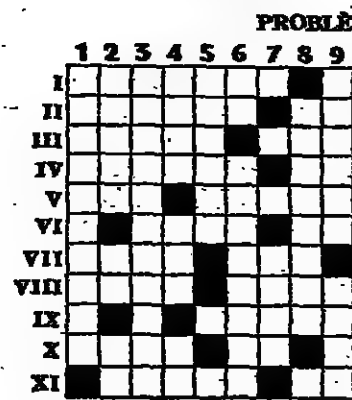
Samedi 28 Février

sur FR3 de 9h à 9h30 et de 14h30 à 15h.



# « services »

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**  
1. Peut être, à la fois, maître et maître. - 2. Tel un personnage vide ou à vide. Extrait de rose. - 3. Père spirituel de nombreux frères. Qualifié par son caractère d'un personnage éminent. - 4. L'occupation principale du Roi-Soleil. Demi-

jour ou en pleine obscurité. - 5. Fonction réclamant plus de lettres que de lettres. Se porte dans une certaine vérité. Personnel. - 6. Ancêtre biblique. En tête. - 7. VIII. Empoisonnant l'atmosphère en lâchant des vents. Se plaisent dans les bas-fonds ou détestent les fonds bas. - 8. D'un caractère vicieux. - 9. Sujet spirituel mais peu académique. Cour de laime. - 10. Plus importante pour le tour de Longchamp que pour le Tour de France. Copulative.

### VERTICALEMENT

1. Libération anticipée d'un condamné à vie. - 2. L'imitation du pigeon ou le pigeon. Ronds sans valeur quand on les met à gauche. Vise au cœur. - 3. Ne se prête à aucune comparaison. - 4. Normande à la mode. Port du Japon. Personnel. - 5. Mot mal accepté par une fine langue. - 6. Personnel. Par terre de reines. - 7. D'importance chez le lion. - 8. Apanage des aigles. - 9. Une telle échelle est sans barreaux. Numéro hors pair.

Solution du problème n° 4429

### Horizontalement

I. Haptement. - II. Ovide. Or. - III. Sol. LI. - IV. Paire. - V. Hérault. - VI. Tison. Buc. - VII. As. Thé. - VIII. LSD. Dix. - IX. Je. Ob. Lie. - X. Supplie. - XI. Eux. En. EV.

### Verticalement

1. Hospitalisé. - 2. Avertisseur. - 3. Palais. PS. - 4. Pi. Ino. OP. - 5. Er. Rentable. - 6. Miler. MI. In. - 7. Isabelle. - 8. N6. Nu. Eire. - 9. Tristesse.

GUY BROUTY.

## Déclarations de revenus des agriculteurs en 1987

Les agriculteurs auront jusqu'au 1<sup>er</sup> juin pour déclarer les résultats des exercices clos en 1986 (imposition au réel), pour formuler leurs options au titre de 1987 (régime transitoire, régime réel normal ou simplifié, retour au forfait) ou pour adhérer à un centre de gestion agréé lorsque l'exploitant agricole souhaite opter, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1987, pour un régime réel ou pour le régime transitoire créé par la loi de finances pour 1987.

loterie nationale									
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER									
TOUTS CUMULÉS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS									
TERMINAL	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES	TERMINAL	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES	TERMINAL	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES	TERMINAL
1	2 371	1 000 000	6	1 000	1 000 000	1	1 000	1 000 000	1
2	2 781	500 000	7	1 000	500 000	2	1 000	500 000	2
3	2 801	250 000	8	1 000	250 000	3	1 000	250 000	3
4	2 821	125 000	9	1 000	125 000	4	1 000	125 000	4
5	2 841	62 500	10	1 000	62 500	5	1 000	62 500	5
6	2 861	31 250	11	1 000	31 250	6	1 000	31 250	6
7	2 881	15 625	12	1 000	15 625	7	1 000	15 625	7
8	2 901	7 812	13	1 000	7 812	8	1 000	7 812	8
9	2 921	3 906	14	1 000	3 906	9	1 000	3 906	9
10	2 941	1 953	15	1 000	1 953	10	1 000	1 953	10
11	2 961	976	16	1 000	976	11	1 000	976	11
12	2 981	488	17	1 000	488	12	1 000	488	12
13	2 991	244	18	1 000	244	13	1 000	244	13
14	3 001	122	19	1 000	122	14	1 000	122	14
15	3 011	61	20	1 000	61	15	1 000	61	15
16	3 021	30	21	1 000	30	16	1 000	30	16
17	3 031	15	22	1 000	15	17	1 000	15	17
18	3 041	7	23	1 000	7	18	1 000	7	18
19	3 051	3	24	1 000	3	19	1 000	3	19
20	3 061	1	25	1 000	1	20	1 000	1	20

TOUTS LES BILLETS NE BÉNÉFICIAIENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES BILLES SUIVANTS :

6 11 28 39 41 43 35

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE

Le règlement du TACO-TAG ne prévoit aucun cumul (A.D. du 27/12/86)

Le numéro 268846 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille

gagnent 40 000,00 F

Les numéros approchant aux

gagnent 10 000,00 F

Tous les billets se terminant par

gagnent 4 000,00 F

gagnent 400,00 F

gagnent 200,00 F

gagnent 100,00 F

TIRAGE DU 26 FÉVRIER 1987

21

## Histoire

### La guerre d'Espagne dans les airs

La revue *l'Aviation* poursuit la publication de ses séries historiques sur l'aviation militaire et commerciale. Dans sa dernière livraison, elle raconte la guerre d'Espagne vue du côté des forces aériennes républicaines. Un prochain numéro sera consacré au point de vue des aviateurs nationalistes.

« La guerre d'Espagne », n° 118, 87 F franco. L'Aviation, 75 104, 93508 Paris Cedex. Tél. : (1) 48-43-61-31.

### PUBLICATIONS : des idées et des hommes.

Politique, économique, scientifique ou religieuse, instrument de domination ou de manipulation plus ou moins consciente, valeur quand on les met à gauche. Quelles sont ses fonctions, ses mécanismes ? L'individualisme peut-il être considéré comme une idéologie ? Et le concept même d'idéologie, qui du départ signifie « sciences des idées », n'a-t-il pas été vidé de son contenu et dépourvu d'autres fins, si bien que l'on ne sait plus trop ce qu'il recouvre ? Le dossier n° 51 du Centre documentation-recherche, *Approches* est consacré aux « Mécanismes de l'idéologie ».

Approches CDR, 108 bis, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 42-23-07-48. 140 p., 46 F (étranger 51 F).

**nouveau drouot**  
Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris  
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260  
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

**Compagnie des commissaires-priseurs de Paris**  
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indication particulière, \* après le matin de la vente.

### SAMEDI 28 FÉVRIER

8. 4. - 15 h. Tapis d'Orient. - M<sup>me</sup> CHEVAL.  
9. 7. - Fourrures. - M<sup>me</sup> BOISGRAND, M<sup>me</sup> de Haeckere expert.

### LUNDI 3 MARS

8. 1. - Ateliers André TONDU. - V. Estampes, tableaux mod. - M<sup>me</sup> BINOCHER, GODEAU.  
8. 11. - Dessins d'architectes, objets d'art et d'ameublement. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. de Bayser expert.

8. 14. - Bouteilles, objets mobiliers. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
8. 15. - Mob. d'art. et de style. - M<sup>me</sup> ROGEEON.

### MARDI 4 MARS

8. 8. - Céramiques. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Camard expert.  
8. 10. - Livres modernes. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

### MERCREDI 4 MARS

8. 1. - Pendule révolutionnaire, bureau Louis XV, tapisserie Régence, salon Gauthier Polissignon, piano, buffet breton. - M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.  
8. 2. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.  
8. 3. - Joints anciens. - M<sup>me</sup> CHAYETTE, CALMELS, M<sup>me</sup> Daniel.  
8. 4. - Tab. bib., mob. - M<sup>me</sup> BOISGRAND.  
8. 5. - Tab. arg. et de style, meubles 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>. - M<sup>me</sup> RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY.  
8. 6. - Tissus et objets de curiosité. - M<sup>me</sup> RENAUD, M<sup>me</sup> LE ROUX.  
8. 7. - Estampes anciennes et modernes. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M<sup>me</sup> Rousseau expert.  
8. 10. - Livres modernes. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

### JEUDI 5 MARS

8. 2. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.  
8. 3. - à 21 h. Bouteilles presse-papier. - M<sup>me</sup> BOISGRAND.  
8. 9. - Tab. bib., mob. - M<sup>me</sup> LANGLADE.

### VENREDI 6 MARS

8. 2. - à 11 et 14 h. Autographes, documents historiques. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Castaing, M<sup>me</sup> Maryse Castaing expert.  
8. 3. - à 11 et 14 h. 30-16 h. - Maison Charavay, 3 rue de Fontenay, 75006 Paris. Tél. : (1) 43-54-58-89 et 46-31-16-19.  
8. 4. - Bouteilles et tab. - M<sup>me</sup> BOISGRAND. Tableaux (en entier). - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET et SCP LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M<sup>me</sup> Rousseau.  
8. 5. - Dessins et tableaux modernes. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pacini et de Louvenot, Marchaux expert.  
8. 13. - Objets d'art et d'ameublement. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

### MARDI 3 MARS

20 h. ARCUEIL (94) 19, av. Jeanne d'Arc. VEHICULES de TOURISME, Renault, Peugeot, Citroën, Ford. - M<sup>me</sup> ROGEEON

### ESPACE CORDON

DIMANCHE 8 MARS à 14 h. - SÉRIE NOIRE - Art colon et style tribal (Exposition vend. soir de 19 à 21 h. - Samedi de 11 à 18 h.)  
LUNDI 9 MARS à 21 h. - LES JEUNES - 2<sup>e</sup> vente (Exposition dim. de 11 à 18 h. Lundi de 11 à 16 h.)  
M<sup>me</sup> BINOCHER, GODEAU commissaires-priseurs. Tél. : 47-42-78-01.

### ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHER, GODEAU, 3, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOISGRAND, 2, rue de Valenciennes (75009), 47-70-17-17.  
CHAYETTE, CALMELS, 12, rue Rosini (75009), 47-70-38-89.  
CHEVAL, 33, rue du Faubourg-Montmartre (75009), 47-70-56-26.  
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RICHES LAUREN), 12, rue Drouot (75009), 42-61-80-07.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.  
LE ROUX, 18, rue de la Grange Batelière (75009), 47-70-83-00.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, 4, rue Rosini (75009), 47-70-34-91.  
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.  
ROGEEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

# Le Carnet du Monde

## Décès

Les familles Cauvy, Arnaud et Renard, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Micheline CAUVY, née Arnaud,

survenue, à Paris, le 25 février 1987, dans sa soixante-quatrième année.

Une messe sera célébrée corps présent en l'église de Saint-Léon, place Duplex, à Paris-15<sup>e</sup>, le 3 mars, à 10 h 30, suivie de l'inhumation à Caux (Hérault), le 3 mars, à 11 heures.

15, rue Auguste-Vin, 75015 Paris.

M<sup>me</sup> Jean GRIMBERG, née Coca Engler, Ses enfants et petits-enfants, Ses neveux, petits-neveux et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean GRIMBERG, biologiste,

survenue le 24 février 1987, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'inhumation aura lieu le 27 février, à 10 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, rue de Miromesnil, 75008 Paris.

74, rue Blanche, 75009 Paris.

La direction et le personnel du laboratoire

ont le regret de faire part du décès de

M. Jean GRIMBERG, ancien directeur du laboratoire.

Laboratoire central d'analyses médicales, 74, rue Blanche, 75009 Paris.

M. Jacques GUÉRIF, M. et M<sup>me</sup> Jérôme GUÉRIF et leurs enfants, M<sup>me</sup> Jean Rethoré, M<sup>me</sup> Jean Bécourt-Foch, M. et M<sup>me</sup> Rémi Bécourt-Foch et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Eric Bécourt-Foch et leurs enfants, Le vicomte et la vicomtesse Amaury de Kerdrel et leurs enfants, son époux, ses enfants et petits-enfants, ses neveux, ses neveux et nièces, petits-neveux et petites-nièces,

font part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques GUÉRIF, née Catherine Houdouin, croix de guerre 1939-1945,

survenue à Avignon, le 21 février 1987. La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'église de Saint-Agricol, le 25 février, et l'inhumation au cimetière de Noves (Bouches-du-Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

35, rue de la Balance, 84000 Avignon.

8, rue Jean-Moulin, 13550 Noves.

Olivia CASTELNAU, et Jean JESSEL, ses parents, M<sup>me</sup> Paul Castelnau, son arrière-grand-mère, M<sup>me</sup> Jean-Pierre Castelnau-Lange, sa grand-mère, M. Manuel John Jussel, son grand-père, Et toute leur famille,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Kerik,

survenue le 19 février 1987, dans sa quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 27 février, à 10 h 30, au Collège des Irlandais, 3, rue des Irlandais, à Paris-9.

L'inhumation aura lieu au cimetière protestant de Montpellier.

9, rue Joseph-Barr, 75006 Paris.

Anniversaires

- A tous ceux qui ont connu et aimé

Michel LÉVY (X 70),

une pieuse pensée est demandée en ce cinquantième anniversaire de sa mort.

Avis de messes

- Une pensée est demandée à ses amis, en union avec la messe qui sera célébrée à la mémoire de

M. Fernand MARCHESINI,

le dimanche 1<sup>er</sup> mars 1987, à 10 heures, en la chapelle du prieuré Notre-Dame-du-Calvaire, à Saint-Julien-l'Ars (96800).

VERSAILLES - PALAIS DES CONGRÈS (Pl. d'Armes)

DIMANCHE 1<sup>er</sup> MARS 1987 à 14 h 15

TABLEAUX ANCIENS - MIÈLES DES XVII<sup>e</sup> ET XVIII<sup>e</sup> S. - OBJETS D'ART

M<sup>me</sup> J. MARTIN - M<sup>me</sup> O. DESSENHOF Comm. Pris. Associés

3, Impasse des Chevre-Légers, VERSAILLES - Tél. : 39-50-58-08

(Estimations-Réductions sur Minitel : 36 15 + IVP)

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

3

سكزا من الاجل







## Les nouveaux objectifs économiques

Pour financer des dépenses nouvelles

### Le gouvernement met en réserve 7,5 milliards de francs du budget de 1987

Face aux résultats modestes de janvier, le gouvernement change ses objectifs, pas sa politique. C'est ce qui ressort des déclarations de M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, faites le mercredi 25 février à l'issue de la réunion interministérielle consacrée à l'étude de la conjoncture. Si la prévision de croissance pour 1987 a été ramenée de 2,8 % à 2,5 %, celle de l'inflation a été portée de 2 % à 2,5 %, « il n'est pas question d'un infléchissement de la politique gouvernementale », a affirmé le ministre d'Etat.

M. Balladur cherche ainsi à couper court à un débat que la modestie de la conjoncture actuelle menace de relancer : celui sur la nécessité d'un soutien accru de l'activité. Comme l'a confirmé mercredi le ministre de l'économie, compte tenu du rythme actuel des privatisations (après les deux opérations déjà réalisées, Saint-Gobain et Paribas, dix autres devraient être au cours de l'année), le produit de ces cessions d'actifs pourrait être en 1987 compris entre 35 et 45 milliards de francs. Le budget 1987 prévoyait 30 milliards de recettes liées aux privatisations. Il y aurait donc un surplus de recettes pour l'Etat de 5 à 15 mil-

liards de francs. Comment utiliser cette « somme » des privatisations ? Ces « recettes » ne serviront pas à faire les fins de mois de l'Etat, a indiqué mercredi 25 février M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget. Elles seront affectées à l'amortissement de la dette publique, ce qui allègera la position de l'Etat sur le marché obligataire, et à des dotations en capital pour les entreprises publiques.

L'opération de « redéploiement des dépenses budgétaires », annoncée à l'occasion de la réunion interministérielle de mercredi n'est pas non plus destinée à soutenir la conjoncture. En demandant aux différents administrations de mettre en réserve environ 7,5 milliards de francs de crédits prévus dans leur budget 1987, le ministre de l'économie cherche à se doter d'une marge de manœuvre pour « pouvoir des dépenses nouvelles ». Ces sommes mises en réserve devraient, selon M. Balladur, être redéployées en faveur de l'Europe et de l'emploi. Compte tenu des décisions prises à Bruxelles au cours des dernières semaines, notamment en matière agricole, la contribution de la France au budget de la CEE pourrait être supérieure de 2,5 à 3 mil-

liards de francs à ce qui avait initialement été retenu dans la loi de finances.

Le reste des fonds pourrait être utilisé pour financer les mesures du plan social mis au point mercredi à l'occasion d'une autre réunion interministérielle qui a eu lieu dans l'après-midi. Parmi les mesures envisagées, et que M. Chirac devrait rendre publiques très rapidement, certaines devraient concerner les chômeurs de longue durée, d'autres permettre une revalorisation du dispositif de formation en alternance. Tous les ministres vont donc devoir mettre en réserve 1,6 % de leurs crédits (d'intervention, d'équipement et de fonctionnement hors dépenses de personnel). Il ne s'agit ni d'un « gel », ni d'une « annulation » de dépenses, souligne-t-on au budget. « Ni fonds de grande réserve, ni fonds d'action conjoncturelle », a également précisé M. Balladur, mais uniquement un dispositif destiné à faciliter la régularisation des dépenses publiques. La révision des objectifs économiques pourrait cependant avoir des conséquences sur le budget 1987. On n'exclut pas, Rue de Rivoli, de présenter au printemps un collectif au Parlement.

ERIK IZRAELWICZ.

### La Commission européenne revise en baisse les prévisions de croissance des Douze pour 1987

BRUXELLES (Communauté européenne) de notre correspondant

L'usage flatteur que l'on a fait de l'usage d'une croissance occidentale tirée par les économies européennes, et singulièrement par celles des pays de la CEE, a vu la Commission de Bruxelles venir de réviser à la baisse ses prévisions pour 1987. Le taux de croissance moyen des Douze, de 2,8 %, annoncé en octobre dernier, est désormais ramené à 2,5 %. Les experts bruxellois tablent maintenant sur une progression du PIB (produit intérieur brut) limitée à 2,3 %. Compte tenu des risques pesant sur l'environnement international, ils estiment que c'est là une prévision plutôt optimiste.

La Commission, qui était supposée faire mieux en 1987 que les Etats-Unis et le Japon, se retrouve, dans le détail, de projection bruxelloise, de nouveau derrière ses deux grands partenaires (2,3 % et 2,7 %) et en deçà aussi de ses propres performances de 1986 (2,4 % et 2,6 %). En RFA, le recul est particulièrement rude puisque les prévisions de croissance y sont ramenées de 3,2 % à 2,2 %. Cependant, il est plus spectaculaire encore au Danemark où, après trois très bonnes années, l'économie semble devoir plonger (+1,8 % prévu en octobre, +0,5 % en janvier). En France, la correction à la baisse de sept points (de +2,5 % à +1,8 %) nous ramène à un taux inférieur à celui de 1986. Le Royaume-Uni, cependant, fait un

pas si petit que prévu : 2,9 % au lieu de 2,7 %.

Bref, on assisterait à un tassement sensible de la croissance, qui est principalement imputable à la baisse des exportations, des effets de la dévaluation plus rapide que prévu du dollar et au ralentissement du commerce mondial. Le coup de frein subi par les exportations serait suffisamment net pour avoir un effet sur les investissements.

Moins de croissance égale plus de chômage : celui-ci « se stabiliserait au même niveau actuel, près de 12 % de la population active » (11,8 % au lieu de 11,7 %, à comparer avec 7 % aux Etats-Unis et 3,2 % au Japon). Les experts de la Commission prévoient, toujours par rapport à leurs indications précédentes, une détérioration particulièrement sensible en Italie (13,7 % au lieu de 12,8 %), mais non négligeable en France (de 10,7 % à 11,1 %). En France, sur la période 1982-1987, le taux de chômage ne cesse de croître, alors qu'en contrepartie la situation s'améliore de façon régulière en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

PHILIPPE LEMAITRE.

### EN BREF

● La FNSEA juge « autolésion » pour l'agriculture française les propositions de la Commission de la CEE. — M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), a déclaré mercredi 25 février lors d'une conférence de presse que les propositions de prix agricoles de la Commission européenne pour la campagne 1987-1988 signifient « presque un suicide de l'agriculture française ». Selon la FNSEA, ces propositions conduiraient à une baisse du soutien des prix de 11,3 % pour les céréales, de 44,2 % pour le colza, de 17 % pour la viande bovine et de 10 % pour les produits laitiers.

● Départ du président des agriculteurs allemands. — M. Constantin von Heereman, président du syndicat des agriculteurs d'Allemagne fédérale depuis 1969, a annoncé qu'il ne briguera pas un nouveau mandat en octobre. Dans une interview publiée mercredi 25 février par le quotidien Bild, M. von Heereman, cinquante-cinq ans, a déclaré : « Des groupes de fauteurs de troubles, des agriculteurs poussés par le parti des Verts ont brûlé des mannequins en mon effigie. Cette terreur psychologique m'a profondément choqué ». M. Heereman est également député du Parti chrétien-démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl. — (Reuters).

38 400 nouveaux demandeurs d'emploi

### Le plan pour les jeunes n'a pas freiné l'augmentation du chômage en janvier

Le chômage a enregistré une nouvelle poussée en janvier 1986. Il a augmenté de 1,5 % en un mois et on compte 38 400 nouveaux demandeurs d'emploi de plus en données corrigées. L'augmentation est surtout sensible pour les chômeurs de vingt-cinq ans et les chômeurs de longue durée. Le gouvernement s'apprête à prendre des mesures en leur faveur.

Pour le troisième mois consécutif en données corrigées, pour le septième en données brutes, le chômage a augmenté en France. Au cours de janvier, la hausse de 1,5 %, dans les deux cas, est l'une des plus importantes enregistrées à pareille époque de l'année.

Selon les statistiques publiées par le ministère des affaires sociales et de l'emploi le 25 février, il y avait, en fin de mois, 38 400 demandeurs d'emploi supplémentaires par rapport à décembre en données corrigées et 39 800 en données brutes. Soit, respectivement, 2 612 500 et 2 728 700 personnes inscrites à l'ANPE. En pourcentage de la population active, d'après les comptes de l'INSEE, le taux de chômage est passé de 10,7 % à 10,9 %.

Sur un an, la progression est tout aussi impressionnante. Le chômage bondit de 7 % en données brutes et en données corrigées, avec un nombre presque équivalent de nouveaux chômeurs, supérieur à 170 000.

Mauvais mais attendus, ces résultats ne font que confirmer une tendance amorcée depuis la fin de l'été. Pis, ils annoncent une dégradation qui devrait se poursuivre pendant le premier semestre et, estimant les effets, pour les jeunes, l'ensemble de l'année. Au rythme actuel, les records de 1981 et certainement de 1984 pourraient même être battus. Pour les deux derniers mois et en données corrigées on a compté 63 200 chômeurs de plus.

Divers facteurs — notamment démographiques — ainsi que le souligne le communiqué du ministère, expliquent cette situation, aggravée sans doute « par les difficultés rencontrées par les entreprises en janvier 1987 ». Les grèves, le froid, sont certainement pour quelque chose dans la situation récente, tout comme les difficultés actuelles de l'économie ont influencé le marché de l'emploi et le marquent davantage à terme.

Mais pour valables qu'elles soient, ces explications ne suffisent pas. En premier lieu, il faut s'interroger sur l'efficacité du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes. Effectivement lancé en mai dernier pour s'achever dans sa première phase au 31 janvier (justement), il aurait dû provoquer ce mois-ci une anticipation de la part des employeurs. Non seulement cette réaction ne s'est pas produite, mais le dispositif s'est progressivement essouffé malgré des bilans chiffrés impressionnants.

Il y a à cela plusieurs raisons : les concentrations de charges sociales qui peuvent aller jusqu'à 100 % ont accompagné un flux d'embauches

sans pour autant dégager un surplus réellement significatif. Le chômage des moins de vingt-cinq ans n'a guère reculé que de 0,5 % en un mois et de 4 % en un an.

#### Un effet de substitution

A l'inverse, l'avantage financier accordé a provoqué une aggravation du chômage dans la catégorie des vingt-cinq-quarante-neuf ans qui a augmenté de 1,85 % en un mois et de 14,7 % en un an. Même les plus de cinquante ans en ont été les victimes. En un mois, ils auront été 5,5 % de plus à s'inscrire à l'ANPE, peut-être également frappés par la suppression de l'autorisation administrative pour les licenciements économiques. Un effet de substitution s'est produit, que les observateurs contestent de moins en moins. Le recrutement d'un jeune est venu relayer le licenciement d'un salarié plus âgé. Un moins de vingt-cinq ans a été préféré à un chômeur « adulte ».

En deuxième lieu, les actions de traitement social ont atteint leurs limites. Parvenues pour certaines à leur rendement maximal (les TUC, les dépenses de recherche d'activité pour les chômeurs de plus de cinquante-sept ans et demi par exemple), elles n'attendent plus la montée du chômage. Peu entreprennent (les stages pour les jeunes de seize à dix-huit ans ou de dix-huit à vingt-cinq ans, les stages pour les chômeurs de longue durée), elles laissent à nouveau filtrer des demandeurs d'emploi qui avaient été un moment dissuadés.

Enfin, le marché du travail lui-même s'est modifié. Pour les entreprises, l'emploi a un statut précaire est devenu un moyen d'ajustement immédiat. Leurs recrutements, indique l'INSEE, sont à 60 % réalisés de la sorte. Pour la même cause, 40,9 % des entrées

dans le chômage se sont produites à la fin d'un contrat à durée déterminée en janvier, une augmentation de 12,6 % en un an.

Ce mode de régulation est devenu tellement important que les conséquences sur l'évolution des chiffres du chômage demeurent néfastes, même si les données paraissent contradictoires. Le nombre des sorties de l'ANPE peut ainsi se maintenir à un rythme soutenu d'une année sur l'autre (+1,3 % en un mois, -3,5 % en un an) et les retours à l'emploi augmenter sensiblement (+24,5 % en un mois et 6,8 % en un an). Parallèlement, le nombre mensuel des inscriptions peut subir une aggravation et, avec 330 867 nouveaux demandeurs d'emploi en janvier, enregistrer une hausse de 8,5 % en un mois et de 6 % en un an (4,5 % en un mois et 10,9 % en un an en données corrigées).

Tandis que la rotation s'accroît pour certains, soumis aux aléas de la conjoncture, d'autres, toujours plus nombreux, s'enfoncent dans le chômage de longue durée. L'ancienneté moyenne est passée à 337 jours, soit quatre jours de plus que le mois précédent et vingt de plus que l'année passée. Sur tout, 30,4 % sont inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an. Ils sont désormais 830 409 dans ce cas, soit 11,9 % de plus qu'en janvier 1986.

Condamné à subir ces terribles mouvements de fond, quels que puissent être les effets de sa politique sur l'emploi, le gouvernement ne peut laisser filer le chômage si redoutable politiquement. C'est d'ailleurs bien pour tenir compte des données actuelles qu'il se prépare à lutter contre le chômage de longue durée et à réactiver les mesures de traitement social. Mais le coût en sera élevé : 7,5 milliards de francs, d'après M. Alain Juppé après les 9 milliards en année pleine initialement prévus pour l'emploi des jeunes.

ALAIN LEBLANC.

**CHALLENGES**  
LE MAGAZINE DE VOTRE REUSSITE PROFESSIONNELLE  
**LE ROLE SECRET DES MAFIAS DE GRANDES ECOLES**

**LES DESSOUS DE LA FILIERE DIAMANT**  
SCENES DE  
**ECONOMIE**  
MARS

## Garagistes, rejoignez l'UAP.

Les prix de la réparation automobile ont été libérés... dans l'intérêt de tous, ne les laissons pas dérapier ! L'UAP a décidé d'engager une vaste campagne de sensibilisation sur ce thème, et aujourd'hui, nous nous proposons de passer, avec les garagistes qualifiés, des « accords de modération ».

**Garagistes ! associez-vous à l'UAP pour contenir la hausse des tarifs de réparation.**

Nos assurés, ils sont plus de 2 millions, auront alors intérêt à faire effectuer l'ensemble de leurs réparations chez vous.

Ces accords sont ouverts à tous ! Renseignez-vous auprès de notre agent local, ou téléphonez au (16.1) 47.74.20.91 ou (16.1) 47.74.24.91.

**UAP**

PLUS DE 30.000 PERSONNES À VOTRE SERVICE, N°1 OBLIGE.

حكايا من الاصل







## Affaires

## Londres interdit le rachat de British Sugar par Ferruzzi et Tate and Lyle

British Sugar, premier producteur de sucre de betteraves anglaises, se passera-t-il sous le contrôle du groupe agro-alimentaire italien Ferruzzi, pas plus qu'il n'entrera dans le giron du britannique Tate and Lyle, géant du raffinage de canne à sucre en Europe.

Cette décision, prise le 25 février par le gouvernement de Londres, à la lumière d'un rapport de la commission des fusions et des monopoles, a fait l'effet d'une douche froide à Ravenna, au siège de Ferruzzi. En novembre dernier, son président, M. Paolo Gardini, avait, en effet, passé un accord conditionnel avec les dirigeants de Berisford, gros négociant en matières pro-

duites — pour l'acquisition de 70 % du capital de leur filiale British Sugar. Les 30 % restants devaient revenir à Tate and Lyle, afin, disaient-ils, de sauvegarder les intérêts des planteurs du Royaume-Uni.

Tout semblait florissant. Ferruzzi s'appropriait à devenir le premier groupe sucrier mondial, le joyau anglais s'ajoutant dans l'empire de M. Gardini, à l'acquisition (en 1985) de la moitié du capital de Beghin Say (numéro un français du sucre) et au développement d'Eridania, qui représente environ la moitié de la production italienne de sucre (1). Pour ne pas heurter la fibre nationale, l'industriel transal-

pin — mais il se considérait avant tout comme un agriculteur — avait désigné un ressortissant britannique, Sir Richard Butler, à la tête de son holding anglais, Agricola UK. Mais malgré cette petite blanche, les planteurs britanniques ont continué de voir dans la nouvelle structure italo-anglaise un cheval de Troie destiné à raffer le marché sucrier de la Par-fide Albion. C'est ainsi qu'avant Noël, cent soixante-cinq députés avaient signé une motion demandant au gouvernement de ne pas laisser ce secteur-clé de l'agriculture britannique dans les mains de M. Gardini. Celui-ci n'avait pas, selon eux, les qualités d'un « suitable hono- (propriétaire convenable) ».

Si le gouvernement anglais n'a pas motivé sa décision de renvoyer dos à dos Tate and Lyle et Ferruzzi (l'un et l'autre étant des sociétés de commerce, M. Channon, député de surcroît, réduisant de 24 % à 15 % sa participation dans Berisford d'ici à deux ans), le rapport de la commission des monopoles, fruit de neuf mois d'études, est au contraire très explicite.

## Une affaire saine et prospère

Ce document indique en substance que l'acquisition de British Sugar par Ferruzzi aurait permis au groupe italien de contrôler l'essentiel de la récolte betteravière d'outre-Manche, et 22,5 % de la production communautaire. Une position dominante qui pouvait inciter à ne plus exporter vers la Grande-Bretagne que du sucre de provenance italienne, fermant du même coup le marché britannique aux sucres venus du reste de l'Europe. Quant au choix de Tate and Lyle comme représentant de British Sugar, lui aurait donné, selon le rapport, un monopole de fait de raffinage, mais aussi d'emballage et de commercialisation de sucre dans le Royaume-Uni.

Créant une mainmise sur le marché sucrier, la commission est ainsi restée sourde aux arguments des deux candidats au rachat, invoquant la nécessité d'accroître l'efficacité de l'industrie sucrière britannique face aux concurrents

européens (position de Tate and Lyle) ou de l'opportunité offerte à ce secteur de se diversifier, grâce à des efforts conséquents de recherche (position de Ferruzzi).

En suivant la recommandation de la commission des monopoles, alors que rien ne l'y obligeait, le gouvernement anglais a montré sa préférence pour la solution d'un troisième larron, un groupe agro-alimentaire qui n'aurait pas de position importante dans le sucre. De qui s'agit-il ? La question est ouverte. Certains observateurs avancent le nom de Hilldown, un grand confiseur, qui avait déjà, en 1986, lancé une OPA sur British Sugar, avant d'y renoncer et de céder à Ferruzzi les 14,7 % qu'il détenait dans Berisford. Autre solution : l'émission de titres British Sugar au Stock Exchange de Londres. Mais elle donnerait lieu à une bataille boursière. Et comment pourrait-on empêcher, dans ces conditions, Ferruzzi et Tate and Lyle de revenir à la charge, sauf à leur interdire (en vertu de quoi ?) l'accès au marché ?

Suffire British Sugar n'est en outre pas à la portée du premier venu. Le groupe italien avait proposé 425 millions de livres (4 milliards de francs) pour 70 % du capital, tandis que le raffineur britannique en offrait 485 millions pour la totalité.

Chacun s'accorde à reconnaître, parmi les professionnels, que la filiale de Berisford est une affaire saine et prospère, « probablement la plus rentable en Europe pour la production de sucre ». Son sort redevient maintenant lié aux souhaits de M. Marguleis, un négociant en cacao, qui préside aux destinées de Berisford. Une chose reste apparemment acquise : celui-ci reste vendeur de British Sugar. Mercredi soir à Ravenna, l'état-major de Ferruzzi acceptait mal la perspective de devoir jeter l'éponge. Il se donnait le temps de la réflexion pour « analyser la décision britannique » et, le cas échéant, préparer une riposte.

ERIC FOTTORINO.

(1) Le Monde affaires du vendredi 27 février (date 28) publie un reportage consacré au groupe Ferruzzi.

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

## Paribas cède sa filiale d'ingénierie OTH à ses cadres

L'activité d'ingénierie de la société OTH, filiale à 100 % du groupe Paribas, va être cédée à ses cadres dirigeants. OTH (Omnium technique holding), l'une des principales sociétés françaises dans le domaine de l'ingénierie du bâtiment, a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires de plus de 300 millions de francs et emploie 600 personnes. La cession, dont le montant n'est pas révélé, sera officiellement entérinée le 16 mars par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'OTH.

## Nucéaire : KWU va supprimer 20 % à 50 % de ses effectifs

KWU, filiale énergétique du groupe ouest-allemand Siemens, va accélérer les mesures d'économie pour réduire ses effectifs de 20 % à 30 % d'ici à 1991. KWU emploie actuellement 14 200 personnes. La société souffre des difficultés du nucléaire en RFA et ailleurs. Elle n'a pas reçu de commande depuis 1982 et son chiffre d'affaires est passé de 11,4 milliards de deutschemarks à 2,7 milliards de deutschemarks en 1986. Il pourrait revenir à 6 milliards cette année, selon M. Barthel, le président du directoire.

## Littor et Dresser fusionnent leurs activités de services pétroliers

Les groupes américains Littor Industries et Dresser Industries ont annoncé la fusion au sein d'une filiale commune de leurs activités de services à l'industrie pétrolière. La nouvelle société emploiera 8 500 salariés (4 000 de Littor et 2 500 de Dresser) et réalisera un chiffre d'affaires de plus de 500 millions de dollars. Ses activités porteront sur l'exploration sismique, la description des réserves et l'analyse des coupes géologiques, se plaçant ainsi en concurrence du groupe Schlumberger.

## Bidermann vend son usine de La Roche-sur-Yon

Le groupe Bidermann, numéro un de la confection pour homme en France, a annoncé au comité central

d'entreprise, le 24 février, la vente de son unité de production de La Roche-sur-Yon, en Vendée, à M. Alain Fauconnier, ancien cadre de Boussac. Bidermann cède en location-gérance les murs et les machines, mais vend pour 1 franc symbolique le fonds de commerce et la force de travail, d'est-à-dire le personnel. En outre, 61 postes de travail sur les 381 qui compte l'entreprise seront supprimés. Bidermann assurera 100 % du plan de charge de l'unité la première année et 40 % la deuxième. Pour l'inter-syndicale du groupe, cette solution ne garantit pas l'avenir de l'entreprise. La CEE a désigné un expert et sollicité le tribunal des référés afin de demander un délai permettant à l'expert de rendre ses conclusions.

## Peugeot : 1 870 suppressions d'emplois en 1987, selon les syndicats

La direction des Automobiles Peugeot devrait annoncer, selon les syndicats, la suppression de 1 870 emplois en 1987 lors de la prochaine réunion du comité central d'entreprise, le 6 mars à Paris. Le mesure viendrait à 1 350 postes d'ouvriers et 520 postes de techniciens ou d'agents de maîtrise. La plupart des centres de fabrication seraient touchés. Le plan social prévu serait identique à celui de 1986, qui a permis de résorber un sur-effectif de 3 000 postes de travail.

Depuis 42 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le N° 1 pour la vente de fonds de commerce

En vente partout 5 F et 35, rue de Malte, 75011 PARIS - Tél. (1) 48-06-30-30

## REPÈRES

## Pétrole

## Les prix tombent à 16 dollars

Les cours du pétrole brut ont continué à chuter fortement mercredi 26 février, pour la troisième journée consécutive. Sur le marché de Londres, le cours du pétrole de référence est passé en dessous de la barre des 16 dollars le baril pour la première fois depuis l'accord de l'OPEP en décembre dernier. A New-York, les cours sont tombés brutalement à 16,05 dollars par baril pour clôturer finalement à 16,40 dollars par baril, 33 cents de moins que la veille. Après s'être vivement raffermis en janvier, passant de 14 dollars à 19 dollars, les prix du pétrole ont perdu 3 dollars depuis le début du mois de février, ce qui compromet la tentative de l'OPEP de stabiliser les prix à 18 dollars et laisse prévoir une dévaluation de l'organisation (le Monde du 25 février).

## Privatisations

## Gré à gré pour la Banque du BTP

Le ministère des finances a annoncé les modalités de la privatisation de la Banque du bâtiment et

des travaux publics (BTP) avec un cahier des charges beaucoup plus contraignant que celui de Paribas. Alors que 49 % du capital seront partagés entre les salariés (10 %), les investisseurs institutionnels et le public, au moyen d'une offre publique de vente (OPV), l'état sélectionne, de gré à gré, les acheteurs des 51 % restants, afin de constituer un « noyau stable ». Aucun bloc d'actionnaires ne pourra détenir plus de 35 %, et chaque actionnaire « stable » devra une prime en sus du prix de l'offre publique : 5 % pour moins de 5 % du capital, 10 % entre 5 % et 33,33 %, et 20 % au-dessus de 33,33 %. Les principales organisations professionnelles (Fédération nationale du bâtiment et Fédération nationale des travaux publics) sont intéressées, d'autant que l'essentiel des résultats de la Banque du BTP, très rentable (plus de 40 millions de francs de bénéfices d'exploitation en 1986 et 16,3 millions en 1985), pour un bilan de 8 milliards de francs, provient de fonds gérés par cette banque pour le compte d'organismes de la profession. Le prix envisagé par le Rue de Rivoli s'inscrit dans une fourchette de 200 à 400 millions de francs.



## Etranger

Selon l'OCDE

## La Norvège doit sérieusement freiner sa demande intérieure

La chute des cours du pétrole puis celle du gaz ont marqué un rude tournant pour la Norvège, celle-ci a subi, en 1986, une perte de près de 10 % de son revenu national et une régression de plus de 15 % de ses recettes à l'exportation du fait de la baisse des prix de l'énergie. A moins d'un sérieux « coup de frein » donné à la demande interne et d'un transfert de ressources pour rendre leur compétitivité aux secteurs non pétroliers, la Norvège verra sa situation économique et financière se détériorer.

Ce constat fait par l'OCDE s'appuie sur plusieurs éléments. En trois ans, la demande intérieure en Norvège a augmenté de plus de 20 % en volume, soit deux fois plus que dans les autres pays de la zone OCDE. L'emploi s'est accru trois fois plus vite que durant la période 1980-1982, ramenant le chômage à moins de 2 % de la population active. Quant à l'inflation, elle s'est sensiblement accélérée pour atteindre 7,2 % en 1986 en raison d'une hausse des salaires horaires de 9,5 % dans l'industrie manufacturière, autrement dit hors pétrole.

## Un tour de vis

Dopée par la demande interne, le produit intérieur brut a progressé de 4,5 % l'an dernier, mais la balance des comptes courants norvégienne a vu son déficit passer de 50 milliards de couronnes en 1983 à 90 milliards l'an dernier.

Dans l'hypothèse pessimiste d'un baril à 15 dollars jusqu'à la fin de la décennie et d'une remontée régulière à 20 dollars jusqu'en 1995, la dette extérieure passerait de 21 % du PIB en 1987 à 60 % en fin de période et le service de la dette absorberait alors 13 % des recettes à l'exporta-

tion. Sans être catastrophique, cette évolution exige d'être corrigée, le coût social d'une telle reprise en main risquant d'être d'autant plus lourd qu'elle aura été retardée.

Les auteurs du rapport estiment en effet que les mesures prises en 1986 risquent d'être insuffisantes : baisse des taux d'intérêt, réduction des subventions, relèvement des taxes sur l'essence et l'électricité comme des cotisations de sécurité sociale, accroissement enfin de la fiscalité tant directe qu'indirecte dans le cadre du budget 1987. Selon les dirigeants norvégiens, le tour de vis budgétaire est de l'ordre de 2 % du produit intérieur brut en 1987. Son succès dépend malgré tout du comportement des salariés, le gouverne-

ment prévoyant une revalorisation des salaires de 6,5 % en dépit d'une inflation de 8 %. L'année en cours s'annonce d'autant plus cruciale en ce domaine qu'avant la fin de l'année seront négociés les accords biennaux régissant l'évolution des salaires en 1988 et 1989. Les pouvoirs publics sauront-ils montrer l'exemple ? Le problème, dans le secteur privé, est rendu complexe par un chômage si faible qu'il entraîne des pénuries de main-d'œuvre et donc une certaine surchauffe sur les salaires.

De nouvelles réductions des subventions aux entreprises, une meilleure adaptation du système de protection sociale et une remise en cause du principe de la déductibilité fiscale des paiements d'intérêt devraient accompagner les mesures d'austérité déjà prises. Cette dernière option permettrait, selon l'OCDE, de mieux contrôler l'évolution des crédits à la consommation et par là même de renforcer l'efficacité de la politique monétaire. — F. Cr.

Les dérapages du plan Austral

## L'Argentine dévalue sa monnaie et gèle les salaires

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Le ministre de l'économie argentine, M. Juan Sourrouille, a annoncé, mercredi 25 février, un nouveau tour de vis en réponse aux récents dérapages qui avaient fait grimper l'inflation à 7,6 % le mois dernier, au lieu des 3 % prévus.

Les prix, les salaires et les tarifs ont été ajustés pour tenir compte de cette inflation. Ils resteront désormais « gelés » à ce niveau au moins jusqu'en juillet. Les prix des produits de première nécessité ont subi en début de semaine une hausse moyenne de 7,5 %, allant pour certaines denrées jusqu'à 20 %.

Les salaires augmenteront dans le secteur privé à la mesure de l'inflation du premier trimestre, soit environ 20 % selon les prévisions. Dans le secteur public, la hausse sera limitée à 11 %. Le salaire minimum sera, lui, porté à 150 australes (110 dollars), soit une hausse de 13,3 %.

Les tarifs publics ont été majorés de 2 %, alors que les prix de l'essence et des cigarettes le seront de 15 % afin d'améliorer les rentrées fiscales.

Pour redonner à la monnaie nationale une parité officielle plus en rapport avec la réalité du marché, l'austral a été dévalué immédiatement de 6,6 %. Il se sera de 2 % en mai comme en juin. Au total, une dévaluation cumulée de 10,9 %, qui portera la valeur de l'austral à 1,535 pour 1 dollar.

Contrairement au Brésil qui, devant les dérapages de son plan Cruzado, a préféré l'abandonner, le gouvernement de M. Raul Alfonsín considère toujours que la

seule voie possible est la lutte pure et dure contre l'inflation.

Une attitude que M. Sourrouille a justifiée par le rappel du succès obtenu lors de la première phase du plan Austral, en juin 1985. Une politique qui s'explique aussi par la volonté de l'Argentine de suivre une voie également opposée à celle de son voisin brésilien à ce qui concerne le traitement de la dette extérieure.

En dépit des menaces formulées en début de semaine par le secrétaire d'Etat au Trésor, M. Mario Brodetsky, l'Argentine ne souhaite en effet rompre ni avec le FMI ni avec les banques créditrices, auxquelles elle doit au total quelque 57 milliards de dollars.

## Silence syndical

Au moment où M. Sourrouille annonçait le nouveau train de mesures, M. Brodetsky entreprenait en effet à New-York un nouveau round de négociations pour obtenir le déblocage des 4 milliards de dollars demandés au FMI et aux banques.

Les premières réactions aux nouvelles mesures laissent paraître un fort mécontentement des grands industriels et chefs d'entreprises agricoles, alors que, au contraire, les PME applaudissent à cette reprise en main.

Du côté de la centrale syndicale unique CGT (Confédération générale du travail, péroniste), le silence est de rigueur. D'autant qu'en même temps le gouvernement a rendu publique son intention de reprendre avec elle le dialogue.

CATHERINE DERIVERY.

## Marchés financiers

PARIS, 25 février ↑

Une note de fermeté

Alors que les boursiers craignaient dans la matinée de voir le marché s'effriter, en raison de l'annonce par M. Balthazar d'une hausse des prix plus forte que prévu en janvier, la tendance s'est contrainte manifestement au fermement. Après une ouverture à 0,6 %, l'indice de clôture conservait une avance de 0,33 % au coup de cloche final.

Autour de la corbeille, les professionnels considéraient avec satisfaction qu'il y avait eu une certaine maîtrise de la réaction des investisseurs. La révision de l'augmentation des prix sur l'année (de 2 % à 2,5 %) n'a pas surpris les opérateurs, qui avaient déjà largement anticipé une telle annonce. Celle-ci, les informations favorables s'affluant pas à la Bourse, et on pouvait être surpris d'assister à une nouvelle hausse de la cote. Un spécialiste expliquait ce phénomène simplement : « Les boursiers ne croient pas à la baisse. Personne ne vend, et le papier continue d'être recherché ».

Parmi les valeurs les mieux orientées figuraient le SCREG (+ 11 %), suivi de Comptoir des entrepreneurs, Moulinex, Cernaud et Peugeot. UFB, Sommier-Alibert et Imetal, étaient fermes. En repart, on notait le Casino Privé (+ 3,8 %), Maisons Phénix, Casino, Primegaz, Unibail et Sefinap. Quant au marché obligataire, il se montrait à peine soutenu. Le contrat à échéance septembre 1987 se traitait à 105,55, en hausse de 0,09 %, les opérations guettaient un repart des taux d'intérêt.

Lingot : 79 800 F (+ 50) ; napoleon : 614 F (- 4).

NEW-YORK, 25 février ↑

En hausse

La tendance a évolué irrégulièrement en hausse marquée à la Bourse de New-York, dans un marché actif. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a fléchi avec des gains minimes et maxima de 1 à 17 points. Il a clôturé à 2 226,23 en progressant de 2,95 points par rapport à la séance précédente. Quel que soit le résultat, les investisseurs ont été déçus. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 688 contre 657,409 titres ont été échangés.

Autour du Big Board, les observateurs ont noté qu'il y avait eu une certaine maîtrise de la réaction des investisseurs. La révision de l'augmentation des prix sur l'année (de 2 % à 2,5 %) n'a pas surpris les opérateurs, qui avaient déjà largement anticipé une telle annonce. Celle-ci, les informations favorables s'affluant pas à la Bourse, et on pouvait être surpris d'assister à une nouvelle hausse de la cote. Un spécialiste expliquait ce phénomène simplement : « Les boursiers ne croient pas à la baisse. Personne ne vend, et le papier continue d'être recherché ».

Les valeurs les plus actives étaient Duquesne Light (1,197 millions de titres), American Motors (+ 2,74 %), American Motors (1,197 millions), Navistar International (1,697 millions) et Phillips Petroleum (1,491 millions).

Les valeurs les plus actives étaient Duquesne Light (1,197 millions de titres), American Motors (+ 2,74 %), American Motors (1,197 millions), Navistar International (1,697 millions) et Phillips Petroleum (1,491 millions).

VALEURS	Cours de	Cours de
24 fév.	25 fév.	26 fév.
Index	2 226,23	2 229,18
Ind. 100	226,23	229,18
Ind. 200	226,23	229,18
Ind. 300	226,23	229,18
Ind. 400	226,23	229,18
Ind. 500	226,23	229,18
Ind. 600	226,23	229,18
Ind. 700	226,23	229,18
Ind. 800	226,23	229,18
Ind. 900	226,23	229,18
Ind. 1000	226,23	229,18
Ind. 1100	226,23	229,18
Ind. 1200	226,23	229,18
Ind. 1300	226,23	229,18
Ind. 1400	226,23	229,18
Ind. 1500	226,23	229,18
Ind. 1600	226,23	229,18
Ind. 1700	226,23	229,18
Ind. 1800	226,23	229,18
Ind. 1900	226,23	229,18
Ind. 2000	226,23	229,18
Ind. 2100	226,23	229,18
Ind. 2200	226,23	229,18
Ind. 2300	226,23	229,18
Ind. 2400	226,23	229,18
Ind. 2500	226,23	229,18
Ind. 2600	226,23	229,18
Ind. 2700	226,23	229,18
Ind. 2800	226,23	229,18
Ind. 2900	226,23	229,18
Ind. 3000	226,23	229,18
Ind. 3100	226,23	229,18
Ind. 3200	226,23	229,18
Ind. 3300	226,23	229,18
Ind. 3400	226,23	229,18
Ind. 3500	226,23	229,18
Ind. 3600	226,23	229,18
Ind. 3700	226,23	229,18
Ind. 3800	226,23	229,18
Ind. 3900	226,23	229,18
Ind. 4000	226,23	229,18
Ind. 4100	226,23	229,18
Ind. 4200	226,23	229,18
Ind. 4300	226,23	229,18
Ind. 4400	226,23	229,18
Ind. 4500	226,23	229,18
Ind. 4600	226,23	229,18
Ind. 4700	226,23	229,18
Ind. 4800	226,23	229,18
Ind. 4900	226,23	229,18
Ind. 5000	226,23	229,18
Ind. 5100	226,23	229,18
Ind. 5200	226,23	229,18
Ind. 5300	226,23	229,18
Ind. 5400	226,23	229,18
Ind. 5500	226,23	229,18
Ind. 5600	226,23	229,18
Ind. 5700	226,23	229,18
Ind. 5800	226,23	229,18
Ind. 5900	226,23	229,18
Ind. 6000	226,23	229,18
Ind. 6100	226,23	229,18
Ind. 6200	226,23	229,18
Ind. 6300	226,23	229,18
Ind. 6400	226,23	229,18
Ind. 6500	226,23	229,18
Ind. 6600	226,23	229,18
Ind. 6700	226,23	229,18
Ind. 6800	226,23	229,18
Ind. 6900	226,23	229,18
Ind. 7000	226,23	229,18
Ind. 7100	226,23	229,18
Ind. 7200	226,23	229,18
Ind. 7300	226,23	229,18
Ind. 7400	226,23	229,18
Ind. 7500	226,23	229,18
Ind. 7600	226,23	229,18
Ind. 7700	226,23	229,18
Ind. 7800	226,23	229,18
Ind. 7900	226,23	229,18
Ind. 8000	226,23	229,18
Ind. 8100	226,23	229,18
Ind. 8200	226,23	229,18
Ind. 8300	226,23	229,18
Ind. 8400	226,23	229,18
Ind. 8500	226,23	229,18
Ind. 8600	226,23	229,18
Ind. 8700	226,23	229,18
Ind. 8800	226,23	229,18
Ind. 8900	226,23	229,18
Ind. 9000	226,23	229,18
Ind. 9100	226,23	229,18
Ind. 9200	226,23	229,18
Ind. 9300	226,23	229,18
Ind. 9400	226,23	229,18
Ind. 9500	226,23	229,18
Ind. 9600	226,23	229,18
Ind. 9700	226,23	229,18
Ind. 9800	226,23	229,18
Ind. 9900	226,23	229,18
Ind. 10000	226,23	229,18

## CHANGES

Dollar : 6,06 F ±

Le dollar restait stable, jeudi 25 février, sur des marchés tout à fait calmes, où les opérateurs s'abstenant de toute initiative dans la crainte d'une intervention des banques centrales. L'effacement de la dette brésilienne n'a pratiquement pas pesé. Le dollar américain continue à glisser, descendant à Paris, à 3,3285 F.

FRANCFORT : 25 fév. 25 fév.

Dollar (en DM) : 1,259 1,258

TOKYO : 25 fév. 25 fév.

Dollar (en yen) : 153,79 153,25

MARCHÉ MONÉTAIRE (officiels privés)

Paris (26 fév.) : 8 1/4 %

New-York (25 fév.) : 5 1/4 %

## INDICES BOURSISERS

PARIS, 25 fév. 1986

Ind. 100 : 226,23

Ind. 200 : 226,23

Ind. 300 : 226,23

Ind. 400 : 226,23

Ind. 500 : 226,23

Ind. 600 : 226,23

Ind. 700 : 226,23

Ind. 800 : 226,23

Ind. 900 : 226,23

Ind. 1000 : 226,23

Ind. 1100 : 226,23

Ind. 1200 : 226,23

Ind. 1300 : 226,23

Ind. 1400 : 226,23

Ind. 1500 : 226,23

Ind. 1600 : 226,23

Ind. 1700 : 226,23

Ind. 1800 : 226,23

Ind. 1900 : 226,23

Ind. 2000 : 226,23

Ind. 2100 : 226,23

Ind. 2200 : 226,23

Ind. 2300 : 226,23

Ind. 2400 : 226,23

Ind. 2500 : 226,23

Ind. 2600 : 226,23

Ind. 2700 : 226,23

Ind. 2800 : 226,23

Ind. 2900 : 226,23

Ind. 3000 : 226,23

Ind. 3100 : 226,23

Ind. 3200 : 226,23

Ind. 3300 : 226,23

Ind. 3400 : 226,23

Ind. 3500 : 226,23

Ind. 3600 : 226,23

Ind. 3700 : 226,23

Ind. 3800 : 226,23

Ind. 3900 : 226,23

Ind. 4000 : 226,23

Ind. 4100 : 226,23

Ind. 4200 : 226,23

Ind. 4300 : 226,23

Ind. 4400 : 226,23

Ind. 4500 : 226,23

Ind. 4600 : 226,23

Ind. 4700 : 226,23

Ind. 4800 : 226,23

Ind. 4900 : 226,23

Ind. 5000 : 226,23

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**BTP BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS**

Siège social : 251, boulevard Péreire 75021 PARIS CEDEX 17 TL (0) 47.54.75.75

Le conseil d'administration de la BTP s'est réuni le mardi 17 février sous la présidence d'Alain Treppoz.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1986, dont les principales valeurs se présentent ainsi :

Le total du bilan s'établit à 8 216 millions de francs contre 6 337 millions de francs en 1985, soit une progression de 30 % caractérisée par :

— une très forte augmentation des activités d'arbitrage et d'intermédiation, dont l'ensemble atteint 4 732 millions de francs (soit + 16 % en position et + 40 % en situation moyenne par rapport à 1985) ;

— une légère diminution (- 2,3 %) des ressources de la clientèle à 2 952 millions de francs, mais avec une structure plus favorable (augmentation des comptes à vue, essor des certificats de dépôt négociables) ;

— une croissance de 12 % des crédits à la clientèle à 1 569 millions de francs, dont notamment un développement des crédits à moyen terme aux entreprises.

Le produit net bancaire s'est élevé à 271 millions de francs contre 215 millions de francs en 1985, soit une augmentation de 26 % due pour l'essentiel au développement des activités financières dont la rentabilité a été fortement accrue par la situation exceptionnelle des marchés au premier semestre 1986.

Les frais généraux ont atteint 167 millions de francs contre 144 mil-

lions de francs en 1985, soit une progression de 16 % due pour une large part à la prise en compte de charges exceptionnelles prévues pour 1987.

Après dotation de 10 millions de francs aux amortissements, de 29 millions de francs aux provisions d'exploitation (contre 27 millions de francs en 1985), le bénéfice net d'exploitation de l'exercice s'élève à 40,8 millions de francs contre 16,3 millions de francs en 1985.

Compte tenu de 2,9 millions de francs de plus-values nettes à long terme sur cessions d'immobilisations et de participations (contre 37,2 MF en 1985), le bénéfice net de l'exercice s'élève à 43,6 MF contre 53,5 MF en 1985.

Le conseil d'administration a également pris connaissance des comptes consolidés établis, en application de la loi 85/111 du 10 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et au règlement 85/112 du 10 janvier 1985 du Comité de réglementation des banques.

Le bilan consolidé du groupe de la BTP fait ressortir pour 1986 un bénéfice net consolidé de 69,4 MF dont 64,1 MF pour la part du groupe, intérêts minoritaires déduits.

Il est précisé que les comptes du groupe de la BTP font actuellement l'objet d'un audit préalable aux opérations de privatisation de la banque.



## Marchés financiers

## BOURSE DE PARIS

## 25 FEVRIER

**Cours relevés  
à 17 h 32**

[illegible]**Comptant** (collec

**{selection}**

VALEURS	% du cours.	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations					Étrangères					
4 1/2 % 1973 L.I.V.	7828	Chemins	550	576 d	Novel Victoria	107 90	108	A.E.R.	941	
Emp. 7 1/2 % 1977	7828	Colomb. (L)	1400	1450	Novel, Oct. 68	498	478	Alcan	398	
Emp. 8 3/4 % 77	7282	Colomb. (L)	2245	2290	OPM Pacific	498	478	Alcan	398	
Emp. 9 1/2 % 78	7282	Cogit	405	400	Openg	305	315	Alcan	398	
10 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
12 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
14 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
16 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
18 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
20 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
22 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
24 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
26 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
28 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
30 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
32 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
34 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
36 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
38 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
40 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
42 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
44 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
46 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
48 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
50 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
52 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
54 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
56 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
58 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
60 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
62 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
64 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
66 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
68 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
70 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
72 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
74 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
76 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
78 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
80 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
82 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
84 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
86 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
88 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
90 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
92 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
94 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
96 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
98 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
100 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
102 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
104 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
106 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
108 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
110 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
112 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
114 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
116 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
118 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
120 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
122 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
124 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
126 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
128 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
130 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
132 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
134 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
136 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
138 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
140 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
142 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
144 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
146 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
148 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
150 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
152 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
154 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
156 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
158 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
160 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
162 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
164 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
166 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
168 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
170 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
172 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
174 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
176 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
178 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
180 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
182 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
184 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
186 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
188 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
190 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
192 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
194 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
196 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
198 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
200 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
202 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
204 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
206 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
208 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
210 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
212 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
214 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
216 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
218 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
220 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
222 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
224 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
226 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
228 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
230 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
232 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
234 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
236 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
238 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
240 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
242 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
244 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
246 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
248 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
250 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
252 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
254 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
256 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
258 1/2 % 78	7282	Comptoir	680	680	Openg	305	315	Alcan	398	
260 1/2 % 78	7282	Comptoir								

## Second marché

**(selection)**

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1298	1225	Dowding	2530	2726	Index	373.90	369
Albia Romulidis	1230	1230	Dwight	2500	2500	Index - Québec	370	369
Ascent	686	686	Dumont	500	515	Ontario-Logan	619.90	626
B.C.M.C.	730	815	Dumont-Oil convert.	2480	2620	Ont. Gen. Tr.	680	581
B.I.P.	1352	1361	Edisons belisés	286	296	Pennsylvania-12	361.15	3606
Bellcof Technol.	1381	1422	Edison-Canal	180	187	Peterborough	381.30	375
Bellcof Technol.	700	700	Edison S. Canada	667	767	Piquet	624	650
Canac de Lyon	1248	1229	Edwards	849	839	Royal	1339	1400
Canacore	680	680	Edwards	675	680	S. de Québec Enbridge	240	240
Canif	2551	2550	Gen Dugre	530	540	St-Hubert-12	1280	1280
Canif	2780	2770	Gen Dugre	170	215.50	St-Hubert-70	157.50	157.50
C.D.M.E.	1196	1240	Id. Information	355	355	Steele-Mat	1520	1538
C. Engr. Elec.	1205	1205	Le gel de la voie	261	261.70	S.U.P.	1452	1448
C.F.C.A.	2640	2610	Log-Investments	373	385	S.U.P.	1680	2040
C.F.C.A.	1070	1070	Logistics	620	620	Sudbury	1509	1501
C.G.A. Information	1076	1076	Monaco	329	329	Sudbury	365.00	421.80
C. Océan. Péninsula	187.50	187	M. de la Montée	456	445	Sudbury	1820	1845
Dalco	330	340	M. de la Montée	172	177			
Dalco	230	240	M.M.B.	488	488			

**SICAV** (reflexion)

1

25/2

[illegible][illegible]

## Droits et bons

[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
<b>Attribution</b>		
Air Liquide .....	6200	6200
Casino .....	2200	2200
Cold, Fischer France .....	2200	2200
Parrot Ricard .....	2200	2200
Total .....	10 000	10 000

## Cote des changes

	COURS	COURS	COURS
--	-------	-------	-------

MARKET OFFICIAL	price	25/2	Actual
Braz-Ind (5 t)	6 121	6 074	5 825
ECU	6 083	6 078	
Belgium (100 F)	332 840	332 670	322 450
Belgium (100 F)	16 072	16 078	15 800
Portugal (100 L)	294 820	294 880	286 500
Denmark (100 kr)	89 820	89 820	88 500
Hungary (100 L)	67 010	66 980	63 500
Grèce (100 dr)	9 430	9 361	9 000
Géorgie (100 G)	4 536	4 526	3 800
Irlande (1 000 Ir)	3 983		
Suisse (100 S)	3 681	394 750	361 500
Suisse (100 S)	34 100	33 840	30 700
Autriche (100 S)	47 310	47 310	46 100
Espagne (100 pes.)	4 742	4 737	4 550
Portugal (100 esc.)	4 302	4 302	4 100
Portugal (100 esc.)	4 556	4 570	4 330
Canada (100 can.)	3 976	3 967	3 690
Canada (100 can.)			

## Marché libre de l'or

MORNAIEE	COURS	COURS
----------	-------	-------

Marque	ET DEVISÉES	préc.	25/2
8 570	Or les Balles au barrel .....	78500	78700
	Or les 100 grammes .....	78750	78800
340 520	Pièces françaises (20 fr) .....	518	514
18 250	Pièces françaises (10 fr) .....	309	
303 500	Pièces françaises (5 fr) .....	350	351
81	Pièces françaises (2 fr) .....	686	687
89 800	Souverains .....	500	500
9 700	Pièces de 20 dollars .....	3040	3030
4 700	Pièces de 10 dollars .....	1452 50	1452 50
5	Pièces de 5 dollars .....	880	
401 600	Pièces de 100 dollars .....	3130	3130
86	Pièces de 10 dollars .....	483	482
48 460	Or Zurich .....	401 85	406 70
5 050	Or Londres .....	401 90	406 50
4 700	Or Genève .....	402 35	402 75
4 710	Or Hongkong .....		
4 780	Argent Londres .....	5 46	

- o : coupon détaché
- o : offert
- o : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.



5021 من الاموال

28 • Vendredi 27 février 1987 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le congrès des syndicats en URSS. 4 Nicaragua : le casse-tête de la vie quotidienne à Managua. 5 Les tentatives de «réconciliation nationale» au Tchad. 6 La visite de M. Mitterrand à Rome.	7 M. Chirac fait l'inventaire des difficultés de l'action gouvernementale. — M. Marchais à «l'heure de vérité» d'A.2. <b>DÉBATS</b> 2 Les glissements du pouvoir.	9 Georges Ibrahim Abdallah aux assises de Paris. 10 La lutte contre le SIDA et la vente libre des seringues.	17 Cabaret au Théâtre Mogador. — Les Marionnettes de Salzbourg au Ranelagh. <b>COMMUNICATION</b> 18 Un entretien avec M. Gabriel de Broglie.	23 Les nouveaux objectifs économiques du gouvernement. 24 La privatisation de l'Institut de développement industriel. 25 Londres refuse le rachat de British Sugar. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 20 Annonces classées ..... 22 Carnet ..... 21 Météorologie ..... 20 Mots croisés ..... 20 Spectacles ..... 19	• Abdallah : les minutes du procès. • Sondage : faut-il avoir peur du SIDA ? • Sports : les résultats au jour le jour. Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télémat, Spectacles. 36.15 Tapez LEMONDE

ITALIE : épilogue du krach de la Banque Ambrosiano ?

## Un mandat d'arrêt aurait été émis contre Mgr Marcinkus

ROME  
de notre correspondant

La rumeur a circulé, fort insistante, toute la journée du mercredi 25 février à Milan : un mandat d'arrêt aurait été émis à l'encontre de l'archevêque américain Mgr Paul Marcinkus, président de l'Institut pour les œuvres de la religion (IOR), la Banque du Saint-Siège, et gouverneur de la Cité du Vatican. Deux autres personnalités ayant des responsabilités importantes au sein de l'IOR, les Italiens Luigi Menzies, administrateur délégué, et Pellegrino Destro, comptable, seraient également visés par la justice milanaise dans le cadre de l'enquête qu'elle conduit depuis six ans sur le krach de la Banque Ambrosiano.

Cet établissement, alors considéré comme la principale banque privée catholique d'Italie, avait dû cesser d'honorer les dettes de ses filiales à la mi-1982. Quant à son président, Roberto Calvi, surnommé « le banquier de Dieu », il avait été retrouvé, peu avant le 12 juin, pendu sous un pont de Londres. L'enquête a conclu au suicide, mais sa veuve demeure persuadée qu'il a été assassiné.

Les deux juges d'instruction, MM. Pizzi et Brichetti, « ne confirment ni ne démentent », formule généralement interprétée comme une confirmation. La même réserve prévaut au Vatican. Mgr Marcinkus quant à lui a déclaré n'avoir reçu aucune communication de la part de la justice.

Si l'information se confirmait, ce serait la deuxième fois qu'un acte judiciaire serait pris à l'encontre du prélat américain, personnage en vue au Vatican depuis trois décennies. En 1984 déjà, il avait reçu des mêmes juges — comme ses deux collaborateurs dont les noms sont à nouveau évoqués — une citation à comparaître. Les lettres recommandées de la justice avaient été refusées par les intéressés. Ceux-ci avaient allégué les articles 10 et 11 du traité du Latran, qui, en substance, mettent les personnalités du

Vatican — élevé en 1929 au rang d'Etat à part entière — à l'abri de toute ingérence de la part des pouvoirs publics d'Italie.

Le Vatican lui-même avait fait observer qu'une communication de cette nature devait de toute façon transiter par les canaux diplomatiques normaux : ministère des affaires étrangères, puis nonce en Italie. En toute hypothèse, Mgr Paul Marcinkus possède, en sa qualité de prélat majeur du Saint-Siège, un passeport du Vatican qui lui confère l'immunité.

### Trop confiant en Roberto Calvi

L'Institut pour les œuvres de la religion recueille et administre les avoirs financiers des grands ordres du monde entier, ainsi que de clients particuliers, la plupart ecclésiastiques, mais aussi de civils se sentant en syntonie avec le Vatican. Cette sorte de banque centrale du Saint-Siège — encore qu'elle ne batte pas monnaie et opère pour l'essentiel en livres — jouit traditionnellement d'une très grande autonomie. Elle n'est en réalité soumise organique-

ment à aucun contrôle, le pape ne pouvant que s'en remettre pour ce faire à des personnalités de confiance. L'ambiguïté est rendue plus grande encore parce que l'on dit derrière les « murailles léonines » ceignant les 44 hectares du petit Etat : « L'IOR est au Vatican, mais non du Vatican ».

L'implication de l'Institut dans le krach de la Banque Ambrosiano vient de ce que celui-ci s'en était remis à Roberto Calvi (et avant lui au financier véronais Michele Sindona) pour diversifier ses placements, jugés trop exclusivement italiens. A une époque où l'économie de la péninsule partait à vau-l'eau. Cette décision avait été mise en œuvre au tout début des années 1970 par Mgr Marcinkus, lequel a débuté comme employé de banque aux Etats-Unis avant de choisir la voie de la prêtrise, puis, après une ascension fulgurante dans la hiérarchie vaticane, c'est retrouvé à la tête de l'IOR. Roberto Calvi avait, par le biais de sociétés étrangères associées, sorti d'Italie des sommes se chiffrant à des centaines de millions de dollars, qui s'étaient retrouvées créditées sur des comptes

panaméens avant de s'évanouir dans la nature.

Qui était titulaire de ces comptes ? L'IOR, avait assuré Calvi, exhibant un document signé de la main de Mgr Marcinkus. Celui-ci avait bien reconnu ce document, mais il avait aussi assuré qu'il était « de pure courtoisie ». Si le mandat d'arrêt de Milan se confirme, c'est que les juges l'auraient évalué différemment.

An Vatican, on a toujours considéré, et parfois dit, que Mgr Marcinkus était en réalité un financier infiniment moins expérimenté qu'il n'avait réussi à le faire croire en son temps à Paul VI, et qu'il avait été dupé par Calvi. Le Vatican a en toute certitude remboursé 235 millions de dollars en dédommagement aux créanciers de la Banque Ambrosiano, rachetée en 1982 par un consortium de banques privées et publiques, et devenu aujourd'hui le « nouveau » Banco Ambrosiano. L'Etat italien avait été lui aussi mis en cause dans cette affaire en sa qualité de tuteur du système bancaire.

J.-P. C.

Sur le vif

## Troupeau

— Allô, c'est toi ? C'est Mina. Dis donc, t'es au courant ? C'est fou ce que ça passe ! On n'est plus lion, figure-toi !

— Ah ! parce que t'es lion, aussi, toi ? Tiens, ça m'étonne, je te voyais plutôt poisson.

— Ah ! t'en prie, épargne-moi tes remarques désagréables. Moi, je suis du 3 août, j'étais plus lion que toi. Toi, t'es du 24 juillet, c'est ça ? Ben, j'étais un lion que c'est à peine vrai. Et là, de toute façon, tu t'es plus du tout.

— Ou est-ce que tu racontes ? Je suis lion ascendant lion. Il suffit de me regarder : je suis belle, superbe, généreuse, vibrante, chaleureuse, je mords la vie à pleines dents, j'adore briller, j'aime les hommes, câlins, conquérants, je...

— Bon, là va, te fatigue pas. Fini tout ça. On est tous rétrogradés d'un signe.

— Comment tu le sais d'abord ?

— Mer, j'étais chez Yves pour un brushing, il m'était question que de ça dans le salon. Parait que c'est marqué dans Marie-Claire. Ou c'est les astrologues qui se sont plantés, ou c'est les constellations qui se sont baladées, mais bon, nous deux, on n'est plus lion, on est cancer.

— C'est comment, le cancer ?

— C'est popote, c'est gentil, c'est dévoué, c'est nonchalant, c'est intrusif, c'est volé, c'est...

— N'importe quoi ! Nous, on est le feu, ça c'est de la fièvre ! C'est pas possible ! Enfin, réfléchis ! Tiens, j'y pense, et mes gosses ? J'ai un nouveau et trois gémmeux. Un bousoir annuel, profond, les pieds sur terre et trois petites vies, aériens, subtils, changeants. Je les aie programmés pour, et ça colle exactement, alors, tu vois.

— Décidés, ce que je vois, c'est que tu te retrouves avec tout un troupeau : un bélier et trois taureaux.

— Ça, rien à faire, je refuse.

— Bon, ça va, si tu veux, ils le disent dans le journal. Il y a un truc qui serait pas mal. Tu regardes l'horoscope de février, tu compares les jours de chance du lion et du cancer et tu joues le 25 gagnant et le 16 perdant, mettons. Tu fais un coupé, quoi. Avec ça, c'est bien le diable et l'arivée pas à décrocher l'homme de ta vie ou le premier prince de la royauté.

CLAUDE SARRAUTE.

Au terme de plusieurs jours de garde à vue

## Les quatre dirigeants d'Action Directe vont être entendus par deux juges d'instruction

La garde à vue des quatre dirigeants de la branche internationaliste d'Action Directe a pris fin, le mercredi 25 février, dans la soirée. Ils ont été présentés à M. Alain Marsand, chef de la quatrième section du parquet de Paris (dite section antiterroriste), dont le garde des sceaux en personne avait insisté pour qu'elle soit saisie et agisse « en flagrance », aussi bien à Paris que dans le Loiret.

M. Marsand a ouvert une information pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler l'ordre public par l'insultation ou la terreur, infraction à la législation sur les armes, munitions et explosifs, falsification de documents administratifs et usage, recel de documents falsifiés ou volés ».

M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction, sera chargé du dossier. Après avoir passé la nuit de mercredi à jeudi au dépôt du Palais de Justice, Jean-Marie Rouillon, Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Joëlle Aubron devraient être présentés au magistrat instructeur. Divers mandats d'arrêt leur avaient déjà été notifiés par les policiers, notamment pour un hold-up contre une bijouterie parisienne en juillet 1983 et une tentative d'attentat à la voiture piégée contre les bâtiments de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) en août 1984.

### Plusieurs chefs d'inculpation

Enfin M. Jean-Claude Villemin, juge d'instruction chargé des dossiers de meurtre de Georges Besse, PDG de Renault (novembre 1986), de celui de l'ingénieur général de l'armement René Audran (juin-juillet 1985) et de la tentative d'assassinat contre le vice-président du CNPF, M. Guy Brans (avril 1986), devrait également les entendre dans les jours prochains.

Il se confirme que, lors d'une « parade d'identification », trois témoins ont reconnu Nathalie Ménigon ainsi que Joëlle Aubron — avec cependant plus de réserves — comme les deux femmes qui ont tiré sur Georges Besse.

L'inculpation pour association de malfaiteurs que devrait notifier aux quatre membres d'Action Directe, M. Bruguière, vise divers faits établis durant les quatre jours de garde à vue. D'abord la séquestration envisagée d'une personnalité, comme l'a prouvé la pièce de la ferme de Viry-aux-Loges aménagée en « prison du peuple ». Ensuite divers hold-up :

L'échec de la visite de M. Bariani au Nicaragua

## Un incident mineur estime le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères

Les récents démentis du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères avec ses hôtes lors de sa visite au Nicaragua, ont été qualifiés par lui-même d'« incidents mineurs » lors d'une conférence de presse, mercredi 25 février. M. Didier Bariani a estimé que les autorités sandinistes portaient la responsabilité de l'annulation des rencontres qu'il devait avoir avec les responsables gouvernementaux de Managua. Le secrétaire d'Etat s'est aussi interrogé sur « l'aptitude du gouvernement nicaraguayen à entendre un autre discours que le sien », alors qu'il est « loyal », selon M. Bariani, « lorsqu'il s'agit de différences d'appréciation politique, de s'en expliquer avec ses interlocuteurs. C'était l'un des buts de notre visite ».

Le secrétaire d'Etat a cependant souligné que sa tournée centraaméricaine avait suivi un rapprochement entre l'Europe et les pays de cette région lors de la conférence qui s'est tenue à Guatemala. Loinant la « collision spontanée des Doctes », M. Bariani a précisé que les pays d'Amérique centrale avaient manifesté « un appétit d'Europe ». Il a souligné pour sa part « le caractère irrémédiable de Contadora », le groupe réunissant le Mexique, le Venezuela, la Colombie et Panama, qui œuvre pour une solution pacifique et négociée de la région.

Cependant l'aide économique apportée par l'Europe aux pays de l'isthme — 250 millions de dollars au total — M. Bariani a rappelé que la France avait, pour sa part, redéployé sa coopération technique et son aide alimentaire « pour remédier à une situation de plus en plus désagréable ». Le Nicaragua, qui bénéficie des deux tiers environ de l'aide européenne entre 1980 et 1986, ne recevra plus que la moitié de cette aide, l'autre moitié étant répartie entre les quatre autres pays d'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras et Costa Rica).

M. Bariani a estimé que cette nouvelle répartition avait peut-être été un facteur de mécontentement pour les autorités nicaraguayennes, mais il a précisé que cette décision « n'était pas inspirée et ne pouvait constituer une surprise » (pour le régime sandiniste). Le secrétaire d'Etat a souligné que l'aide française à Managua « restait la plus importante de la région, ce qui est encore une situation que l'on peut considérer comme privilégiée ».

P. H. G.

PRÉCISION. — Un titre erroné (Le Monde du 17 février) pouvait laisser croire que le Nicaragua avait « rejeté un plan de paix au Costa Rica ». Comme il était précisé dans l'article, il s'agissait d'un plan proposé par le Costa Rica aux chefs d'Etat des quatre autres pays de l'isthme. Le vice-président nicaraguayen, M. Sergio Ramírez, non présent à cette réunion, avait simplement déclaré à Managua que ce projet était « voué à l'échec ».

Grève sur les lignes UTA du Pacifique. — Les hôtesses et les stewards de la compagnie UTA basés en Polynésie sont en grève du 26 février au 1<sup>er</sup> mars. Ce cinquième arrêt de travail depuis le mois de novembre 1986 est motivé, selon le syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) par le refus de la direction de modifier l'actuelle convention collective et d'aligner globalement les conditions générales d'emploi du personnel navigant commercial basé à Papeete sur celles en vigueur pour le même travail et basé à Paris et à Nouméa.

E.P.

Par décision de la CNCL

## RTL 6 doit changer de nom

Pour les actionnaires de la future chaîne chaine, la surprise est de taille. A quatre jours de son lancement officiel, la nouvelle télévision doit se trouver un nouveau nom ! Son président, Jean Drucker, en a été officiellement informé, le mercredi 25 janvier, par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

Les actionnaires du projet — la Lyonnaise des eaux, la Compagnie lyonnaise de télévision (CLT-LTV), les Editions Amaury pour les principaux d'entre eux — avaient retenu, sans aucune hésitation, l'appellation RTL 6. Ils avaient en effet estimé que l'avantage commercial du démarrage — la notoriété de RTL s'est plus à faire — l'emportait sur les inconvénients. Avec ce nom, la chaîne n'allait-elle pas se trouver « typée » avant même d'exister ? Des « stars » du petit écran allaient pouvoir conclure une collaboration avec RTL 6 et des stations de radio concurrentes de celles de la rue Bayard ? Des questions auxquelles il était difficile de répondre.

Mais le choix fait, le nom retenu figurait dans le dossier de candidature déposé auprès de la CNCL. Et apparemment, aucun des treize membres ne s'en est ému. Jusqu'à ce que, le mercredi 25 janvier, la CNCL ait décidé de l'autorisation, elle ne s'avise que « l'appellation commerciale de service ne doit pas induire en erreur ou créer une confusion par son origine, sa nature ou son objet ».

Certains n'hésitent pas non plus à voir dans cette décision de dernière heure le résultat d'une manœuvre habile de M. Michel Droit — considéré comme l'homme-lige de M. Robert Hertzant — pour gêner le démarrage de la chaîne chaine dans la lutte « au content » l'opposant au cinquième réseau. La Lyonnaise et la CLT sont en effet concurrencées par l'ensemble de la programmation des premiers jours : l'« habillage » de la chaîne, certaines émissions enregistrées faisaient en effet largement appel au logo RTL 6.

P.-A. G.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 26 février

Léger repli : - 0,21 %

La Bourse de Paris s'est légèrement effritée le 26 février, l'indice perdant 0,21 %. Parmi les plus fortes baisses, on notait Synthelabo (- 4,89 %), Bouillier (- 4,17 %), Crouzet (- 2,36 %). En hausse, on notait Guyenne Gascogne (+ 6,5 %), Sommer Allibert (+ 4,08 %), l'OPSI Paribas (+ 1,96 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	540	541	538
Agencia France	2082	2082	2082
Alcatel	702	701	701
Banque Paribas	1008	1008	1005
Bouillier	2470	2470	2470
Bouygues	1240	1240	1240
B.P.E.	4701	4700	4700
Carrefour	3880	3883	3710
Chemin de fer	1825	1828	1828
Chemin de fer	883	883	883
Elf-Aquitaine	1422	1418	1428
Elf-Aquitaine	331	331	331
Enel	3403	3403	3403
Elf-Aquitaine	1415	1418	1415
Elf-Aquitaine	2986	2980	2980
Elf-Aquitaine	1532	1536	1530
Elf-Aquitaine	2430	2432	2430
Elf-Aquitaine	1070	1070	1070
Elf-Aquitaine	2844	2844	2844
Elf-Aquitaine	1028	1028	1028
Elf-Aquitaine	1370	1370	1368
Elf-Aquitaine	405	404	405
Elf-Aquitaine	820	820	848
Elf-Aquitaine	740	738	735
Elf-Aquitaine	2340	2340	2340
Elf-Aquitaine	1478	1471	1472
Elf-Aquitaine	447	448	441
Elf-Aquitaine	2100	2100	2100
Elf-Aquitaine	508	508	508

Le numéro du « Monde » daté 26 février 1987 a été tiré à 453 402 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36.15 + ISLM

A B C D E F G

LA CRISE :  
ON EN SORT QUAND ?

SCIENCE & TECHNIQUE  
ECONOMIE

MARS

Le Monde  
sur minitel

LIVRES

Les dernières critiques du monde  
Concours : comment s'y prendre ?  
36.15 TAPEZ LEMONDE